

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale ? 1
- La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne 13
- Cronstadt: une tragique nécessité 41
- Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908 53
- Aperçus sur la situation au Brésil 75

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Après la Pologne où en est la reprise de classe internationale ?

Le grand mouvement social, qui après une maturation de plusieurs années a déferlé sur la Pologne depuis août 1980, a été vécu en général par ses participants comme une lutte de «la société toute entière» contre le régime en place, considéré de surcroît comme une simple émanation de l'impérialisme russe. S'il fallait chercher sa signification dans cette sphère des idées et des représentations, alors la démocratie petite-bourgeoise, qui s'étale en Occident et se trouve en dissidence à l'Est, aurait raison de refuser de reconnaître à la lutte des ouvriers polonais un caractère de classe. Les impérialismes occidentaux auraient eux aussi raison de défendre, après coup, «la lutte de la Pologne» contre l'oppression et de lever le drapeau des droits de l'homme à l'Est, bien qu'ils le piétinent allègrement partout ailleurs.

En réalité, le secret de l'enchaînement des événements sociaux ne peut être découvert dans les idées que se font les hommes de leur propre action. La conception matérialiste de Marx nous invite à aller le chercher dans les facteurs matériels qui travaillent le sous-sol de la société, les facteurs économiques et sociaux dont les idées, théories et explications sont la représentation plus ou moins fidèle ou déformée dans le cerveau des hommes. Or de ce point de vue, il est indéniable qu'à l'origine de tous ces événements grandioses dont la Pologne a été le théâtre se trouve une authentique poussée prolétarienne. Bien que la vague sociale ait fini par estomper le caractère de classe que la poussée initiale manifestait de façon aveuglante, c'est bien la révolte de la classe ouvrière contre les terribles conditions d'existence qui lui sont faites qui a mis en mouvement les différentes classes de la société.

Si on replace cette lutte des ouvriers polonais dans un cadre international, on constate qu'à l'échelle mondiale une vague de

luttons ouvrières a commencé à répondre à la phase d'aggravation de l'instabilité généralisée de la société bourgeoise, définitivement ouverte par la crise économique de 1974-75.

Cette vague a d'abord démarré dans les pays de jeune capitalisme comme la Tunisie, le Brésil, la Turquie, l'Iran, l'Algérie, le Salvador, etc. D'abord parce qu'ils sont davantage frappés par la crise et que la classe ouvrière n'y a aucune réserve, et ensuite parce que la classe ouvrière y sort bien souvent de luttes anti-impérialistes, où elle a été amenée sur la scène politique et conduite non seulement à lutter avec la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, mais aussi de plus en plus à se heurter à elles.

Les métropoles impérialistes ont certes connu des émeutes comme celles de Miami, de Brixton ou de Longwy-Denain, ou de larges agitations ouvrières comme l'Espagne et l'Angleterre. Mais, parmi les pays industrialisés, c'est en Pologne que la lutte ouvrière a pris la plus grande ampleur. La crise y a été aggravée par les formes particulières que le capitalisme a pris dans les pays de l'Est et par l'expérience acquise dans la série de révoltes précédentes, en 1956, 1970 et 1976, dont les enseignements ont permis de passer de la phase de l'explosion de colère passagère ou de l'émeute à celle de la lutte organisée et préparée à vaste échelle. Dans les autres pays seuls des détachements avancés, vite contraints de faire marche arrière ou rapidement épuisés par l'isolement, se sont engagés dans cette voie.

Lorsque dans les années cinquante, en pleine période contre-révolutionnaire, de condominium absolu des deux grandes super-puissances et de prospérité capitaliste, nous prévoyions que la reprise révolutionnaire de classe ne pourrait revenir qu'avec une nouvelle crise générale du capitalisme, crise que l'étude scientifique du cours de l'impérialisme mondial nous permettait de situer au milieu des années soixante-dix, il s'agissait de la formulation d'une condition historique générale de la reprise de classe et d'un objectif de lutte et de préparation que se fixait notre parti. Cela ne signifiait nullement que la crise économique devait mécaniquement engendrer la lutte prolétarienne. Nous avons douloureusement vérifié dans les faits que le passage de l'une à l'autre, bien plus difficile encore que nous pouvions le penser, se fait par d'innombrables tentatives avortées, mais à travers lesquelles se dégagent des avant-gardes de lutte et qui servent d'enseignement à d'autres.

Les luttes sociales de ces dernières années, qui ont culminé pour l'instant dans la lutte des ouvriers polonais, n'apparaissent déjà plus comme un simple produit de la crise générale du capitalisme. Elles sont désormais un facteur d'aggravation d'une crise qui durera peut-être des décennies avant de trouver une solution, et qui ne pourra trouver une solution définitive que dans la victoire de la révolution communiste mondiale. La succession et la progression de ces luttes indiquent clairement que, si le processus de leur généralisation n'est encore qu'à peine entamé, l'approfondissement de la crise qui l'a déclenché l'am-

plifiera demain pour conduire à des luttes grandioses et à un combat organisé et unitaire à grande échelle de la classe ouvrière, terrain indispensable à la préparation révolutionnaire. Le développement actuel de ces luttes montre que la courbe des luttes sociales a déjà commencé à s'infléchir pour se rapprocher de celle de la crise économique.

Il est indéniable cependant que le fossé béant, l'effroyable coupure qui apparaît même dans la lutte qui représente aujourd'hui l'expérience la plus avancée de la classe ouvrière du point de vue de l'organisation immédiate, à savoir la lutte des ouvriers polonais, entre le caractère authentiquement classiste de la poussée de lutte et le caractère de toute évidence démocratique, nationaliste, réformiste et même en partie religieux de son orientation et de la conscience qu'elle a d'elle-même, et qui la livre en fin de compte à des forces ennemies de la classe ouvrière, peut laisser perplexe plus d'un militant communiste.

Nous savions assurément que le mouvement prolétarien devait repartir de très bas, après la plus grande contre-révolution qu'il a subie dans son histoire. Nous le savions par la tradition d'un parti qui a été le seul à en avoir conscience et à agir en conséquence. Mais il y a une distance entre la connaissance théorique et la vérification concrète de l'abîme qui devra être comblé pour que coïncident à nouveau la courbe sociale des poussées de lutte ouvrière et la courbe politique d'une lutte de parti, c'est-à-dire celle de la lutte révolutionnaire.

Pendant ces dernières années, nous avons largement exalté les luttes ouvrières et insisté davantage sur leur importance que sur les difficultés qu'elles allaient rencontrer pour gravir le sentier escarpé de la reprise révolutionnaire de classe. Cette exaltation était largement justifiée: il fallait mettre en valeur une confirmation expérimentale de taille de la théorie marxiste; et elle le reste encore si on pense au flot ininterrompu de pourritures «théoriques» annonçant «la fin du prolétariat», qui sort aujourd'hui à l'échelle industrielle des usines idéologiques que sont les universités bourgeoises. Elle était également justifiée pour combattre les théorisations de forces qui voulaient nous tirer en arrière, ne voyaient pas que les situations historiques changent lentement mais changent, sont incapables de voir dans la nuit autre chose que la nuit, et ne perçoivent pas la faible mais prometteuse lueur qui anticipe le jour.

Mais elle devient insuffisante quand la petite lueur grandit pour se faire aube ou, en d'autres termes, quand il nous devient possible d'intervenir plus régulièrement dans les luttes ouvrières pour chercher à les organiser et à les influencer, ne serait-ce même encore que de façon marginale. Elle se révèle insuffisante quand il devient nécessaire de faire comprendre aux prolétaires qui veulent organiser leurs camarades pourquoi une lutte aussi puissante que celle de leurs frères polonais se fait sous l'égide de forces qu'ils combattent d'instinct et aboutit à une

campagne de mobilisation impérialiste, résultat politique qui provoque chez la masse des prolétaires la méfiance vis-à-vis des travailleurs polonais.

Nous devons comprendre et expliquer aux prolétaires d'avant-garde que la reprise révolutionnaire de classe, c'est-à-dire le comblement de l'écart existant entre la courbe politique et la courbe sociale sera un processus complexe et non pas mécanique, douloureux et rien moins que facile pour la classe ouvrière et son parti. Ce processus, c'est celui de la «fusion du mouvement ouvrier et du socialisme» dont parlait Lénine, et dont nous voyons comme lui, selon les enseignements du marxisme véritable, l'agent et le creuset dans le parti communiste révolutionnaire.

L'enclenchement de ce processus de fusion exige d'une part les poussées sociales que provoque le travail herculéen des forces objectives d'une société projetée par le capitalisme dans des contradictions insolubles. Or ces poussées sont renforcées par le fait que la contre-révolution bourgeoise n'a détruit le mouvement international de classe depuis cinquante ans que pour élargir à tous les continents le futur terrain de bataille, pousser sur les barricades de nombreux et impétueux bataillons de prolétaires de tous les pays. Elles sont également renforcées par le fait que l'acuité des antagonismes de classe dans la société capitaliste mondiale sénile fournit des éléments d'éducation révolutionnaire, que le progrès de l'internationalisation de la vie sociale et politique accélère encore leur circulation, leur vitesse de pénétration dans la lutte des prolétaires des autres pays et produit les conditions, mais naturellement seulement les conditions, pour construire un parti révolutionnaire fort. Ces facteurs favorables ne doivent cependant pas faire oublier que la bourgeoisie de son côté profite aussi de ces conditions pour renforcer et centraliser ses moyens de lutte anti-prolétariens à l'échelle internationale, et bénéficie encore largement de la longue rupture de continuité du mouvement communiste provoquée par la contre-révolution.

Le processus de fusion exige d'autre part «le socialisme», c'est-à-dire la théorie marxiste révolutionnaire, et une lutte de parti guidée par elle. Par socialisme, nous n'entendons pas une simple référence idéologique, une sorte de somme abstraite des enseignements contenus dans les livres de Marx et de Lénine, qu'il serait possible d'interpréter à volonté. Il s'agit du résultat d'une lutte théorique de restauration doctrinale menée par un petit carré de militants prolétariens qui n'ont pas cédé devant un rapport de forces historique défavorable, mais ont mis à profit les années de prostration politique du prolétariat pour tirer le bilan de la défaite de l'Internationale Communiste et les leçons de la contre-révolution. Il s'agit d'un résultat qui donne au prolétariat international les bases de la reconstitution du parti de classe.

L'enracinement du communisme révolutionnaire dans la lutte ouvrière ne saurait être le produit de la simple volonté. La

volonté est naturellement une excellente chose, mais elle n'obtient de résultats qu'en s'appuyant sur les lois du mouvement historique. Le marxisme nous permet de repousser la conception idéaliste de l'activité sociale et nous enseigne que si le parti peut être dirigeant de ce mouvement, il ne saurait en être la force motrice. La source d'énergie est la situation réelle, c'est-à-dire les poussées de lutte prolétarienne où se dégage, dans certaines conditions, la tendance de groupes de prolétaires à passer sur le terrain d'une lutte générale contre le capitalisme, autrement dit sur le terrain de la lutte de classe, qui est une lutte politique révolutionnaire.

Le matérialisme dialectique nous enseigne également que cette tendance n'est pas plus le résultat de l'illumination des consciences que celui de la volonté. La propagande révolutionnaire est nécessaire, mais son efficacité est elle-même déterminée par cette tendance objective qui est le produit des conditions matérielles, c'est-à-dire sociales et politiques et de leurs reflets idéologiques.

Cela ne réduit pas le rôle du communisme révolutionnaire, bien au contraire: participer à la lutte des différents contingents de la classe ouvrière en développant la conscience de classe des prolétaires, en concourant à leur organisation et en indiquant les buts et moyens de leur combat; analyser pour cela avec précision les besoins des différents secteurs de la classe et de leurs luttes, les objectifs qu'elle peut raisonnablement se fixer pour progresser vers l'unité du mouvement et sa conscience de classe; déterminer scientifiquement les obstacles théoriques et pratiques à ce mouvement; s'appuyer sur l'éducation politique que ce mouvement permet pour l'instruire de ses objectifs communistes révolutionnaires et fortifier son organisation et son aptitude au combat; bref étudier les mécanismes intimes de ce processus afin d'y intervenir plus efficacement, le favoriser, lui imprimer sa marque et, finalement, le diriger, voilà une tâche énorme à l'échelle internationale !

Ayant en vue ce tableau d'ensemble du processus de «fusion du mouvement ouvrier et du socialisme» tel que le marxisme le considère, il faut maintenant tenter de mesurer pratiquement les pas que les deux éléments doivent faire pour fusionner.

La classe ouvrière a besoin de passer par toute une série d'expériences où, dans la lutte pour ses besoins matériels, économiques et politiques, elle se frotte à toutes les classes, à toutes les idéologies de la société bourgeoise, tous les courants, écoles politiques et partis qui travaillent en son sein et dont le succès momentané ne peut s'expliquer par le hasard, mais par des déterminations historiques précises, parce que ces courants, écoles et partis traduisent à un moment donné et en partie - mais bien sûr seulement en partie - le degré de maturité même du mouvement.

Le matérialisme historique nous enseigne que pas plus que les autres, la classe ouvrière ne lutte sous l'impulsion des idées,

mais sous celle des besoins matériels. Cependant, mue par ses besoins puissants, elle a besoin d'armes théoriques de combat. Elle les cherche dans le ciel idéologique de la société, qui est, au moins au départ, c'est-à-dire avant que sa lutte ait atteint un certain stade, entièrement occupé par les idéologies et les programmes de la classe adverse. La classe ouvrière commence d'abord par utiliser les armes qu'elle trouve dans les fractures et les contradictions de la domination bourgeoise. Elle habille ses revendications avec ces idéologies, cherche à les forcer à exprimer les exigences qui lui viennent de ses élans immédiats, à les pousser à l'extrême. Et il faut que les luttes répétées atteignent une certaine intensité et une certaine profondeur pour que, non plus seulement des individus isolés, mais des groupes de prolétaires expérimentent l'inefficacité de ces armes, surtout en se heurtant avec elles aux limites de l'ordre social existant, et montrent par conséquent la tendance objective à rompre avec ces programmes et ces idéologies.

Ce processus est resté largement incomplet pendant les longues années qui ont suivi la fin de la seconde guerre impérialiste; car si les poussées immédiates et même les révoltes ouvrières n'ont pas manqué, elles se sont heurtées au mur de la prospérité bourgeoise, qui pouvait les réabsorber par des améliorations matérielles, tandis que les faibles avant-gardes qui s'en dégageaient restaient encore empêtrées dans les filets des querelles internes du national-communisme (et du trotskysme qui prétendait réagir contre lui), revalorisé par la guerre froide et la vague anti-impérialiste: il devait aller jusqu'au bout de ses capitulations devant l'ordre établi et de ses aveux idéologiques, pour obliger plus que des individus épars à rechercher contre lui et sous les monceaux de mensonges qu'il avait accumulés la vérité de classe, c'est-à-dire le communisme véritable de Marx et de Lénine. La fin de la longue phase de prospérité capitaliste avec le «grand tournant» de 1974-75, ainsi que l'épuisement du cycle révolutionnaire anti-colonial sont donc des facteurs historiques puissants qui favorisent ce processus objectif sur lequel peut s'appuyer l'effort du communisme révolutionnaire pour se faire de nouveau l'«organe pratique» de la lutte prolétarienne.

Nous n'en sommes encore aujourd'hui qu'aux tout premiers pas dans cette direction. La classe ouvrière en Pologne ne pouvait pas encore faire l'économie d'une direction poussant le démocratisme jusqu'à l'absurde avec la revendication du réformisme auto-gestionnaire par le bas. En Iran, elle ne pouvait encore faire l'économie de la direction de l'opposition religieuse au régime du Chah, puis de l'opposition démocratico-réformiste au régime des ayatollahs. Elle ne pouvait faire encore en Europe l'économie de l'extrême-gauche soixante-huitarde, ni en Italie de la «réaction terroriste» à la révélation du caractère contre-révolutionnaire des partis soi-disant ouvriers. Elle ne pouvait pas encore faire en Amérique centrale l'économie d'insurrections dirigées par la démocratie petite-bourgeoise, qui fait d'elles des

instruments de renforcement de l'Etat capitaliste. Pour pénibles qu'elles soient, de telles expériences sont nécessaires pour révéler l'impuissance et le véritable rôle de la démocratie à des groupes de prolétaires en lutte, bien plus larges cette fois que les petits cercles de militants révolutionnaires qui ont pu s'en instruire en puisant, malgré la longue dépression de la contre-révolution mondiale, dans l'expérience historique du prolétariat.

Mais les leçons de la lutte ne s'assimilent pas non plus de façon automatique. Car le processus dépend de facteurs extrêmement complexes, des expériences historiques précédentes, de la vitesse à laquelle a pu déjà surgir de la lutte prolétarienne avant les événements décisifs un courant se plaçant sur un terrain indépendant de classe, des rapports de forces à l'échelle nationale et de la manière dont s'alignent à l'échelle internationale les diverses forces politiques, etc.

Il est même possible, dans certaines circonstances, que les prolétaires qui ont le plus contribué à faire avancer le mouvement soient précisément ceux qui soient ensuite le moins capables d'en tirer les leçons et de cristalliser un courant d'avant-garde; qu'après le feu d'artifice de luttes grandioses ils retombent dans la nuit où les conditions objectives semblent reprendre le dessus, comme si ces prolétaires avaient en un effort inhumain épuisé d'un coup toutes leurs capacités. Cette expérience, nous la vivons aujourd'hui quotidiennement dans les luttes ouvrières. Historiquement, on connaît l'expérience grandiose de la Commune de Paris; le prolétariat français y est «parti à l'assaut du ciel», mais n'a pas encore à ce jour été capable de tirer les leçons de sa glorieuse expérience en se donnant un parti marxiste intransigeant. Pourtant, d'autres l'ont fait et on peut affirmer avec Lénine que la victoire de la révolution russe, la préparation du parti bolchévique et l'Internationale Communiste auraient été impossibles sans la Commune de Paris.

Il est fort possible que le poids des traditions nationales, exacerbé par l'oppression grand-russe qui nous fait retourner au moins cent ans en arrière, aveugle la classe ouvrière polonaise (dont l'héroïsme n'est pas plus en cause que celui des combattants sublimes du Paris insurgé d'il y a 111 ans) et retarde chez elle l'assimilation des riches leçons de l'expérience vécue depuis l'été 1980. Et il est fort possible que pour tirer complètement ces leçons, les prolétaires polonais aient précisément besoin de l'aide de luttes de prolétaires d'Europe occidentale. De luttes qui leur démontrent que leur exploitation et leur oppression ne sont pas particulières à la Pologne et aux pays de l'Est, mais la conséquence des lois internationales du capitalisme qui se manifestent seulement sous des aspects particuliers en Pologne; de luttes qui leur barrent la voie de l'alliance avec les démocraties impérialistes occidentales, pour ouvrir celle de l'union de la classe ouvrière de tous les pays contre l'ordre établi capitaliste-impérialiste.

Cette maturation politique doit donc être comprise comme un processus international, comme est international par nature le capitalisme, comme sont internationales par nature les conditions de vie, de travail et de lutte de la classe ouvrière, et donc internationales les conditions de son émancipation. Et l'essentiel, même dans la pire situation, c'est que les leçons livrées par les efforts d'un contingent national particulier de prolétaires soient tirées à l'échelle internationale, analysées de façon critique selon la méthode marxiste par les militants du parti communiste révolutionnaire, introduites par eux dans la lutte des autres contingents de la classe ouvrière des autres pays, bref, qu'elles deviennent le patrimoine vivant de la classe ouvrière et de son parti international.

La «fusion entre le mouvement ouvrier et le socialisme» ne suppose pas seulement une série de transformations successives du mouvement ouvrier, en étroite liaison avec l'intervention théorique et pratique du parti de classe. Elle suppose également une série de changements du parti prolétarien lui-même en liaison avec la maturation de la situation politique.

Du point de vue pratique, le communisme révolutionnaire est à peine sorti aujourd'hui d'une période qui se caractérisait essentiellement par la reconstruction de la théorie marxiste et l'établissement du bilan de la contre-révolution. Si notre petit mouvement s'appelle aujourd'hui parti, ce n'est pas en effet parce que la «fusion du mouvement ouvrier et du socialisme» aurait déjà eu lieu: elle ne pourra se réaliser que par le double mouvement convergent des poussées de lutte du prolétariat et de l'effort du communisme révolutionnaire pour se faire l'«organe de cette lutte». C'est d'abord parce qu'il revendique comme base constitutive du parti devant être l'agent de cette fusion la théorie marxiste, qu'il considère comme une science et non comme un objet de marchandages, de compromis idéologiques ou d'improvisations doctrinales. En ce sens, Marx et Engels n'hésitaient pas non plus à appeler en 1848 le manifeste écrit pour la Ligue des communistes, «Manifeste du parti communiste». C'est ensuite et surtout parce que la contre-révolution a poussé tous les autres courants communistes et révolutionnaires, qui avaient combattu dans l'Internationale de Lénine, à quitter le terrain des principes marxistes alors même que la violence toujours plus grande des antagonismes de classes exige que le parti de la prochaine vague révolutionnaire se constitue sur une base plus solide encore que celui de la vague précédente, celle des années 1917-1923.

Les bases sur lesquelles notre petit parti s'est constitué il y a trente ans forment le socle des normes programmatiques, tactiques et organisatives générales du parti mondial de demain, parce qu'elles ne sont pas le produit de l'élucubration de quelques individus particulièrement géniaux, mais le résultat d'une authentique expérience historique, que le travail collectif d'une vieille génération, formée au feu des combats grandioses de l'In-

ternationale de Lénine, a consisté à analyser scientifiquement pour le transmettre à de nouvelles générations révolutionnaires. Elles sont le produit du marxisme militant, c'est-à-dire un résultat du mouvement de classe du prolétariat, même si les militants révolutionnaires du monde entier, que la lutte ouvrière pousse en avant et conduit à des conclusions partielles que le marxisme a déjà établies, devront encore passer à travers de dures expériences pour se convaincre de leur validité et pour les faire leurs, de manière à abrégier les étapes de la maturation politique du prolétariat. Ce résultat reste vrai même s'il faut à notre petit parti d'aujourd'hui, d'un côté toute la fermeté indispensable pour s'accrocher à ces bases et de l'autre, toute la patience et tout l'art nécessaires pour démontrer la justesse et l'efficacité révolutionnaire de cette méthode de formation du parti, démonstration qui ne se fera pas tant en proclamant une continuité historique, où nous voyons à juste titre une condition indispensable de la victoire du mouvement, qu'en répondant aux besoins de la lutte révolutionnaire qui se déroule sous nos yeux et, plus encore, de celle qui nous attend dans la période qui vient.

Parce que la petite organisation d'aujourd'hui travaille sur ces bases homogènes depuis trente années, nous la considérons comme le «noyau» du «parti compact et puissant de demain». Cela représente beaucoup car c'est la condition de tout, mais nous devons aussi avoir le sens des proportions et reconnaître que c'est encore peu par rapport à ce que le parti doit devenir pour être capable de diriger la lutte révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire pour se faire l'agent efficace de la «fusion du mouvement ouvrier et du socialisme», pour devenir le creuset adapté aux exigences de cette fusion et pour donner à celle-ci la forme la plus appropriée.

C'est presque une banalité de dire que notre organisation d'aujourd'hui n'a encore fait, à la faveur de la maturation de la situation des dernières années, que ses tout premiers pas dans l'extension de sa presse internationale et de la constitution d'un réseau international du parti, qui vont devoir se développer plus largement encore suivant les lignes de force de la combativité du prolétariat international. Elle n'a encore fait que ses premiers pas pour enrichir la gamme de ses activités pratiques, qu'il s'agisse de l'éducation et de l'organisation de la classe à partir de ses poussées de lutte, d'une propagande plus différenciée et adaptée aux besoins variés des différents secteurs et des différentes aires géographiques, de l'établissement d'une ligne d'action politique unitaire, ou qu'il s'agisse de l'extension de la gamme des activités théoriques impliquées par ces activités pratiques, et notamment de l'analyse plus précise et concrète des situations. Notre petite organisation n'a encore fait que ses tout premiers pas pour se donner une structure organisationnelle, politique et logistique, ainsi que des méthodes de travail adaptées à l'élargissement de ses activités et aux exigences reconnues de la nouvelle phase historique, ainsi que pour dépasser les habitudes liées à

une phase historique d'incubation du mouvement qui nous a imposé une «vie de groupe» correspondant à une activité en grande partie mutilée. L'accélération des événements qui s'opère sous nos yeux à l'échelle internationale montre à l'évidence que l'organisation d'aujourd'hui devra subir, au cours d'un processus rien moins que linéaire et fait de brusques bonds en avant et de reculs temporaires, une succession de transformations importantes dans des délais historiques relativement brefs, pour acquérir dans toute une série de domaines l'expérience pratique qui lui fait encore défaut, apprendre l'art de la lutte révolutionnaire qui doit être celle d'une véritable organisation de combat communiste. Et pour y parvenir, nous devons savoir tirer le maximum de ce que permet la situation internationale.

Pendant longtemps encore, le parti devra faire cet apprentissage dans une situation où dominant à l'échelle générale sur la classe les mots d'ordre dictés par d'autres orientations, notamment démocratiques, ce qui mènera nécessairement le mouvement social à des revers qui secoueront aussi les militants du parti révolutionnaire et son organisation. Mais c'est parce qu'il participera à ces batailles et saura les suivre dans tous leurs développements, parce qu'il les assumera tout en sachant garder une position rigoureusement indépendante vis-à-vis des orientations adverses, qu'il favorisera la maturation politique et révolutionnaire des groupes de prolétaires d'avant-garde qu'il pourra en même temps gagner à son influence.

Cet apprentissage, le parti devra le faire en ne pouvant participer directement qu'à une partie des luttes d'importance qui seront menées dans de nombreux secteurs et de nombreux pays. Mais c'est en cherchant à se familiariser le plus possible avec les plus riches expériences de lutte de toutes les couches de la classe ouvrière de tous les pays, en les défendant et en cherchant à se lier à elles, en dressant de façon la plus systématique leur bilan critique à la lumière du marxisme et en introduisant leurs grandes leçons dans la lutte prolétarienne internationale, que le petit noyau d'aujourd'hui pourra se rendre apte à remplir sa fonction et se développer en se renforçant.

Mieux assimiler notre théorie et manier nos propres armes théoriques et pratiques; apprendre à les traduire en une gamme d'orientations d'action révolutionnaire justes et efficaces; donner au parti une organisation fortement centralisée, solide et ramifiée, capable d'initiative révolutionnaire, apte à prévoir la forme la plus appropriée pour son action et à se la donner le plus rapidement possible, construire une organisation sachant rester sourde aux sirènes de l'immédiatisme, celles des voies plus faciles et plus courtes, et maintenir son cap et sa continuité malgré les pressions et les coups d'un adversaire qu'il serait faux et dangereux de sous-estimer; tout cela coûtera certainement beaucoup d'efforts et de sacrifices. Cela ne sera acquis qu'à travers une série de sauts qualitatifs et de secousses dont le parti sortira fortifié et mieux adapté aux exigences de la nouvelle période his-

torique, cette «ère des guerres et des révolutions» dans laquelle nous sommes entrés. Mais à condition qu'il sache faire circuler en son sein les meilleures expériences de la lutte prolétarienne internationale et les fonder avec les riches expériences du passé. A condition qu'il sache se mettre en prise avec l'élan révolutionnaire qui vient des secteurs et des zones où l'activité de notre classe est la plus riche et la plus féconde, afin d'en irriguer de façon centralisée toute l'organisation internationale et lui communiquer, grâce à la fusion étroite avec l'activité théorique et pratique la plus fidèle aux principes du marxisme intransigeant, une vitalité et une volonté révolutionnaires supérieures, qui lui servent de volant d'inertie pour régulariser sa marche dans le cours chaotique des événements.

Voilà ce qu'il nous faut faire et que les militants révolutionnaires cherchant la voie de l'émancipation prolétarienne doivent faire avec nous sans attendre!



W Polsce tak samo, walka klasy robotniczej

Cette brochure contient la plupart des articles du *Prolétaire* consacrés à la Pologne entre août 1980 et janvier 1981, traduits en polonais.

Vive la lutte des ouvriers polonais !

Cette brochure a été publiée en janvier 1982 après le coup d'Etat militaire en Pologne. Au-dessus, les nos de fin décembre 1981 et début janvier 1982 du *Prolétaire*.

La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne

Il est indubitable que la puissante vague de luttes qui a secoué la Pologne et perturbé l'équilibre impérialiste est le résultat d'une poussée authentiquement prolétarienne. Il n'échappe pourtant à personne que l'orientation qu'a assumée l'organisation née de cette lutte, Solidarnosc, est largement démocratique et interclassiste.

Il y a assurément une contradiction énorme entre cette poussée et cette orientation qui a finalement mené le mouvement, qu'elle avait au départ contribué à organiser, dans le marais des réformes où il s'est empêtré, rendant tout aussi inévitable le coup de force de l'armée qu'impossible une riposte ouvrière à cette issue catastrophique.

Cependant, il ne faut pas imaginer que cette orientation aurait été d'une certaine manière plaquée de l'extérieur sur un mouvement ouvrier puisant dans l'énergie de ses poussées élémentaires une sorte d'«innocence idéologique». Une telle innocence existe si peu que les réactions ouvrières les plus radicales à la politique de collaboration ouverte entre le régime et la direction de Solidarnosc ne sont pas parvenues à dépasser le cadre de la revendication d'une réforme autogestionnaire par le bas.

Il faut au contraire comprendre, afin de la combattre plus efficacement, que cette orientation démocratique correspond en partie au degré de maturation réelle d'un mouvement ouvrier qui, en Pologne comme dans le monde, doit parcourir encore un chemin plein d'embûches pour reconquérir son indépendance de classe, et qu'il devra le faire dans une lutte théorique et pratique sans merci contre les innombrables forces qui de diverses façons entravent ses mouvements.

La présente étude ne cherche pas tant à préciser les raisons historiques, générales et particulières, de cette situation hautement contradictoire, qu'à partir de cette constatation pour suivre la gestation et le développement de l'opposition démocratique, et analyser son rôle dans la préparation et la direction de la grande vague de l'été 1980, ainsi que son attitude devant le coup de force du général Jaruzelski.

Nous voulons d'abord montrer que le drame de la classe ouvrière polonaise confirme l'effet catastrophique de la démocratie dans la lutte prolétarienne, et renforcer ainsi chez les militants communistes révolutionnaires la volonté de construire un parti international étanche au démocratismes et mieux armé pour aider la classe ouvrière à se soustraire à son influence.

Nous voulons aussi mettre en évidence la configuration du terrain et les enjeux d'une bataille dont nous escomptons qu'elle poussera en Pologne même des groupes de prolétaires à sortir d'une phase historique où le mouvement ouvrier est resté limité, malgré ses élans généreux, par un horizon politique d'indépendance nationale et de réforme démocratique, et dont nous attendons qu'elle favorise leurs efforts pour se rassembler sous le drapeau du communisme révolutionnaire et internationaliste.

Retournons d'abord à Yalta

Sans entrer dans les détails d'une analyse historique systématique, il est utile de rappeler quelques facteurs qui aggravent en Pologne le poids de l'idéologie nationale et démocratique sur la classe ouvrière.

La grande combativité dont a toujours fait preuve le prolétariat polonais a trouvé comme contrepoids historique, pour la formation d'un fort parti de classe, la tradition insurrectionnelle nationale et démocratique de la bourgeoisie polonaise. L'expérience de nombreux pays montre en effet que le souvenir des luttes communes avec la bourgeoisie entrave la classe ouvrière dans son effort pour affirmer ses intérêts de classe nettement distincts. Et ce phénomène est encore aggravé en Pologne par la persistance d'une oppression étrangère de la part des grands Etats voisins.

De plus, la contre-révolution mondiale a pris en Pologne des caractères particulièrement accusés. A la destruction de tout mouvement prolétarien indépendant, comme dans les autres pays, s'y sont ajoutés le partage impérialiste de la Pologne entre Hitler et Staline en 1939 et la mise en coupe réglée de la zone occupée par la Russie sous le drapeau mensonger du marxisme. Cela ne pouvait que pousser le prolétariat polonais, déjà défait par la contre-révolution, dans les bras des partis bourgeois, au point que lors de l'insurrection de Varsovie d'août 1944 la classe ouvrière s'est soulevée sous la direction du général Bór-Komorowski, représentant du gouvernement légal en exil et chef de l'Armée secrète (1).

La complicité manifeste de Staline dans l'écrasement sauvage de la Commune de Varsovie par Hitler, l'occupation militaire russe puis la mise en place d'un régime à la botte de l'impérialisme russe, le déplacement brutal des territoires polonais vers l'ouest, tout cela a encore renforcé le sentiment national polonais et le réflexe antirusse fondé sur des siècles de persécutions tsaristes et nationalistes grand-russes, et donc l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat (2).

Une constante de la vie politique polonaise est l'imbrication étroite de la revendication des libertés politiques et de la revendication nationale qui résulte de cette longue oppression. La mise en place de la dictature nationale-communiste à la pointe des baïonnettes russes en 1945 a confondu davantage encore le désir de voir diminuer la pression totalitaire de l'Etat et celui de la conquête d'une certaine autonomie nationale par rapport à l'impérialisme

russe, au point de faire oublier que cette pression est aussi le résultat de rapports internes de la société polonaise.

Ce tableau des facteurs qui déterminent la situation politique polonaise serait incomplet si nous ne parlions pas de l'Eglise, qui se présente historiquement comme un des éléments essentiels du nationalisme polonais, étant donné qu'elle a longtemps été la seule institution commune même quand le pays était divisé. Surtout elle est le symbole d'une tradition d'opposition à la Russie, qui était orthodoxe, tandis que la Pologne était catholique. Une des conséquences de Yalta, où les Alliés ont poussé les partis démocratiques, libéraux ou socialistes, du gouvernement de Stanislaw Mikolajczyk dans les bras du gouvernement pro-russe de Lublin en vertu du partage impérialiste de l'Europe, a été de désorganiser toute opposition politique. Comme la caste militaire polonaise avait été décapitée et liquidée par l'armée et la police russes au fur et à mesure de l'occupation du terrain, il ne restait plus en Pologne même que l'Eglise comme institution opposée à l'Etat, ce qui lui a permis de capter les réactions à l'oppression de l'Etat en les canalisant dans un sens national et religieux.

L'Octobre polonais et les tentatives d'influer sur le régime de l'intérieur

Après la mise au pas de 1945, c'est seulement sous les coups de bélier des grèves de Poznan en 1956 que l'Etat lâche du lest. La libéralisation de l'Octobre polonais s'accompagne d'une certaine autonomie donnée aux tendances nationales polonaises, qui se traduit par l'élimination de Boleslaw Bierut et le retour au pouvoir de Wladyslaw Gomulka (3).

Une telle situation a fait naître dans l'intelligentsia deux courants théorisant une ouverture du régime obtenue par une pression de l'intérieur (4). Il s'agit d'abord du «révisionnisme» de tendance laïque de Wladyslaw Bienkowski, qui cherche à influencer le POUP de l'intérieur; l'économiste Oskar Lange, mais aussi de futurs dirigeants du KOR comme Leszek Kolakowski ou Edward Lipinski, ou une personnalité de la gauche laïque comme Krzysztof Pomian en font partie. Il s'agit ensuite du courant «néopositiviste» de Stanislaw Stomma, dirigeant du groupe catholique Znak qui, à l'instar du libéral Roman Dmowski au début du siècle, pensait jouer sur le jeu des forces centrifuges dans les pays de l'Est et dans les rapports internationaux pour obtenir de la Russie une certaine latitude nationale, moyennant le respect d'une alliance de la Pologne avec elle (5).

Wladyslaw Bienkowski donna donc son soutien à Gomulka, dont il attendait un élargissement de la souveraineté de l'Etat polonais vis-à-vis de l'URSS, une certaine libéralisation politique et une normalisation des rapports avec l'Eglise. Cette conception correspondait également à une évolution de l'épiscopat. Après avoir adopté en 1953, au point culminant de la crise entre l'Etat et l'Eglise, une attitude de corporatisme confessionnel, celle-ci, avec le cardinal Stefan Wyszyński, donna en 1956 son appui à Gomulka, recevant en échange le droit à l'éducation religieuse dans les écoles (6).

En fait, le terrain sur lequel s'appuyait cette recherche de l'autonomie par une pression de l'intérieur fut complètement miné par l'évolution du régime de Gomulka, qui reprit une à une toutes ses concessions libérales et referma l'une après l'autre les ouvertures faites à l'Eglise. Le prestige de ces courants ne résista pas au coup de Prague, à la répression du mouvement étudiant en 1968 et aux luttes ouvrières de 1970 et 1976.

Du mouvement étudiant de 1968 à la grève de 1976: la gestation de l'opposition démocratique

On sait que Jacek Kuron et Karol Modzelewski lancèrent en 1965 leur fameuse *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais* qui leur valut à chacun une première condamnation, pour l'un de trois ans de prison, pour l'autre de trois ans et demi. Cette *Lettre ouverte* exprime le programme du groupe qui dirigera la révolte étudiante de 1968 et qui est issu du courant «révisionniste», même s'il en dépasse les limites en s'engageant dans la voie d'une réforme obtenue non par la discussion avec le pouvoir en place, mais par une pression sur lui (7). C'est de ce groupe étudiant que sortiront de nombreux dirigeants du KOR, comme Jacek Kuron et Adam Michnick.

Mais cette gauche socialisante n'est pas le seul courant qui a pris sa lancée grâce à l'agitation de l'Université. Cette onde sociale a également provoqué, tout comme les événements de 1956, une fermentation des courants catholiques. On a assisté à un rapprochement entre les intellectuels catholiques et la gauche laïque, notamment à travers la revue *Wież* de Tadeusz Mazowiecki (8) où écrira un des représentants de la gauche, Krzysztof Pomian. Ce rapprochement sera sanctionné en 1975 par l'«affaire de la constitution»: une centaine d'intellectuels protestent par une pétition contre un projet de la loi constitutionnelle reconnaissant le rôle dirigeant du parti sur l'ensemble de la société et célébrant l'«amitié éternelle» entre l'URSS et la Pologne. L'alliance entre la gauche laïque et les courants chrétiens est sortie renforcée de l'épisode qui a fait reculer le pouvoir.

L'«affaire de la constitution» sanctionne également l'influence grandissante de ces intellectuels catholiques sur l'épiscopat, qui a publiquement soutenu la pétition, et cela contre des courants qui, comme le groupe Pax, représenté à la Diète, professent la subordination de l'Eglise à l'Etat moyennant la reconnaissance des libertés confessionnelles.

Comme on peut le constater, la tendance à dépasser le cadre des pressions par le haut et de l'intérieur du régime a commencé à se manifester aussi bien dans les milieux catholiques que laïques à la fin des années soixante. Mais il y a bien plus. Les courants et groupes portés par la vague étudiante de 1968 ont fait une autre expérience, qui restera gravée dans la conscience de l'opposition démocratique en formation: alors que les étudiants n'ont pu obtenir en 1968 aucune concession de la part de l'Etat, tous ces courants ont bien vu que, même si elle s'est accompagnée d'une répression plus dure que celles des étudiants, la révolte ouvrière de 1970 a contraint l'Etat à faire des concessions économiques à la classe ouvrière.

Aussi la grève des ouvriers d'Ursus et de Radom de juin 1976 a-t-elle donné le signal de l'organisation de l'opposition démocratique: elle lui a donné l'élan nécessaire pour rassembler ses forces et l'occasion de tirer les conclusions pratiques de son expérience en se liant aux milieux ouvriers. C'est sous l'impulsion de cet événement que la scène politique polonaise a pris la configuration qu'elle a conservée jusqu'à l'été 1980.

Le conflit entre les ouvriers et le pouvoir entraîne plusieurs réactions. Il y a d'abord celle de l'Eglise, qui revendique la libération des emprisonnés, tendant de plus en plus à lier la revendication des libertés confessionnelles à celles des libertés politiques et à une démocratisation du régime. Cela la met en bonne position pour canaliser parallèlement à l'opposition laïque et en collaboration

avec elle les réactions ouvrières (9), ce qui oblige en même temps le gouvernement d'Edward Gierek à la reconnaître comme un élément stabilisateur et à collaborer avec elle.

Il y a ensuite la réaction des intellectuels catholiques et laïques, qui se retrouvent côte à côte dans leurs initiatives. L'une d'entre elles est la fondation du KOR (Comité de défense des ouvriers) grâce auquel ils favoriseront, en s'appuyant sur le réseau de l'Eglise, la naissance et le développement d'un organisme regroupant les ouvriers et dirigé par les intellectuels, qui servira de charpente à Solidarnosc en 1980. Une autre initiative est le lancement de l'Université volante, qui organisera les étudiants et fournira le cadre de l'élaboration théorique de la «nouvelle opposition».

La lutte des ouvriers polonais a eu aussi pour conséquence la reconstitution en mars 1977 d'un pôle politique du national-populisme déclaré: le ROPCIO (Mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen), dont les membres semblent avoir initialement participé au KOR (10). Ce courant, qui s'inspire du maréchal Pilsudski, joue avant tout sur la corde russophobe et donnera en 1979 le KPN (Confédération de la Pologne indépendante).

Comme on peut le voir, la classe ouvrière s'est bien présentée en 1956, 1970 et 1976 comme une force gigantesque, dont les coups de boutoir secouent toute la société et obligent toutes les forces sociales à se déterminer par rapport à elle. Les conditions politiques ne permettent cependant pas encore qu'apparaisse une école de pensée et une méthode d'action, c'est-à-dire un parti, qui lui permette de rassembler ses forces sur **ses objectifs propres**. Dans ces conditions, la formidable énergie sociale que dégagent ses réactions et ses révoltes reste captée par les courants d'opposition existants, c'est-à-dire l'Eglise et la gauche laïque qui, grâce aux traditions politiques nationales et au rapport des forces internationales, mûrissent et se développent pour devenir à partir de 1976 la seule opposition organisée et structurée.

Le programme de l'opposition: indépendance et démocratie

La fameuse opposition démocratique, dont se revendiquent dans la période 1976-80 les participants du KOR et de l'Université volante qui donneront les troupes essentielles des experts, conseillers et même dirigeants de Solidarnosc, regroupe, comme nous l'avons déjà souligné, deux grandes familles au moins, la famille catholique et la famille laïque.

L'idéologie de cette famille catholique, qui comprend de nombreuses variantes, est quant au fond démocratique libérale. Un personnage comme Tadeusz Mazowiecki s'est fait le défenseur dans l'Université volante d'un «nouveau compromis social entre gouvernants et gouvernés». La même tendance compte aussi un Bronislaw Geremek, et a donc fourni deux des principaux conseillers de Lech Walesa. Un autre courant politique force davantage sur la note nationaliste-libérale. Il compte derrière son chef de file Antoni Macierewicz, qui est un des fondateurs du KOR, un économiste comme Stefan Kurowski, qui a proposé un «programme alternatif pour sortir de la crise» au congrès de Solidarnosc en septembre 1981, et dont les sympathies pour les thèses de l'économiste libéral américain Milton Friedman sont connues.

L'influence de ces courants catholiques est importante, surtout à la tête de Solidarnosc. Mais il est plus intéressant d'analyser les perspectives données par le courant laïque. Certains de ses membres, comme Adam Michnik ou

Edward Lipinski, se réclament ouvertement de la tradition du parti socialiste polonais, c'est-à-dire du socialisme petit-bourgeois, démocratique et nationaliste. Ce n'est pas un hasard si le journal du KOR a repris le titre de *Robotnik* qui était déjà celui du journal du PSP, fondé en 1894 par Jozef Pilsudski. D'autres cependant, comme Jacek Kuron, insistent moins sur le socialisme que sur une phraséologie démocratique classique. C'est ce courant laïque qui a exposé le plus systématiquement le programme de l'opposition. «*Noire but, affirme Jacek Kuron au nom du KOR, c'est l'indépendance et la démocratie*» (11). Il explique que ces deux notions sont inséparables: l'Etat doit s'appuyer sur le «peuple» pour être indépendant. Réciproquement, l'indépendance nationale n'a pas de sens sans la démocratie, car c'est «*le système totalitaire lui-même qui est à la racine des maux sociaux en restreignant les aspirations individuelles et en entraînant par là une crise économique et politique endémique*» (12).

Il faut dire que la grève de juin 1976 a définitivement balayé les espoirs suscités par les promesses de Gierek d'améliorer la situation économique et politique. Pour faire face à l'agitation ouvrière de l'hiver 1970-71, le nouveau gouvernement avait été contraint d'augmenter les revenus ouvriers, concessions qu'il fallait faire digérer à la machine économique en se lançant dans une politique de modernisation fondée sur des emprunts aux pays occidentaux et dans le développement des exportations nécessaire pour rembourser les dettes. En réalité, la réforme de la gestion économique a été trop lente et la machine n'a pas su profiter de ses emprunts (13). En 1975, le service de la dette atteignait le seuil que les financiers considèrent comme critique: 25% des recettes d'exportations. La crise internationale de 1974-75 a fermé les marchés de la Pologne et le service de la dette est passé à 41% en 1976 (14). Pour sortir du cycle infernal de l'endettement, le gouvernement devait se résoudre à lancer une nouvelle période d'austérité. C'est celle que Gierek a mise en place en 1976, avec l'augmentation brutale des prix qui a provoqué la révolte des ouvriers d'Ursus et de Radom. Mais il fallait aussi accélérer la réforme du système des prix et de la gestion, qui empêche l'industrie d'être compétitive et concentre le mécontentement des ouvriers sur l'Etat.

Sacrifices volontaires de la classe ouvrière

L'idée de l'opposition est que seule une accélération de la réforme économique libérale et l'autorisation d'une représentation ouvrière permettaient de garantir un «consensus social» et d'obtenir des travailleurs les «sacrifices nécessaires» pour «sortir le pays de la crise». «*La création de syndicats authentiques, peut-on lire dans Robotnik en 1978, est un postulat ouvrier qui revenait dans toutes les manifestations ouvrières en Pologne, tant en 1956 qu'en 1970. Il est encore plus intéressant de constater que parmi les cadres techniques et les directeurs les plus éclairés, on entend, de plus en plus fréquemment, des opinions selon lesquelles les usines d'Etat auraient gagné beaucoup si les directions pouvaient avoir un contact avec les représentants authentiques des travailleurs. On pourrait alors arriver à de vrais débats et à des compromis raisonnables, qui seraient respectés par les deux partenaires, autrement que cela se fasse aujourd'hui où, en apparence, tout le monde est d'accord mais cela n'oblige personne*» (15).

Naturellement, pendant toute cette période, c'est la question du syndicat libre qui est agitée par l'opposition et non tellement celle de la réforme écono-

mique qui reste encore bien vague, quoi qu'il soit évident pour tous les courants que cette réforme doit porter sur la décentralisation des décisions économiques, concéder une plus grande autonomie de gestion aux entreprises industrielles et mettre fin aux tracasseries administratives dans l'agriculture où l'on demande que le droit de propriété des paysans soit garanti.

Cependant la revendication du syndicat libre est associée à une libéralisation politique dans tous les domaines, y compris le domaine confessionnel, et couronnée par la revendication de la démocratie parlementaire. Pour Jacek Kuron celle-ci *«peut être définie comme un système dans lequel les aspirations contradictoires des membres de la société peuvent s'exprimer [...] La coopération sociale se déroule de façon satisfaisante aussi longtemps que les groupes politiques variés expriment les souhaits de l'ensemble de la société et que les contradictions sont résolues par l'adoption de compromis acceptables par tout le monde»* (16).

Le programme de l'opposition polonaise vise ni plus ni moins qu'à une démocratisation à l'occidentale venant coiffer une économie parfaitement libérale, comme en Angleterre ou en France, même si le secteur public est plus vaste en Pologne. Il y a un parallèle à faire entre la recherche de l'opposition polonaise et la démocratisation qui était en cours à la même époque en Espagne, parallèle que l'opposition polonaise faisait d'ailleurs de façon explicite: *«Un des phénomènes les plus intéressants de ces dernières années, lit-on dans Robotnik, c'est le processus de démocratisation qui se déroule en Espagne»* (17).

Limitation volontaire de souveraineté

Il existe cependant une différence avec l'Espagne. La situation polonaise est plus complexe, étant donné les liens étroits des forces au pouvoir avec l'impérialisme russe. Pour les membres de l'opposition il est momentanément exclu que la Pologne échappe à la domination russe. Cependant les Russes ont peur d'une intervention en Pologne. *«C'est pourquoi, écrit Jacek Kuron, je suis d'avis qu'ils permettront plusieurs réformes en Pologne, qu'ayant à choisir entre un risque pour leur existence et les réformes, ils opteront pour les réformes»* (18). Adam Michnik développe la même idée: *«L'analyse de l'ensemble des relations polono-soviétiques révèle une certaine communauté d'intérêts entre la direction politique de l'URSS, la direction politique de la Pologne et l'opposition polonaise: pour les trois parties en cause l'intervention militaire soviétique en Pologne [...] resterait une véritable catastrophe. Quant à l'opposition démocratique, il va de soi que son sens des responsabilités et son patriotisme la conduisent à s'opposer fermement à la politique du pire»* (19).

La réforme politique effectuée, l'avenir se présente donc ainsi pour Jacek Kuron: *«Une fois que la nation sera pleinement organisée à l'intérieur d'un édifice social volontaire, elle sera prête à s'imposer les nécessaires restrictions à sa souveraineté dans sa relation avec son propre Etat et avec les puissances étrangères. Nous aimerions acquérir pour finir un statut semblable à celui de la Finlande: celui d'une démocratie parlementaire avec une indépendance limitée dans le domaine de la politique étrangère quand elle touche directement à l'URSS. A considérer la situation présente du pays, il paraît difficile d'obtenir un tel statut; mais, vu dans la perspective d'une organisation sociale intégrée qui connaîtrait le succès, il apparaîtra modéré»* (20). L'opposition démocrati-

que reproduit donc sur le plan international la «limitation volontaire» qu'elle conçoit également sur le plan intérieur.

La classe ouvrière béliet de la réforme

L'autonomie nationale et la démocratisation du régime correspondent aux intérêts et aux aspirations de couches extrêmement variées de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie polonaises, en leur fournissant un cadre idéal de développement. C'est aussi, dans la conception de l'opposition démocratique, une condition pour concilier les intérêts de classe opposés et éviter que les coups de tête de la classe ouvrière mettent à mal la société et donc leurs privilèges sociaux.

L'opposition sait cependant qu'une telle évolution ne viendra pas spontanément du régime, ni de l'impérialisme russe. Elle est aussi parfaitement consciente que les couches moyennes ne peuvent pas, à elles seules, imposer cette évolution au régime, et que seule la classe ouvrière possède la force nécessaire. Et son intérêt pour les ouvriers est proportionnel à son assurance qu'il n'existe pas encore en leur sein de tendance politique capable de polariser les énergies dégagées par les luttes sur un programme indépendant (21). *«L'essentiel dans la conception d'une nouvelle stratégie pour l'opposition polonaise, dit Adam Michnik, c'est la prise de conscience de la force des milieux ouvriers qui, plusieurs fois déjà, par leur attitude ferme et conséquente, ont imposé au pouvoir des concessions spectaculaires. Il est difficile de prévoir l'évolution de la situation dans les milieux ouvriers, mais ce sont certainement eux que le pouvoir craint vraiment. La pression de ce groupe social est la condition sine qua non de l'évolution de la vie nationale vers la démocratisation»* (22) et, ajoutons-nous, de la conquête d'une autonomie relative par rapport à l'impérialisme russe.

On comprend donc l'ardeur avec laquelle l'opposition démocratique s'est mise à organiser les ouvriers dès le coup de semonce de juin 1976, en s'appuyant sur le besoin de la solidarité avec les emprisonnés.

Nous avons vu précédemment que la nouvelle opposition démocratique est partie notamment de la critique du courant néopositiviste Znak qui voulait rééditer la manœuvre de Roman Dmowski au début du siècle. Il s'avère que ce n'est pas le but de cette manœuvre — la conquête d'une autonomie nationale contre la promesse d'allégeance temporaire — que l'opposition démocratique reproche au groupe Znak, mais la méthode empruntée pour atteindre ce but. L'opposition démocratique des années soixante-dix oppose à la tentative d'influencer le régime national-communiste de l'intérieur une pression exercée sur les institutions de l'extérieur, celle d'un mouvement ouvrier dont elle se targue de pouvoir «autolimiter» les exigences. Il s'agit donc d'une variété démocratique et même social-démocrate du dmowskisme.

Mises à part les conditions nationales et internationales particulières à la Pologne, qui produisent cette imbrication étroite entre la recherche d'une autonomie nationale et celle d'une libéralisation politique interne, le programme de l'opposition s'apparente donc à celui de l'ouverture démocratique qui a transformé la régime franquiste. Comme en Espagne en effet, l'opposition promet de rendre une ouverture possible tout en protégeant l'Etat contre l'utilisation par la classe ouvrière des luttes et de l'organisation dans un but

étranger aux intérêts supérieurs de l'économie nationale et de la paix sociale. Or, l'aptitude de la démocratie socialisante ou de la social-démocratie à convaincre les ouvriers de se soumettre volontairement à l'ordre établi et à ses exigences dépend de celle de la bourgeoisie à lui concéder une liberté de mouvement et d'action suffisante, mais aussi à permettre à la petite-bourgeoisie, dont la démocratie est le credo politique, de participer à l'Etat et de faire valoir ses aspirations propres.

La grève d'août 1980, tremplin pour l'ouverture démocratique

«Chaque jour la tension croît dans le pays et une solution pacifique paraît chaque jour plus difficile. Si le gouvernement ne s'apprête pas à faire les pas nécessaires, le seul moyen d'éviter le pire au pays est, pour le peuple, de former un mouvement suffisamment puissant pour contraindre le gouvernement à de véritables négociations», écrivait Jacek Kuron en 1977 (23).

La situation au début de l'été 1980 était catastrophique. L'économie polonaise était dans sa deuxième année de récession industrielle, la récolte s'annonçait mauvaise et les recettes d'exportations ne parvenaient déjà plus à couvrir le service de la dette (24). Dans ces conditions, le gouvernement fut contraint de recourir une nouvelle fois à l'augmentation brutale des prix. Mais l'annonce de cette mesure, tombée après quatre années d'agitation ouvrière et d'efforts soutenus d'organisation, mit le feu aux poudres.

Il est certain que l'intense préparation effectuée pendant quatre années a permis de dépasser le stade des émeutes de 1970 et 1976 et de présenter à l'Etat un «mouvement suffisamment puissant» pour le contraindre à négocier; mais il est également vrai que cette préparation accomplie par l'opposition démocratique a en même temps permis de fixer au mouvement de lutte ouvrière, le plus grand depuis des décennies, ses limites politiques. La grande grève d'août 1980 est une impressionnante démonstration de la force de la classe ouvrière, qui parvient à faire reculer la bourgeoisie au moyen de l'utilisation de ses armes de classe, la grève et l'organisation collective de ses rangs, et à lui arracher des concessions sur le plan économique et politique. Il est non moins certain que le résultat important de la puissante grève d'août 1980 est la naissance d'une grande organisation de lutte indépendante de l'Etat, qui renforce la classe, lui permet de mener la lutte plus efficacement et sert de vaste terrain d'expérience à l'éveil politique de la classe et à la maturation d'avant-gardes prolétariennes.

L'absence de toute tradition marxiste révolutionnaire, explicable par des conditions historiques internationales et nationales défavorables, fait cependant que cette maturation est extrêmement lente et que tout précisément doit être réappris par l'expérience avant que des groupes de prolétaires, sentant que leur lutte n'est pas particulière mais s'insère dans une lutte plus vaste de la classe ouvrière de tous les pays, et comprenant que le «marxisme» de leurs exploiters n'est qu'un mensonge, cherchent à renouer avec le patrimoine historique de classe condensé dans le programme de Marx et Lénine.

Ces conditions historiques ont donc imposé que la tentative de s'organiser indépendamment de l'Etat soit faite sous l'égide de courants qui, même s'ils s'opposent d'une certaine façon à l'Etat, cherchent à parvenir à une entente avec lui; cela devait rendre à la longue cette indépendance purement formelle, en la vidant de tout contenu de classe.

L'opposition démocratique impose sa conception du «syndicat libre»

«*L'organisation*, écrivait Jacek Kuron en 1977, *devrait commencer au niveau de l'usine et s'étendre ensuite. Ses revendications devraient s'entourer des avis des professionnels de l'économie, d'ingénieurs, d'hommes de loi et de sociologues*» (24). On mesure là à quel point l'opposition démocratique, portée par la vague de la lutte ouvrière, a pu imposer la forme d'organisation qu'elle préconisait, à savoir celle d'un syndicat où les ouvriers étaient chapeautés par des «experts» et des «conseillers» représentant le point de vue des intérêts supérieurs de l'économie nationale et de l'entente entre les classes.

«*Nous avons entrepris*, disait-il encore, *une forme d'action tout à fait nouvelle qui se développe d'une façon assez spectaculaire. Il s'agit ici de la société qui s'organise en dehors du pouvoir étatique*» (26).

Il y a donc une cohérence complète entre le but affiché, la politique qui noie la classe ouvrière dans le «peuple» et la «société» où elle n'apparaît que comme simple catégorie statistique (même si on compte sur la force que lui donne sa situation sociale pour agir **pour toute la société**), et le résultat obtenu, celui d'une organisation comme Solidarnosc où la classe ouvrière n'apparaît que comme une catégorie parmi les étudiants, les paysans, les intellectuels, et qui prétend représenter la fusion de «toute la société» face à l'Etat considéré comme un simple corps étranger plaqué là par l'impérialisme russe (27).

L'opposition démocratique a réussi cette opération, et il faut voir pourquoi. Elle n'y serait pas parvenue sans l'existence d'une tradition politique à contenu national et démocratique, grâce à laquelle les ouvriers ont accepté sans réserves son travail d'organisation. Mais, surtout, elle n'aurait pu le faire si elle n'avait pas pris l'initiative d'œuvrer à l'établissement de liens entre les ouvriers, effort d'organisation qui a créé une grande confiance politique parmi les ouvriers parce qu'il répondait à un besoin pressant de la lutte avant le grand mouvement de l'été 1980. Il va de soi que le marxisme révolutionnaire considère lui aussi une telle préparation comme une nécessité impérieuse, bien qu'il attende de méthodes différentes un résultat différent. Le travail d'organisation des communistes révolutionnaires s'accompagne d'une éducation visant à démontrer l'incompatibilité d'intérêts entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Cette éducation consiste à expliquer que les droits et libertés conquis sont **faits pour qu'on s'en serve**, pour conquérir face à l'adversaire un terrain, un espace de lutte où la classe ouvrière puisse rassembler ses forces et s'aguerir dans des batailles partielles, avant que les conditions générales et la force du mouvement permettent de passer à une attaque décisive contre l'ordre établi.

Le travail mené par l'opposition démocratique ne pouvait qu'être exactement opposé aux exigences de cette préparation de classe. Pour elle, comme pour les démocrates et social-démocrates de tous les pays, la conquête des droits et libertés doit entraîner que les prolétaires acceptent les sacrifices exigés par l'économie nationale et valent **leurs aspirations propres** au nom de l'union de «toute la société», toutes classes confondues.

L'«autolimitation» au terrain syndical

Les événements de l'été 1980 semblent confirmer une autre position caractéristique de l'opposition démocratique: pour enclencher un processus de

réformes, il faut une forte pression ouvrière. C'est seulement sous cette pression que peuvent se dégager des forces internes au régime national-communiste susceptibles de chercher à conquérir une certaine «autonomie nationale» par rapport à l'impérialisme russe. Mais cela suppose en même temps que cette pression ouvrière puisse être contrôlée. Or, il ne suffit plus comme en 1956 de faire quelques promesses de libéralisation à la classe ouvrière et à des forces nationales de toute façon favorables à une expérience d'ouverture du régime. Il faut maintenant faire des concessions bien plus importantes à une classe ouvrière se présentant en un mouvement revendicatif massif et organisé, et chercher un compromis avec sa direction démocratique pour contenir ce mouvement dans des limites raisonnables.

Lech Walesa expliquera non sans une certaine bonne foi réformiste le 12 décembre 1981, à la dernière réunion de la KK (Commission nationale de Solidarnosc), les bases objectives de ce compromis, pour se disculper vis-à-vis du POUP de créer des désordres: *«La crise aurait été bien pire sans nous. Les gens seraient allés piller les magasins, il y aurait eu de la casse, etc. Alors expliquez le plus vite possible aux gens que la crise était inévitable, que les autorités le savaient, qu'elles ont même autorisé notre création [...] Car elles savaient que Solidarnosc jouerait un rôle d'amortisseur, raisonnable, sérieux, qui n'allait pas liquider le parti»* (28).

Cette fonction d'amortisseur de la lutte des classes, c'est bien celle que le marxisme révolutionnaire reconnaît à la démocratie et qu'il combat, puisque l'émancipation du prolétariat ne peut être que le résultat de la lutte de classe.

La direction de Solidarnosc et l'Eglise d'une part, le régime de l'autre, se sont livrés plusieurs fois, entre l'été 1980 et la fin de l'automne 1981, au manège du compromis.

Après une période où l'opposition démocratique et Lech Walesa lui-même, encore simple dirigeant ouvrier local, mais lié à elle depuis 1978 avec la fondation du Comité Fondateur des Syndicats Libres de Gdansk, poussent à l'extension du mouvement de grève et à son organisation pour améliorer le rapport des forces, ils commencent à n'utiliser la grève générale que comme une menace pour imposer des concessions au régime; et lorsqu'elle sera devenue effective, le cardinal Wyszynski appellera dès le 26 août à reprendre le travail, usant de l'influence de l'épiscopat sur Lech Walesa et les dirigeants de la grève. Après les accords de Gdansk, la concession du «syndicat libre» servira à Lech Walesa et à l'armada des experts institutionnalisés pour appeler les ouvriers à cesser les grèves.

Malgré l'effort des «pompiers volants» de Solidarnosc invitant les ouvriers au calme sous prétexte de préserver les acquis de Gdansk contre les «durs», le POUP et le régime national-communiste se trouvent désorientés et momentanément paralysés, contraints pour gagner du temps à faire une série de concessions supplémentaires, sur les samedis libres, la reconnaissance de Solidarité rurale, jusqu'à ce qu'en février une nouvelle équipe gouvernementale soit formée autour du général Jaruzelski.

En même temps que les secousses politiques ébranlent le parti, on voit donc l'armée prendre de plus en plus d'importance, en tant que force organisée dotée d'une forte discipline interne. C'est cette tendance qui trouvera son aboutissement dans le coup de force du 13 décembre 1981. Mais si une telle évolution donne une garantie de stabilisation à l'impérialisme russe, dont on a

cru un moment, en décembre 1980, qu'il interviendrait directement, elle représente en même temps la percée politique d'une tendance de la classe dominante polonaise qui s'appuie sur le militarisme polonais, renaissant de ses cendres à travers la hiérarchie militaire, pour conquérir une certaine marge d'autonomie nationale vis-à-vis de l'impérialisme russe, marge qui peut encore être renforcée par le consensus avec d'autres forces nationales comme l'Eglise ou l'opposition démocratique.

C'est la raison pour laquelle l'arrivée au pouvoir de Jaruzelski en février 1981 a été saluée favorablement par Lech Walesa. Cette convergence effective s'est matérialisée par la trêve de trois mois conclue entre le gouvernement et Solidarnosc en février 1981, à la demande du général Jaruzelski. Elle a même résisté aux incidents de Bydgoszcz en mars, quand le passage à tabac de syndicalistes par la milice a provoqué une menace de grève générale. On a vu alors Lech Walesa décommander, sous la pression de l'Eglise et sans en référer à la KK, la grève générale prévue, ce qui a provoqué une véritable levée de bouilliers dans Solidarnosc et la démission de membres de la KK comme Karol Modzelewski, tandis que le général Jaruzelski faisait de son côté quelques promesses d'apaisement, malgré les pressions de l'aile «dure» du POUP.

Cette crise qui frappe Solidarnosc montre que le mouvement est parvenu à un tournant. Comme le remarque Seweryn Blumsztajn, *«les revendications strictement économiques ont très vite perdu leur sens»* ce qui signifie pour nous qu'on se heurte dès lors au cadre politico-social existant. D'ailleurs *«Solidarnosc a été le premier à mettre fin aux revendications concernant l'augmentation des salaires»* (29). Et on ne pouvait plus justifier cette «autolimitation» des revendications que par un objectif général plus vaste. C'est ainsi qu'après une période dominée par la préoccupation de satisfaire les revendications les plus pressantes (application des accords de Gdansk, libération des prisonniers, liberté d'organisation du mouvement) on passe rapidement à une phase dominée par la préoccupation du cadre social susceptible de garantir les revendications immédiates, c'est-à-dire par des revendications politiques, touchant objectivement à la question du pouvoir politique.

Le passage forcé du terrain revendicatif au terrain politique de la réforme

La lutte passait donc obligatoirement du terrain revendicatif au terrain politique. Mais les phases précédentes des luttes de la classe n'avaient pas suffi pour faire surgir un courant prolétarien indépendant, capable de poser le problème politique en termes de classe. Cela n'aurait pas encore consisté à appeler à prendre les armes pour s'emparer du pouvoir politique, mais à préparer du moins les conditions de la lutte révolutionnaire future pour la conquête du pouvoir. Cela aurait exigé de prendre appui sur les réactions ouvrières, qui n'ont pas manqué, contre l'orientation officielle, pour défendre les conquêtes obtenues par les puissants élans de lutte et d'organisation indépendante, en s'opposant aux efforts de la démocratie soucieuse de soumettre les exigences prolétariennes aux intérêts soi-disant supérieurs de l'économie nationale et de l'entente nationale.

Un tel courant n'a pu se dégager. Sans doute faut-il encore passer par l'expérience de la démocratie réformiste, dont le marxisme montre le rôle catastrophique dans la lutte prolétarienne, pour que des groupes de prolétaires avancés puissent s'arracher à son influence. Les circonstances de la lutte

sociale en Pologne, mais c'est vrai aussi pour l'instant à l'échelle internationale, n'ont pas encore permis de manière générale à la classe ouvrière de dépasser les perspectives d'une réforme, économique et sociale, du régime en place ; la perspective qui a progressivement mûri pour vaincre au Congrès de Solidarnosc à l'automne 1981, est celle de l'autogestion.

Cette évolution s'est accompagnée d'un développement rapide de l'aile socialisante et social-démocrate de l'opposition démocratique, sous la forme des courants autogestionnaires. Une de ces tendances est celle de la sociologue Jadwiga Staniszkis, active à Varsovie, généralement qualifiée de «gauchiste» dans le groupe d'experts, et qui manifeste des aspects «basistes» assez prononcés. Une autre tendance, représentée par Jerzy Milewski, un des animateurs de Solidarnosc à Gdansk, a élaboré le projet d'autogestion qui devait mettre fin à la Nomenklatura, et qui a fini par devenir la revendication générale de Solidarnosc au Congrès de l'automne, sous la forme de la «République autogérée».

Il est symptomatique qu'on se soit plu lors du Congrès à voir en même temps en Solidarnosc une sorte de Trade-Union et de Labour Party. Jerzy Milewski a cherché à tirer toutes les conséquences de cette évolution en lançant l'idée d'un parti travailliste polonais qui serait à Solidarnosc ce que le Labour Party est aux Trade-Unions. Théoriquement, le parallèle tient; comme l'explique Lénine dans son *Que Faire ?*, le «trade-unionisme» est la tendance spontanée de la lutte ouvrière à influencer sur le gouvernement pour obtenir ses revendications et garantir ses acquis, sans voir que ce gouvernement est l'instrument de la classe adverse, c'est-à-dire en restant emprisonnée dans l'idéologie bourgeoise. C'est naturellement sur cette tendance spontanée que s'enracine la politique du réformisme ouvrier, qui la transforme en une alliance entre la bourgeoisie et la classe ouvrière sous le haut patronage de la patrie.

Ce passage de Solidarnosc sur le terrain politique, celui de la réforme économique et politique, n'a cependant pas réglé le problème. Même canalisé sur une voie qui lui fait perdre son caractère de classe, le mouvement reste sensible aux exigences qui viennent des besoins matériels puissants qui l'ont engendré. C'est au point que pour Aleksander Smolar, Solidarnosc se «trouvait dans une situation impossible» (30). Tandis que les ouvriers voyaient dans la formule de l'autogestion qu'on leur proposait un moyen de lutte contre le gouvernement en place, la direction officielle du syndicat y voyait un moyen d'«autolimiter» le mouvement social.

Cette contradiction s'est reflétée dans les oppositions qui ont éclaté au Congrès de Solidarnosc en septembre-octobre 1981.

Les limites de l'opposition à la collaboration ouverte

La politique d'entente avec le gouvernement national-communiste n'a pas seulement été avancée par l'Eglise, le courant des intellectuels catholiques (31), ou par le courant national-populiste qui s'est développé avec la grande grève d'août 1980 en s'appuyant sur une partie des cadres ouvriers fortement influencés, comme Lech Walesa, par l'Eglise et les intellectuels catholiques, courant qui a commencé à la fin 1980 à prendre ses distances par rapport à Jacek Kuron, dont l'«extrémisme» était alors violemment attaqué par le pouvoir en place.

Cette politique a également été défendue par l'aile laïque du KOR, qui s'est de nouveau rapprochée de celle de Lech Walesa au cours de l'été 1981. C'est ainsi que Jacek Kuron déclarait dans un débat à Varsovie, à la veille du Congrès de Solidarnosc: *«Peut-on proposer un programme de réformes graduelles et supposer, dans le même temps, que le pouvoir restera dans les mêmes mains? Est-ce que cette réforme ne serait pas impossible? On a l'impression que la vie a répondu négativement [...] Même si la réalisation du programme de réformes par la base se montrait impossible, il faudrait grouper toute la société autour de ce programme, car c'est seulement dans ce cas que tout le monde considérerait le pouvoir responsable de la confrontation. Et si cette confrontation arrive, le gouvernement perdra vite, comme lors du conflit de Bydgoszcz. On pourrait alors constituer un gouvernement de concorde nationale qui déciderait des élections et introduirait les réformes [...] L'URSS serait obligée d'accepter un tel accord.»* (32).

Personne ne fera à Jacek Kuron l'injure de penser qu'il propose de gâter de cœur la collaboration avec le POUP. Cependant, la politique n'est pas affaire de sentiments et d'intentions, mais d'alignement de forces déterminées. En tout cas, cette politique subit au Congrès de Solidarnosc des attaques insistantes.

Un premier affrontement a eu lieu avec une minorité de délégués et d'experts se définissant comme «fondamentalistes» et opposés aux «pragmatiques» de la majorité qui affirmaient que le syndicat *«doit lutter pour le pain et non pour le pouvoir»*. La minorité proposait de s'attaquer frontalement au système. *«Il est impossible, disait-elle, de faire confiance à cet appareil d'Etat. Le devoir de notre syndicat est de montrer et de supprimer les causes de la crise actuelle»* (33). Il semble cependant, selon les informations dont nous disposons, qu'il s'agisse essentiellement d'éléments mêlant cette revendication à des thèmes nationalistes et catholiques traditionnels, et nous ne savons rien d'éventuels éléments minoritaires dans cette minorité. Y a-t-il eu parmi eux des militants pour faire entendre une voix résolument classiste, en cette époque de fermentation politique extrêmement riche?

Un autre affrontement opposa les partisans d'un compromis avec la Diète, défendu par Jacek Kuron en personne et limitant les objectifs et le mode de fonctionnement de l'autogestion, et une forte majorité de délégués qui repoussaient ce compromis et exigeaient que le syndicat tienne ferme sur l'élection du directeur par le personnel et l'étendue du secteur autogéré. Parmi les figures de proue de cette contestation, on compte Zbigniew Kowalewski, délégué de Lodz, qui défendit devant le Congrès le besoin, affirmé par la tendance appelée «groupe de Lublin», de *«passer de la grève passive à la grève d'occupation active»* (34) en assurant directement l'approvisionnement local et la marche des entreprises sans s'occuper en cas de confrontation avec le pouvoir, par ailleurs jugée inévitable, des organes de l'administration.

On pourrait être tenté de voir là une réminiscence de la vieille «grève générale expropriatrice». En réalité il s'agit d'autre chose. L'anarcho-syndicalisme s'imaginait que l'Etat bourgeois se volatiliserait sous l'effet des bras croisés. Le groupe de Lublin qui a développé cette conception de la «grève active» y voyait un moyen de pression pour contraindre le pouvoir en place à un compromis, à réaliser la réforme économique souhaitée, en lui démontrant que la classe ouvrière était disposée à la mettre en pratique sans attendre son autorisation. Zbigniew Kowalewski expliquera le 5 février 1982 que *«pour les masses à la recherche de formes d'action radicales, la grève active aurait permis de*

passer à l'offensive. L'établissement du pouvoir économique des travailleurs aurait permis l'accumulation des forces nécessaires pour résoudre la question du pouvoir politique. Les développements de l'autogestion par des voies révolutionnaires auraient impliqué l'émergence de l'autogestion locale et territoriale, libérant ainsi l'énergie de millions de citoyens. Cela aurait donné une base solide à la revendication des élections libres. S'il s'était avéré que le rapport de force était insuffisant pour résoudre la question du pouvoir politique, entraînant de fait une prolongation de la dualité des pouvoirs, la région de Lodz considérerait qu'une grève active victorieuse devait conduire, au sein de la Diète et des Conseils départementaux, à la formation d'une Chambre autogestionnaire ou Chambre socio-économique. Une telle instance devait être élue démocratiquement par tous les producteurs – salariés, paysans et artisans individuels – et concentrer entre ses mains tout le pouvoir économique d'Etat». En somme, «les courants plus radicaux, sans récuser la démocratie parlementaire, se prononçaient en faveur d'une combinaison de cette dernière avec une véritable démocratie des conseils» (35).

Une telle conception ne fait qu'institutionnaliser la poussée ouvrière en la noyant dans le marais démocratique des producteurs, et ne conçoit la «question du pouvoir» que comme une entente entre les forces en présence, même si la confrontation et l'affrontement sont indispensables pour y parvenir. C'est ainsi que le même Zbigniew Kowalewski explique au début de janvier 1982: «Notre position fut donc la suivante: le Front [c'est-à-dire la proposition de Jaruzelski d'un front d'entente nationale impliquant la subordination de Solidarnosc au pouvoir en place, NDR] non, l'entente oui. Le contenu de l'accord devait être déterminé par trois forces: le pouvoir d'Etat, l'Eglise, dont l'autorité morale ne fait de doute pour personne, et Solidarnosc, comme principal mouvement social [...] L'accord devait porter concrètement sur trois points: la lutte contre la crise, la réalisation de la réforme économique et la création d'une république autogérée» (36).

Il est important de relever que cette tendance a canalisé la masse des réactions de contestation à l'égard de la politique de collaboration ouverte (37). Mais on constate qu'elle n'est pas sortie du cadre de l'«autolimitation politique», c'est-à-dire de l'entente de «la société» avec le «pouvoir», imposée à ce dernier sous la pression du mouvement social, conformément à la conception de l'opposition-démocratique. Cette tendance des partisans de la «grève active» représente donc la forme la plus extrême et la plus cohérente de cette «stratégie» de l'opposition démocratique (38).

L'«autolimitation politique» ne réduit pas l'ampleur des contradictions sociales

Les oppositions qui se sont révélées au Congrès n'ont fait ensuite que s'aggraver sous la poussée d'une situation économique extrêmement difficile, à laquelle une classe ouvrière éduquée par un mouvement revendicatif puissant, même limité au cadre fixé par l'opposition démocratique, ne manque pas de réagir.

On assiste d'une part à une véritable faillite de l'économie polonaise. Si la production avait baissé de 2% en 1979 par rapport à l'année précédente, de 4% en 1980, la chute a été plus forte encore en 1981, entre 15 et 20%. Les exportations ont baissé de 14,6%, exaspérant le déficit commercial et l'endettement. La Pologne est pratiquement en état de cessation des paiements en 1981.

Le marché intérieur est totalement désorganisé, non seulement par la chute de la production, mais aussi par les grèves. La livraison d'articles industriels s'est réduite de 10 à 20% en 1981 par rapport à l'année précédente. C'est plus grave encore pour l'alimentation, étant donné la mauvaise récolte de pommes de terre en 1980 (chute de près de 50%) qui a entraîné à son tour des difficultés dans l'élevage des porcs. La pénurie de vivres et des produits de consommation de base est devenue habituelle dès l'été.

Pour tous les experts économiques les plus optimistes, le redressement de l'économie et la stabilisation de la dette extérieure, c'est-à-dire l'inversion de la tendance en cours, ne peuvent se produire qu'au bout d'une période de cinq ans, et encore à condition que les réformes économiques proposées soient mises en place, ce qui suppose une austérité accrue, des licenciements, des hausses de prix, des compressions de salaires, une plus grande souplesse de gestion des entreprises qui s'accompagne d'une hausse réelle de la productivité du travail, c'est-à-dire d'une intensification de l'exploitation (39).

Au début de l'année 1981, un plan de réformes proposé par le gouvernement Kania-Jaruzelski avait été accueilli avec espoir par les banquiers du Fonds Monétaire International, mais autre chose était de mettre ce plan en pratique. En septembre, la Diète avait examiné un projet gouvernemental de réforme autogestionnaire, l'avait amendé dans le sens du projet de Solidarnosc, mais avait finalement refusé, en même temps que la majorité des délégués au Congrès, le compromis proposé par le présidium de la K.K. En novembre, le gouvernement prétextait de la gravité de la situation économique pour ajourner la réforme. Du projet devant entrer en application en janvier 1982, il ne gardait que les augmentations des prix, et remettait à 1983 les mesures concernant l'autonomie des entreprises, c'est-à-dire celles en échange desquelles les travailleurs étaient disposés à accepter certains sacrifices, car ils espéraient qu'elles permettraient de combattre les énormes gaspillages provoqués par une centralisation excessive des décisions économiques, et d'améliorer ainsi leur sort, au moins à terme.

Il existe de nombreuses raisons à ces manœuvres dilatoires. Tout d'abord la clique bourgeoise au pouvoir et l'impérialisme russe craignent que l'autonomie des entreprises ne s'accompagne d'une tendance plus forte à travailler avec le marché occidental, au détriment des accords passés dans le cadre du COMECON. C'est dire que la meilleure condition pour avancer dans la réforme économique est une paix sociale, qui permette aux forces nationalistes démocratiques et pro-occidentales de respecter leur «autolimitation» sans surenchères venant d'en-bas. C'est d'ailleurs ce qui se passe avec le kadarisme en Hongrie où la réforme économique est nettement plus avancée qu'en Pologne.

Mais, surtout, le grand problème est la revendication ouvrière (40). L'imbrication de plus en plus étroite des revendications ouvrières (défense des conditions de vie et de travail) avec celle de l'autonomie des entreprises sous la forme de l'autogestion paralyse assurément la lutte de la classe ouvrière, à laquelle on fait attendre une amélioration de son sort d'une réforme du capitalisme. Mais elle est aussi pour l'immédiat un motif de paralysie économique, car l'autonomie de gestion vise précisément à obtenir des travailleurs une amélioration de la productivité grâce à une politique plus décentralisée et plus souple d'intensification du travail, tandis que les travailleurs veulent l'utiliser au contraire pour une amélioration de leur sort et comme un moyen pour résister à la pression de l'Etat. Comme l'explique Aleksander Smolar, «pen-

dant plusieurs mois, grâce surtout à la région de Lodz, le mot d'ordre d'autogestion a mobilisé les masses. Que Solidarnosc négocie avec le pouvoir et le mot d'ordre perdait par là-même son caractère offensif car les masses ne pouvaient être mobilisées que par des mots d'ordre dirigés contre le pouvoir. C'est le paradoxe de la situation du syndicat. Mais en même temps, les négociations ne peuvent déboucher sur rien» (41).

Que les aspirations confuses de la classe ouvrière se soient trouvées en contradiction totale avec les dures nécessités de la remise en ordre de l'économie nationale est encore confirmé par le fait que le *«programme alternatif pour sortir de la crise»* présenté par Stefan Kurowski au Congrès de Solidarnosc et appuyé par la KPN impliquait, aux dires des autres économistes de la commission des experts, qui, comme Ryszard Bugaj, l'ont violemment critiqué, une augmentation des prix de 200%: comment aurait-il été possible de l'imposer par un simple appel à la modération des ouvriers en proie à la disette? Quant au projet présenté par l'équipe de Ryszard Bugaj, il prévoyait un plan transitoire de contrôle des prix et de la distribution pour rétablir un *«fonctionnement normal de l'économie»* (42). Ce n'est qu'ensuite que la réforme pouvait être mise en place entre les organes d'autogestion et les pouvoirs publics. Mais le *«fonctionnement normal de l'économie»* ne suppose-t-il pas précisément le calme social?

Or, plus le pays s'enfonçait dans la crise, et moins la réforme économique et les mesures de redressement pouvaient être entreprises par le pouvoir en place. Et plus le gouvernement s'avérait incapable de réformes, plus se faisait jour dans la classe ouvrière l'exigence de *«prendre directement les affaires en mains»*. C'est ainsi qu'on a assisté en décembre, notamment dans la région de Lodz, à la volonté affirmée de mettre en pratique la fameuse *«grève active»* (43), qui devait être combinée avec la création d'une *«garde ouvrière»*. Celle-ci était conçue dans l'esprit des tenants du courant autogestionnaire comme un moyen d'*«assurer la défense des entreprises industrielles et du réseau de distribution dans la grève active»* contre les *«provocations des autorités»* (44), mais elle constituait en même temps pour les masses ouvrières une réponse intuitive à la mise en place des *«groupes opérationnels territoriaux»* à l'intérieur même des usines, et présentait donc des risques graves d'actions incontrôlées.

Parallèlement, le mot d'ordre d'élections libres lancé par la KPN au cours de l'été est devenu de plus en plus populaire au cours du dernier trimestre et a mordu sur les autres courants politiques et sur les larges masses ouvrières (45). Une telle revendication ne mettait nullement en cause le fait que la machine de l'Etat restait, avec l'armée, les forces de sécurité, la milice, l'administration, aux mains du gouvernement, renforcé, après la décomposition du POUP, par l'unification de tous les pouvoirs aux mains du général Jaruzelski qui s'appuie sur la structure disciplinée des corps militaires. Mais elle rendait inéluctable pour le gouvernement le choix immédiat entre un accord avec Solidarnosc ou son démantèlement.

Ce qui a barré la voie de l'accord, c'est la difficulté pour Solidarnosc d'imposer le *«retour au calme»* exigé par la machine économico-sociale pour se réformer et adapter ses structures aux exigences draconiennes de la concurrence en ménageant les rapports impérialistes en vigueur. Et à supposer que Solidarnosc ait pu obtenir un tel équilibre, il aurait été trop sensible aux sautes d'humeur du mouvement social pour être stable et durable. La réforme par le bas, que la classe ouvrière chargeait de ses aspirations sociales, était

devenue incompatible avec les exigences de la réforme tout court. Il fallait donc imposer le «retour au calme» par la force.

Si la démocratie est incapable de maintenir l'ordre, l'ordre se passera de la démocratie

Les diverses tendances de la démocratie bourgeoise, du libéralisme traditionnel à la social-démocratie, en tirent la leçon suivante: le coup de force démontre l'incompatibilité du «communisme» et de la démocratie. Bien qu'une telle affirmation soit théoriquement juste, puisque le communisme véritable signifie la fin de tout Etat et par conséquent de la démocratie qui est une forme de l'Etat, ce n'est pas de cela qu'il s'agit ici, où le «communisme» n'est rien d'autre que la forme nationale-communiste que prend la dictature capitaliste dans les pays de l'Est.

Assurément, cette forme nationale-communiste est différente de la forme libérale et pluraliste occidentale. Cependant l'histoire a déjà démontré qu'il n'y a pas de muraille de Chine entre la forme de dictature ouverte qu'est le fascisme, et la démocratie. Les régimes nationaux-communistes seraient-ils une forme si originale qu'elle soit **par nature** étrangère à toute évolution?

Il est vrai que la situation polonaise est plus compliquée que celle de l'Espagne, où le franquisme vient de se démocratiser avec succès: la dépendance politique et forcée par rapport à l'impérialisme russe donne en Pologne l'illusion que le «pouvoir» est complètement étranger à la société, c'est-à-dire sans racines sociales dans le pays. *«Dès le début, il était clair, affirme Aleksander Smolar, que le pouvoir ne pouvait accepter le syndicat sous la forme qu'il a prise, c'est-à-dire comme organisation unique authentique de la société»* (46).

Cette vision est fausse, car métaphysique: l'Etat n'est pas un instrument de domination au-dessus des classes, mais défendant l'intérêt de classes déterminées. Or le national-communisme comme le fascisme et la démocratie sont, quoique différentes, des formes d'un même Etat, l'Etat bourgeois, qui défend des intérêts capitalistes, nationaux et internationaux.

Il est vrai que la forme de domination nationale-communiste, imposée en Pologne par l'occupation russe en 1945, est particulièrement rigide. Mais il est également vrai que les impérialismes occidentaux, en premier lieu l'Angleterre et l'Amérique — la France n'était pas trop satisfaite des accords de Yalta — ont poussé la démocratie de Stanislaw Mikolajczyk dans les bras du régime national-communiste. C'est la preuve que, malgré leurs proclamations de guerre sainte sous le drapeau des libertés et des droits de l'homme, les démocraties occidentales n'ont aucunement ressenti une quelconque incompatibilité de **nature** entre méthode démocratique et méthode nationale-communiste de gouvernement. Leur amour de la forme pluraliste a cédé devant les froids intérêts impérialistes qui ont déterminé le partage de zones d'influence en Europe entre les Russes et les Anglo-saxons.

La convergence entre démocratie et national-communisme s'est révélée bien plus forte encore en 1981. Il est clair que les impérialismes occidentaux ont promis d'avance de ne pas bouger le petit doigt pour défendre l'ouverture démocratique en Pologne, même si les chars russes intervenaient. Pour eux, *«la solution du général Jaruzelski était la moins mauvaise possible»* (47), car elle seule permet de maintenir les positions économiques, financières et politiques conquises en Pologne depuis l'ouverture économique de 1971, tout en

évitant une réaction armée et par conséquent une accélération brutale de la course à la guerre impérialiste. Mais il est clair qu'une normalisation en Pologne est devenue, pour les bourgeoisies russe et occidentales, une condition *sine qua non* pour que ce pays rembourse sa dette, considérable (27 milliards vis-à-vis de l'Occident, 6 milliards vis-à-vis de l'Est), et n'entraîne pas par sa banqueroute des risques graves pour le système financier international (48).

Aussi n'est-il pas étonnant que de nombreux banquiers se soient mis à considérer *«l'autoritarisme à la soviétique comme le meilleur espoir de recouvrer les quelques 1,3 milliards de dollars que la Pologne leur doit»* tant il est vrai que pour eux *«des gouvernements autoritaires sont une bonne chose, car ils imposent une discipline»* (49).

La tragédie des prolétaires polonais ne découle donc pas d'une «nature oppressive» spécifique des régimes nationaux-communistes des pays de l'Est, mais de la nature capitaliste et impérialiste de l'ordre établi polonais et international. C'est tellement vrai que cette tragédie a son pendant exact en Amérique centrale.

Pas plus au Salvador qu'en Pologne, l'opposition démocratique ne remet en cause pour l'immédiat les privilèges géostratégiques de l'impérialisme dominant. Mais l'acuité des contradictions sociales suscite nécessairement dans ces pays des tendances centrifuges de toutes sortes, au moment même où l'aggravation des rapports internationaux rend tout équilibre précaire et pousse les impérialismes à interdire despotiquement dans leurs zones d'influence respectives toute liberté de mouvement à ces tendances. Au Salvador comme en Pologne, l'opposition démocratique s'est montrée jusqu'ici capable d'endiguer le mouvement de la classe exploitée dans des limites purement bourgeoises. Mais elle ne parvient pas à lui imposer la discipline très stricte qu'exige l'ordre capitaliste pour sortir ces pays de la crise économique et sociale où ils sont plongés.

Si l'ouverture démocratique a échoué en Pologne, ou si, en d'autres termes, le régime national-communiste se révèle aussi rigide, c'est aussi dû à l'impuissance fondamentale de la démocratie à résoudre par sa méthode les énormes problèmes soulevés par la crise capitaliste, ce qui ne l'empêche nullement de paralyser les réactions de la classe ouvrière et de livrer cette dernière politiquement et physiquement désarmée à la bestialité de la violence bourgeoise. D'autre part, si la bourgeoisie polonaise n'arrive pas, malgré ses efforts, à conquérir une marge durable d'autonomie par rapport à son puissant voisin, cela ne tient pas seulement au fait que les bourgeoisies des pays de second rang dépendent économiquement et militairement des grandes puissances, mais aussi au besoin qu'elles ont — et auront toujours davantage — d'elles pour faire face à leur propre classe ouvrière.

Dans le monde entier, et pas seulement en Pologne, le cours du capitalisme pousse à l'imbrication de plus en plus étroite de l'oppression de classe dans le cadre de la nation avec l'oppression des petites nations par les grandes, bref à la réaction grande impérialiste comme manifestation de la tendance à un despotisme capitaliste toujours plus ouvert (50).

Mais la classe ouvrière commettrait une terrible erreur en voyant là un motif pour chercher des alliés dans «son» Etat national et dans la force nationale par excellence, la démocratie petite-bourgeoise, dont le drame polonais montre une nouvelle fois les effets catastrophiques sur le mouvement ouvrier.

Et maintenant, que fera l'opposition démocratique ?

Le général Jaruzelski est donc passé aux actes, après avoir *«estimé que tout le monde et la nation lui pardonneraient de faire lui-même une besogne dont, tôt ou tard, les troupes soviétiques se seraient chargées»* (51). Cependant, il est conduit à rechercher malgré tout le contact avec l'opposition muselée, tant pour préserver le minimum d'autonomie nationale que lui laisse espérer l'accomplissement de la «besogne» du 13 décembre, que pour tâcher de paralyser les réactions de la masse ouvrière à la politique de réformes économiques aujourd'hui engagées par le haut, et obtenir d'elle les énormes sacrifices sans lesquels la réforme ne saurait réussir. Comme le remarque d'ailleurs Seweryn Blumsztajn: *«Kadar avait commencé à fusiller des milliers de Hongrois, tandis que Jaruzelski, deux semaines après le coup d'Etat, cherche déjà à renouer la négociation, cherche des solutions politiques, en reprenant des contacts avec l'Eglise...»* (52).

L'échec de la perspective d'ouverture démocratique et le fait que la classe ouvrière, que l'opposition pensait utiliser comme bétail docile de sa réforme, se révèle un facteur extrêmement difficile à manier, contribue à élargir une base objective d'entente et de collaboration possible entre une fraction au moins de l'opposition démocratique et le régime de Jaruzelski.

Cette voie est d'ailleurs défrichée par l'Eglise qui, tout en considérant que *«les travailleurs doivent être rétablis dans leurs droits à s'organiser dans des syndicats indépendants et autogérés»*, et que *«le dialogue est peut-être difficile mais pas impossible»*, souligne que *«les droits»* ne signifie pas *«l'anarchie»*, que la liberté est *«une tâche qui demande réflexion, pondération»*, et invite les fidèles à *«réfléchir dans la prière»* sur leur *«vocation à la liberté»* (53). Et Aleksander Smolar peut affirmer de son côté: *«Avouer un échec partiel est la seule base possible pour de nouvelles négociations. Le seul fait que le pouvoir se réserve des possibilités de négociation, prouve qu'il est conscient qu'il n'a pas réussi à l'emporter par la terreur.»* (54).

Mais il y a un autre côté. Aleksander Smolar lui-même ajoute en effet qu'*«il est aussi clair que la société n'est pas capable d'admettre le fait accompli. C'est là le tragique de la situation [...] Cette humiliation n'est pas une bonne base pour le réalisme politique»* (55). La résistance héroïque des centres ouvriers à l'instauration de l'état de guerre a été en effet le point d'appui pour une «résistance passive» de grande ampleur et pour la reconstitution d'un réseau clandestin de Solidarnosc sur le modèle de celui de l'armée secrète lors de la seconde guerre mondiale. Ce réseau est désormais capable de publier des bulletins réguliers, parfois même quotidiens, et semble déjà centralisé à l'échelle nationale, au moins dans certaines parties du pays. Dans ces conditions, il est probable que toute concession de la part du régime rallumerait vite des foyers d'agitation et de lutte et rendrait une normalisation extrêmement difficile. Il n'est pas du tout exclu que la perpétuation des privations économiques et de l'oppression politique actuelles mène en même temps, après l'échec d'un grand mouvement organisé, à des réactions terroristes de groupes d'ouvriers (56).

L'opposition démocratique et l'Eglise se trouvent donc dans une situation hautement contradictoire. Elles sont poussées à rechercher un terrain d'entente avec le régime, tout en se lançant à fond dans l'organisation des forces clandestines et dans l'effort pour les contrôler, non seulement pour avoir un levier dans leur lutte politique de réforme nationale-démocratique, mais également pour combattre les tendances terroristes.

Mais pour tenir le mouvement, il faut lui laisser entrevoir une issue. Or maintenant que la perspective d'une réforme du régime sous la pression du mouvement social s'est effondrée, il est difficile de présenter la recherche d'un accord avec le pouvoir autrement que comme une tactique destinée à gagner du temps et à préparer son renversement. On ne peut oublier que la résistance passive et la construction pendant la seconde guerre mondiale d'un «Etat clandestin centralisé» ont été le terrain de préparation de l'insurrection d'août 1944.

Et nous ne sommes plus en 1956, où le partage de Yalta ne pouvait qu'être ressenti comme terriblement durable. Aujourd'hui le cours catastrophique du capitalisme mondial pousse en Europe des forces de plus en plus nombreuses, à l'Ouest comme à l'Est, à remettre ce partage en cause.

Il est significatif que les appels lancés par les organisations de Solidarnosc à l'étranger aillent dans ce sens et se placent sur ce terrain: *«Faites ce qui est en votre pouvoir, demande le Comité de coordination Solidarnosc en France [en s'adressant «à l'opinion publique, aux syndicats, aux partis politiques, aux gouvernements»], par tous les moyens, moraux, politiques et économiques pour faire comprendre aux autorités militaires de Varsovie et au pouvoir politique soviétique que le monde n'acceptera pas la guerre menée contre la nation polonaise»*. (57). En changeant la lutte ouvrière et la répression bourgeoise en Pologne en un conflit entre l'impérialisme russe et la nation polonaise, et en appelant «les gouvernements» à la rescousse, on apporte de l'eau au moulin des impérialismes européens enfourchant le cheval du neutralisme pour sortir de Yalta, ou de l'impérialisme américain posant ses pions pour un futur repartage de la planète avec l'autre superpuissance.

On ne peut donc exclure que se développe au sein de l'opposition démocratique la tendance à encadrer les réactions ouvrières contre l'Etat polonais et l'impérialisme russe en les mettant au service d'une croisade occidentale pour les libertés, et à canaliser d'éventuelles réactions terroristes dans une résistance patriotique. On verrait ainsi une nouvelle version de la trajectoire du parti socialiste polonais de Pilsudski, passé du démocratisme socialisant au militarisme nationaliste au service des impérialismes occidentaux, démocratiques, il va de soi...

Les besoins de la lutte prolétarienne.

Même sans l'aide du marxisme, il est possible de se rendre compte de ce qu'une lutte, fût-elle nationale, peut attendre en Pologne des impérialismes démocratiques de l'Occident, en se référant à leur attitude en 1944. Mais dans le désarroi actuel, la tentative de canaliser ainsi la réaction ouvrière peut réussir au moins dans un premier temps, et elle est d'autant plus dangereuse pour la lutte prolétarienne qu'elle peut très bien capitaliser une partie des leçons dispensées à la classe ouvrière au cours de l'année 1981, notamment celle que donne la paralysie de Solidarnosc devant le coup de force de Jaruzelski, résultat de la recherche d'une entente avec lui et de son autolimitation politique.

Nous n'avons pas assez d'éléments pour situer précisément la position politique d'un Seweryn Blumsztajn. Mais il est significatif qu'il puisse se permettre de critiquer les illusions démocratiques de Solidarnosc, qui ont amené les dirigeants à négliger le danger de coup de force *«parce qu'ils étaient conscients, avant toute chose, d'avoir derrière eux toute la société»* et qui se sont traduites

par «une obsession d'une ouverture et d'une publicité totales» (58), ce qui s'explique en partie par les longues années de clandestinité totale. Il peut en arriver à conclure qu'*«il y avait certainement [...] une erreur»* dans *«le principe qui a présidé à la formation du mouvement: l'autolimitation politique»*. Cependant, lorsqu'il dit qu'*«il fallait viser le pouvoir politique, plus tôt et plus résolument»* (59), cela ne peut pas être du point de vue prolétarien, puisque la classe ouvrière n'était pas en condition de lutter pour son programme propre, internationaliste et anticapitaliste, mais uniquement du point de vue bourgeois bien qu'appuyé sur la lutte ouvrière, c'est-à-dire avec un programme d'indépendance nationale et de réforme économique et politique. C'est la raison pour laquelle il peut aujourd'hui, sans renier son programme, appeler les gouvernements occidentaux», autrement dit l'impérialisme occidental, à venir en aide à la «nation polonaise», contre «le pouvoir politique soviétique» et «les autorités militaires polonaises», c'est-à-dire contre un autre camp impérialiste.

Il est également possible que des groupes de prolétaires cherchent désormais à refuser toute alliance non seulement avec les forces prêtes à l'entente «réaliste» avec le pouvoir en place, qu'il s'agisse de l'Eglise ou d'une partie de l'opposition démocratique, mais aussi avec celles qui prétendent s'appuyer sur les impérialismes occidentaux. Néanmoins, ce refus ne suffirait pas encore à les séparer radicalement des forces nationales et démocratiques, dont certaines repousseront peut-être un accord avec les démocraties occidentales qui les ont trahies à plusieurs reprises. Pour rompre définitivement avec toutes ces forces et ne pas être paralysés par elles, il faut donc qu'ils aillent jusqu'à rejeter tout programme national et de réforme bourgeoise, et jusqu'à renouer avec le programme internationaliste et révolutionnaire de leur classe.

Cependant, pour cela, c'est-à-dire pour comprendre que leur tragédie est bien davantage due à la crise du capitalisme mondial qu'aux handicaps propres au système de gestion des pays de l'Est, les prolétaires polonais seraient considérablement aidés par une faillite dans une de nos belles économies occidentales, «non bureaucratiques» et libérales.

Pour comprendre que leur lutte n'est pas seulement nationale mais internationale, ils seraient considérablement aidés par une vigoureuse lutte prolétarienne dans d'autres pays et, tout particulièrement, dans une de nos belles démocraties occidentales, surtout si elle est dirigée contre un gouvernement nettement anti-russe et arborant des couleurs de socialisme démocratique et autogestionnaire.

Pour retrouver confiance dans le programme de classe, les prolétaires polonais ont besoin d'identifier leurs intérêts à une telle lutte où soit manifeste l'influence du parti communiste révolutionnaire et internationaliste qui lui donne force et efficacité. Cela les aiderait grandement à se convaincre que le parti communiste et la dictature du prolétariat peuvent être autre chose que les instruments de leur oppression de classe, le socialisme autre chose que leur exploitation bestiale, l'internationalisme prolétarien autre chose que le drapeau sous lequel se cache l'impérialisme russe, bref pour qu'ils retrouvent dans le marxisme l'arme de l'émancipation de la classe ouvrière.

Le mouvement ouvrier polonais a lui aussi une tradition internationaliste et révolutionnaire. Dans le premier parti socialiste, **Prolétariat**, né en 1882, deux tendances se sont développées. L'une, nationale et démocratique, a donné en 1894 le Parti socialiste polonais de Pilsudski. Mais l'autre courant, animé par

Ludwik Warynski, se plaçait résolument sur le terrain internationaliste et révolutionnaire: pour lui, la libération nationale, qu'il considérait à juste titre comme encore révolutionnaire, n'était cependant pas une revendication centrale du mouvement ouvrier en Pologne, «il existe au monde, disait-il, un **peuple plus malheureux que les Polonais — c'est celui des prolétaires**» (60). C'est ce courant qui a creusé en Pologne le sillon du communisme révolutionnaire, celui de Rosa Luxembourg et Léo Jogiches.

Notre certitude est qu'il renaîtra, car le marxisme révolutionnaire est la théorie de la lutte prolétarienne, et la crise internationale qui sévit pousse la classe ouvrière à la lutte et donc à rechercher malgré toutes les difficultés ses armes de combat.

Janvier-février 1982.

(1) Nous avons plus longuement développé tous ces épisodes dans l'article intitulé «La Pologne, point névralgique de l'ordre impérialiste mondial» paru dans le n°86 de cette revue.

(2) «Dans un pays qui n'a pas d'existence depuis deux siècles, les intellectuels ont toujours joué un rôle d'identification, explique Adam Michnik. C'est pour ça que le rôle d'un écrivain dans ce pays est souvent celui du prophète. Et puis il y a le problème de la souveraineté: ce système a été introduit par les chars soviétiques et tient grâce à eux. C'est la cause qui nous unit tous» (Cité par *Libération* dans un article daté du 26 mai 1977 et republié dans le numéro spécial *Pologne* de janvier 1982, page 27).

(3) Wladyslaw Gomulka, à la tête du PC depuis 1943, a été éliminé du pouvoir en 1948, avant d'être arrêté en 1951, pour «nationalisme», «déviation droite» et «anti-soviétisme». Boleslaw Bierut, qui l'avait remplacé, avait été président du gouvernement de Lublin, élabore dans les cornues de l'impérialisme russe. Le pendule change de sens en 1956.

(4) Adam Michnik développe les caractéristiques de ces courants dans un article intitulé «Une stratégie pour l'opposition polonaise» paru en polonais dans *Aneks* n°12 et en français dans *Esprit* n°1, 1977, republié dans *La Pologne, une société en dissidence*, Cahiers libres n°338, Maspéro, 1978.

(5) Roman Dmowski avait fondé en 1897 le parti national-démocrate, dont la revendication fondamentale était la restauration de l'Etat polonais et l'indépendance. Lors de la révolution de 1905, il avait proposé au gouvernement tsariste le marchandage suivant: l'autonomie de la Pologne, en échange de la garantie que les Polonais étoufferaient eux-mêmes la révolution en Pologne. Bien que l'offre ait été rejetée, Roman Dmowski n'en a pas moins continué la lutte contre le mouvement révolutionnaire. Il fit valoir pendant la guerre de 1914-18 les intérêts de la Pologne vis-à-vis de l'Entente et s'opposa par la suite à Pilsudski d'un double point de vue libéral bourgeois et catholique traditionnel.

(6) «C'est de cette époque que date le divorce entre la gauche et l'Eglise, dit Adam Michnik. Ce que j'appelle la gauche, c'est l'intelligentsia qui a soutenu dans un premier temps Gomulka par anti-soviétisme. Cette gauche était également profondément laïque et elle protesta contre le compromis du pouvoir avec l'Eglise. En 1956, les relations Etat/Eglise étaient bien meilleures que celles entre la gauche et l'Eglise» (Cité par *Libération* dans un article daté du 31 octobre 1978, reproduit dans le numéro spécial *Pologne* de janvier 1982, page 31). On verra que cette mésentente entre la gauche et l'Eglise sera dépassée entre 1968 et 1976.

(7) Pour Aleksander Smolar, qui a été délégué du KOR auprès de l'Internationale socialiste, la plupart des éléments du groupe dirigeant de 1968 «venaient de familles de vieux communistes privilégiés du régime; ils étaient donc liés, socialement et idéologiquement, au courant révisionniste dont ils représentaient la dernière incarnation. C'est la célèbre "Lettre ouverte aux dirigeants du parti polonais" de Jacek Kuron et Karol Modzelewski, qui exprime le plus parfaitement le programme de ce groupe. Tout en se réclamant des mêmes valeurs que les révisionnistes, la "Lettre ouverte" réfutait leurs illusions politiques» (*Libération* du 29 mars 1978). Cela n'a pas empêché les trotskystes du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale de présenter ce document, qu'ils ont largement diffusé, comme la marche à suivre par la révolution dans les pays de l'Est !

(8) Tadeusz Mazowiecki avait appartenu au groupe néopositiviste Znak avant d'être rédacteur en chef de *Wież*, revue liée à *Esprit* en France. Il sera membre de l'Université volante en 1976, puis un des principaux conseillers de Walesa et directeur de l'hebdomadaire *Solidarnosc*.

(9) Adam Michnik et Tadeusz Mazowiecki sont d'accord pour estimer que l'Eglise et la gauche laïque ont fait chacune des concessions pour parvenir à l'alliance qui sera définitivement scellée dans le KOR en 1976. «L'épiscopat s'est ouvert aux problèmes de notre époque à la suite des réformes introduites par Vatican II. Il a compris qu'il lui fallait se rapprocher du temporel, donc des problèmes de la société polonaise. Il y a rencontré l'opposition» (Adam Michnik). «La gauche a enfin abandonné son sectarisme et découvert que l'Eglise ici avait une tradition de tolérance, de libéralisme pas si éloignée de ses préoccupations» (Tadeusz Mazowiecki) (Cité par *Libération* dans un article daté du 31 octobre 1978 reproduit dans le numéro spécial *Pologne*, janvier 1982, page 31).

(10) C'est du moins ce qu'affirme Leszec Moczulski, fondateur du ROPCIO (Cf *Libération* dans un article daté du 28 février 1978 reproduit dans le numéro spécial *Pologne*, janvier 1982, page 29).

(11) Jacek Kuron, *Robotnik* n°20, 30 août 1978, cité par le Comité international contre la répression, *La renaissance du mouvement ouvrier en Pologne*, page 31.

(12) Jacek Kuron, *Pour une plateforme unique de l'opposition*, paru dans *Politique aujourd'hui* n°3-4, 1977, et reproduit dans *La Pologne, une société en dissidence*, op. cit. page 116.

(13) Selon *l'Expansion* du 8/21 janvier 1982, cette critique de la politique de Gierek est partagée par tout le monde en Pologne: «La voie polonaise à la crise est la mieux connue. Qu'elles émanent de Stefan Kurowski, l'économiste de *Solidarité*, ou de Zbigniew Madej, le vice-premier ministre communiste, toutes les analyses convergent: vers une condamnation, tout d'abord, de la stratégie engagée au début des années 70».

(14) Voir notamment l'étude du conseiller commercial de France à Varsovie intitulée *Evolution de la balance des paiements de la Pologne depuis 1971*, in *Problèmes économiques* n°1755 du 6 janvier 1982.

(15) C'est la conclusion d'un article intitulé «Les commissions ouvrières en Espagne» paru dans le n°8, 1-15 janvier 1978 de *Robotnik* sous la signature K. GR, *op. cit.*, p. 22 «Dès l'instant où il y aurait des syndicats élus sur une base démocratique, on se trouverait dans une situation qualitativement nouvelle. La population sera prête à accepter les sacrifices et les restrictions nécessaires si ce sont les ouvriers qui décident [...]. Seule une société organisée sur la base d'élections libres est en mesure d'accepter un programme raisonnable. C'est l'unique moyen de sauver notre pays, de suivre le chemin de la démocratie et, parallèlement, de surmonter la crise» dira Jacek Kuron dans une interview au *Spiegel* début août 1980, publiée en français dans le *Nouvel Observateur* du 16 août 1980. Sur les fameux sacrifices, Jacek Kuron sera plus explicite quelques jours plus tard: «Il me paraît évident que tout assainissement social exigera des sacrifices [...]. S'opposer à la hausse des prix signifierait porter un coup au fonctionnement de l'économie. Les salaires, en revanche, doivent être l'objet de négociations préalables» (Interview au *Monde* du 20 août 1980). L'opposition démocratique est consciente du besoin d'une politique d'austérité. Elle propose une manière de la faire accepter par les travailleurs, dans l'intérêt... des travailleurs!

(16) Jacek Kuron, *Pour une plateforme...* *op. cit.*, page 120-121.

(17) *Robotnik* n°8, 1-15 janvier 1978, *op. cit.* p.20. Adam Michnik écrit de son côté: «L'opposition polonaise, pourrait-on dire, avait choisi la voie espagnole plutôt que la voie portugaise. Elle compte sur des changements progressifs et partiels plus que sur un renversement violent du système en place.» (Une stratégie pour l'opposition polonaise, *op. cit.* page 106). Il est intéressant de noter que même la réforme à la portugaise est trop révolutionnaire pour l'opposition démocratique!

(18) Jacek Kuron, *Robotnik* n°20, 30 août 1978, *op. cit.* page 31.

(19) Adam Michnik, *Une stratégie...*, *op. cit.* page 107.

(20) Jacek Kuron, *Pour une plateforme...* *op. cit.* page 135-136.

(21) Voici comment Jacek Kuron décrit la situation de la classe ouvrière polonaise: «Dans un système totalitaire le travailleur est totalement atomisé. Il n'y a donc pas d'un côté des ouvriers et de l'autre des intellectuels. Un mouvement ouvrier a bien existé le 25 juin [1976], mais il a cessé le 26. Personne n'est aussi désarmé que l'ouvrier. Ils ne deviennent une force qu'au moment de l'explosion» (Cité dans un article paru dans *Libération* et daté du 26 mai 1977, republié dans le numéro spécial *Pologne*, janvier 1982, page 26).

(22) Adam Michnik, *Une stratégie...* *op. cit.* page 108.

(23) Jacek Kuron, *Pour une plateforme...* *op. cit.* page 132.

(24) Le service de la dette correspondait à 94% des revenus de l'exportation en 1979 et à 101% en 1980! Au premier semestre de 1981, les exportations ont baissé de 19% par rapport à la même période de 1980, tandis que les importations ont augmenté et que l'endettement a encore grimpé (cf. *Evolution de la balance des paiements de la Pologne depuis 1971*, *op. cit.*).

(25) Jacek Kuron, *Pour une plateforme...* *op. cit.*, page 133.

(26) Jacek Kuron, cité par *Libération* dans un article daté du 26 mai 1977 repris dans le numéro spécial *Pologne*, janvier 1982, page 27).

(27) D'après une enquête réalisée sur 701 délégués au Congrès de Solidarnosc de septembre-octobre 1981, 47% sont d'origine ouvrière, 32,8% d'origine intellectuelle, 14,4% d'origine paysanne, 5% d'origines diverses (artisans, paysans-ouvriers). Le nombre des femmes se limite à 7,7%. Une autre enquête réalisée lors du Congrès révèle que parmi les délégués ouvriers, il faut faire une part à peu près égale entre les simples ouvriers d'une part, les contre-maîtres, chefs d'équipe, cadres et techniciens d'autre part. (Ces données sont publiées par *L'Alternative*, numéro spécial *Pologne* de janvier 1982, page 161, d'après *Głos wolny* n°21 et 22). On remarque le poids important des couches moyennes par rapport aux ouvriers.

On peut noter cette intervention de Z. Zaworski, délégué d'une petite région. «Je suis membre de la KKP [Commission nationale] depuis septembre 1980. A cette époque, ou en décembre, je pouvais parler comme ouvrier. Et puis il y a eu cet afflux de nouveaux philosophes, ces intellectuels qui monopolisent la parole. Où sont les ouvriers du début? Ils ne sont même pas délégués au Congrès» (cité par *L'Alternative*, *op. cit.* page 160).

(28) Extrait du compte-rendu de la KK du 12 décembre 1981, publié par *Libération* du 13 janvier 1982.

(29) Seweryn Blumsztajn à la table ronde de *L'Alternative*, *Ibid.*, page 202.

(30) Aleksander Smolar, *Ibid.*, page 202.

(31) Tadeusz Mazowiecki, président de la commission des experts formée le 21 août 1980 et dirigeant de la revue catholique *Wież* (Le Lien), affirmait en octobre 1981: «*Le nouveau syndicat doit donner à ses membres la preuve de l'efficacité de ses stratégies de négociation et pas seulement de l'efficacité de la grève. C'est un climat de confiance qui doit s'instaurer à tous les niveaux, à commencer par celui de l'entreprise*» (Cf. *Les tâches de Solidarnosc*, in *L'Alternative*, n°8 page 24).

(32) Jacek Kuron, cité par Jean-Yves Touvais, *Le Congrès de Solidarité*, in *L'Alternative*, numéro spécial *Pologne* de janvier 1982, page 165.

(33) Cf. Jean-Yves Touvais, *Ibid.*, page 163.

(34) Cf. Jean-Yves Touvais, *Ibid.*, page 165.

(35) Zbigniew Kowalewski, *Inprecor* n°119 du 22 février 1982, pp. 17 et 18.

(36) Zbigniew Kowalewski, interview au *Monde* du 7 janvier 1982.

(37) Voici ce qu'écrivait un partisan resté anonyme du présidium de la KK, après le coup de force du 13 décembre. «*Au sein de Solidarnosc, le courant ouvrier radical a triomphé: ce sont les jeunes militants des grandes entreprises qui ont donné le ton. Les experts ont été écartés pour leur esprit conciliateur. L'expression la plus achevée a été l'attaque portée contre Kuron durant la deuxième session du 1^{er} Congrès national de Solidarnosc. Nous, l'intelligentsia - par nature timorée - nous n'avons pas eu le courage de freiner la radicalisation*» (*Inprecor* n°119 du 22 février 1982, page 11).

(38) Il doit être clair que la manière marxiste de s'opposer à l'«autolimitation politique» ne consiste pas à proclamer l'offensive révolutionnaire ou l'insurrection, indépendamment des situations et des rapports de forces, de la maturité de la classe, de sa préparation et de celle de son parti. Ne pas avoir la force de passer à l'attaque ne signifie pas en effet être obligé de collaborer avec l'adversaire. L'attitude communiste consiste à aider les prolétaires à conquérir même en position défensive, à travers la défense de leurs conditions de travail, de vie et de lutte, une position indépendante par rapport à toutes les forces de la classe adverse. C'est la seule attitude qui permet de préparer l'attaque, qui se déroulera au moment favorable ou du moins dans les conditions les moins défavorables permises par les circonstances. L'attitude de la démocratie qui fait miroiter une entente — même momentanée — avec l'adversaire sous prétexte que le prolétariat est encore faible entrave ce processus de préparation. Mais ce n'est pas tout. Elle rend même la défense impossible en endormant la méfiance instinctive que les prolétaires se sont forgée dans les heurts avec la classe bourgeoise et son Etat, les empêche de sentir le moment où il faut savoir se replier en bon ordre et les livre impréparés à l'attaque que l'adversaire mûrit derrière le rideau de fumée des négociations. Cette leçon, le 13 décembre de Jaruzelski la confirme une nouvelle fois.

(39) On trouvera des indications sur la situation économique en 1981 dans les ouvrages suivants: *L'URSS et l'Europe de l'Est en 1980-81*, in *Notes et Etudes documentaires* n°4633-4634, 10 septembre 1981, pages 206-230; *La controverse sur les projets de réforme économique*, in *Le Monde diplomatique* d'octobre 1981; *Evolution de la balance des paiements de la Pologne depuis 1971*, *op. cit.*

(40) En comparant les réformes en Pologne et en Hongrie, Xavier Richet écrit: «*La différence entre ces deux approches vient du fait qu'en Pologne la réforme doit s'opérer "à chaud" sous la pression des ouvriers alors qu'en Hongrie la réforme s'effectue dans un cadre socio-économique différent: la "demande de réforme" de la part des ouvriers est peu élevée*» (*Réforme des prix en 1980 en Hongrie*, in *Courrier des pays de l'Est* n°254 (septembre 1981), page 29).

(41) Aleksander Smolar, ancien dirigeant du KOR, à la table ronde de *L'Alternative*, page 202.

(42) Jean-Yves Touvais, *Ibid.*, page 161.

(43) «Les enquêtes que nous avons menées parmi les syndicalistes, affirme Zbigniew Kowalewski à la table ronde de *L'Alternative*, montrent que 65% des ouvriers se prononcent pour la grève active comme moyen de lutte radical, et seulement 12% pour la grève générale simple. Dans les grandes entreprises, le nombre d'ouvriers partisans de la grève active montait à 80%» (op. cit. page 201).

(44) Zbigniew Kowalewski, *Inprecor* n°119, page 16.

(45) «La pression s'est faite si forte, dit Zbigniew Kowalewski, qu'on ne pouvait plus imaginer que les prochaines élections municipales, prévues pour le printemps 82, aient lieu dans les formes habituelles. D'où la panique des autorités qui voulaient à tout prix garder le système de liste unique. On a même évoqué la possibilité d'établir ces listes sous l'égide de la future Entente nationale alors en perspective, et avec la collaboration de *Solidarnosc*» (Table ronde de *L'Alternative*, *Ibid.*, page 202).

(46) Aleksander Smolar, table ronde de *L'Alternative*, *Ibid.* page 202.

(47) *Le Monde* du 17 décembre 1981.

(48) «Un krach ouvert de la Pologne, écrit *Le Monde* du 19 décembre 1981, obligerait les banques prêteuses à reconnaître dans leur bilan l'annulation de créances considérables. Cela porterait un coup très sévère à la communauté financière internationale».

(49) *Wall Street Journal* du 21 décembre 1981.

(50) «Cette terreur n'a pas de précédent dans la tradition historique polonaise. C'était inimaginable pour des Polonais. Il n'y a qu'un général sud-américain - ou russe - pour imaginer un tel scénario» Seweryn Blumsztajn qui parle ainsi à la table ronde de *L'Alternative*, ne comprend pas qu'il s'agit bien là d'une tendance générale du capitalisme sénile.

(51) *Le Monde* du 18 décembre 1981.

(52) Seweryn Blumsztajn, table ronde de *L'Alternative*, *Ibid.* page 204.

(53) *Lettre pastorale* adoptée par l'épiscopat polonais le 19 janvier 1982 (cf *Libération* des 23 et 24 janvier 1982).

(54) Aleksander Smolar, table ronde de *L'Alternative*, op. cit. page 204.

(55) Aleksander Smolar, *Ibid.* page 204.

(56) «Chez ceux qui interprètent le coup d'Etat comme l'échec d'une certaine forme d'action, celle de l'auto-organisation légale de la société, on peut s'attendre à voir apparaître un retour à des formes d'action clandestines et militaires. C'est une réaction sociale naturelle» disait Seweryn Blumsztajn le 27 décembre 1981 à la table ronde de *L'Alternative*. Aleksander Smolar ajoutait: «on peut trouver cela inquiétant, mais je pense que cette perspective est plus qu'une simple hypothèse», et Zbigniew Kowalewski renchérisait «il ne s'agit pas nécessairement d'un terrorisme individuel. Il peut avoir un large soutien social, dans une population qui a appris depuis un an l'action de masse...». Seweryn Blumsztajn concluait: «cela peut être plus proche d'actions de partisans» (table ronde de *L'Alternative*, op. cit. page 204).

(57) Cet appel du 16 décembre 1981 est signé de Zbigniew Kowalewski, Seweryn Blumsztajn et Slawomir Czarlewski (voir *L'Alternative*, numéro spécial Pologne de janvier 1982, page 199).

(58) Seweryn Blumsztajn, table ronde de *L'Alternative*, op. cit. page 199.

(59) Seweryn Blumsztajn, *Ibid.* page 202.

(60) Cité par Pawel Korzec, *Le socialisme polonais*, in Jacques Droz, *Histoire général du socialisme*, tome 3, chapitre VII, PUF, 1977, page 324.

QUELQUES PUBLICATIONS RÉCENTES DU PARTI:

**بيان الحزب
الشيوعي الأممي**

من ازمة الرأسمالية الى الثورة الشيوعية العالمية
DE LA CRISE CAPITALISTE A LA REVOLUTION INTERNATIONALE

**الشيوعيون
ومسألة الحريات السياسي
كراسات الاممي**

**CRITIQUE DE LA THEORIE
DE LA "REVOLUTION
NATIONALE-DEMOCRATIQUE
POPULAIRE
DE TYPE NOUVEAU"**

**LA EPOPEYA
DEL
PROLETARIADO
BOLIVIANO**

La lucha de clases en Bolivia hasta 1981

Cronstadt: une tragique nécessité

Cronstadt est devenu un symbole et un drapeau pour tous les ennemis du communisme. Bourgeois, social-démocrates, anarchistes, voient dans la répression de la révolte de Cronstadt en 1921 l'annonce et la préfiguration de l'écrasement de Berlin en 1953, de Budapest en 1956, de Prague en 1968 et de la Pologne en 1981, c'est-à-dire la preuve de la continuité entre la politique de Lénine-Trotsky et celle du stalinisme et du post-stalinisme. Les anarchistes et les ultra-gauchistes « infantiles » sont sans doute ceux qui font le plus de bruit. Cronstadt marque pour eux le début de la contre-révolution, la preuve de la dégénérescence irrémédiable du pouvoir soviétique. Les premiers y voient la confirmation de la perversité de tout Etat, fût-il prolétarien, les seconds la preuve de la nécessité pour la dictature du prolétariat d'être... sans contrainte d'Etat et surtout sans direction de Parti: Cronstadt prouverait la fausseté des principes du marxisme « autoritaire », Etat, parti, terreur centralisée. Leur démonstration ne repose pas seulement sur la légende d'un Cronstadt rouge, fleur de la révolution prolétarienne, massacrée par les bolchéviks sanguinaires, ces nouveaux tsars, légende dont nous montrerons plus loin l'inconsistance. Elle repose aussi plus ou moins explicitement sur une vision naïve et idyllique de la révolution.

Cronstadt, en effet, soulève deux séries de questions que, contrairement aux libertaires en tout genre, nous devons distinguer. D'une part le problème des **rapports entre les diverses couches du prolétariat**, et surtout entre l'avant-garde et les franges arriérées au cours des hauts et des bas de la révolution; d'autre part les questions **historiques particulières** relatives à la situation et aux événements de Cronstadt. Ces questions sont évidemment dialectiquement liées. Il serait vain de discuter des terribles exigences d'une situation qui ont contraint les bolchéviks à écraser Cronstadt avec quelqu'un qui refuse **par principe** qu'un pouvoir prolétarien en train de naître ou de se consolider puisse tirer sur des ouvriers. L'examen du terrible problème que l'Etat prolétarien a dû affronter renforce à son tour la critique d'une vision de la révolution à l'eau de rose et permet de comprendre pourquoi l'écrasement de cette rébellion fut, selon le mot de Trotsky, « *une tragique nécessité* », mais une nécessité et même un devoir.

Dans la vision spontanéiste, les masses prolétariennes bougent et agissent «comme un seul homme» dans le sens révolutionnaire, pourvu qu'elles aient trouvé la «conscience de classe». Le rôle de l'avant-garde — du parti, pour ceux qui utilisent le mot — est de répandre cette conscience, et toute autre intervention est un «abus de pouvoir» inadmissible: les prolétaires doivent tout faire directement «par eux-mêmes» et dans leur totalité, sans «déléguer» aucune tâche de centralisation ni de direction à qui que ce soit. Or la moindre **lutte réelle**, la moindre grève par exemple, prouve l'inanité d'une telle vision. Elle montre que «la masse» est au contraire hétérogène, composée de catégories et de couches de maturité, de combativité et capacité d'organisation très différentes. Elle montre que la **mise en mouvement** de cette masse sous la poussée d'exigences matérielles et surtout **l'unification de son combat** se font **par l'action** d'éléments et de groupes d'avant-garde.

Lorsque la lutte éclate et avance, le rapport entre cette avant-garde et la masse est relativement simple. Cependant, même dans cette phase il est nécessaire de faire preuve de fermeté pour rallier les hésitants et parfois d'user de violence pour empêcher les couches les plus arriérées de saboter la lutte. Que faire si le patron fait venir des jaunes? Ce sont, eux aussi, **des ouvriers**, moins conscients, moins organisés et surtout talonnés par la misère. On essaie de leur expliquer les choses, de les convaincre de se joindre à la lutte; mais si on n'y parvient pas, il faut bien utiliser des **arguments frappants** si l'on en a la force. Qui s'y refuserait? Que les bourgeois prônent la «liberté du travail», ça se comprend. Mais que feront ceux qui radotent de «liberté individuelle»? Les libertaires refuseront-ils de faire des piquets de grève pour empêcher **par la force brutale** des éléments arriérés de désertir ou de saboter la grève?

La situation devient plus délicate si la grève traîne, piétine, subit des revers, commence à s'essouffler. Alors, les franges les moins fermes commencent à vaciller, à donner des signes de lassitude. Même si elle a démarré massivement, la lutte tend à s'effriter par morceaux, et les rapports entre les diverses composantes des «masses» deviennent très difficiles. Il est clair que le noyau le plus dur et le plus solide ne peut pas **contraindre** les franges fatiguées ou découragées à poursuivre la lutte. Mais il est clair aussi qu'il ne peut pas sonner la retraite **dès que** des fractions notables décrochent. Parfois, il devra même continuer pendant un moment une action devenue **minoritaire**, si une reprise paraît possible.

Aucune règle formelle, **aucune** recette a priori ne permet alors d'esquiver les tensions que les difficultés de la lutte font naître entre les éléments les plus dynamiques et ceux qui lâchent, et ces tensions pourront aller des engueulades en assemblée générale aux affrontements physiques. Même si la direction de la lutte est suffisamment mûre et expérimentée pour sentir jusqu'où on peut aller, si une faiblesse est passagère et comment la surmonter, ou bien s'il faut reculer pour éviter une débandade, la lutte ne se déroule **jamais** de façon harmonieuse. Le combat contre le patron ne va pas sans lutte parmi les ouvriers eux-mêmes, lutte entre les différentes orientations et méthodes de combat, entre les «durs» et les «mous», ceux qui reculent et ceux qui reprennent courage. Et plus le combat contre le patron est **dur**, plus les oppositions parmi les ouvriers pourront être violentes et «fratricides»: on est parfois obligé de taper sur le compagnon de lutte qui recule, ou sur celui qui sera peut-être demain à l'avant-garde.

La révolution pose tous ces problèmes à une échelle infiniment plus vaste, avec une intensité multipliée par les dimensions de la lutte et l'importance de son enjeu. Loin d'être une «fête», la révolution est un combat acharné qui exige du prolétariat les plus grands sacrifices et l'oblige pendant toute une période à bander ses forces **au-delà** du supportable. *«La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la classe nouvelle contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement»*, écrit Lénine (1) et il précise: *La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative contre les forces et les traditions de la vieille société.*

Cette lutte titanesque ne peut pas ne pas provoquer au sein même du prolétariat des tensions terribles. En effet, s'il est évident que le parti ne fait pas la révolution et ne dirige pas la dictature contre ni même sans les masses, la **volonté révolutionnaire** de la classe ne se manifeste pas par des consultations électorales ou des «sondages» mettant en évidence une «majorité numérique» ou, chose encore plus absurde, une unanimité. Elle s'exprime par une montée et une **orientation toujours plus précise** de luttes où les fractions les plus déterminées entraînent les indécis et les hésitants, et balaient s'il le faut les opposants. Au cours des vicissitudes de la guerre civile et de la dictature, les positions et les rapports des différentes couches peuvent changer. Et, loin de reconnaître en vertu d'on ne sait quelle «démocratie soviétique» le même poids et la même importance à toutes les couches ouvrières, semi-ouvrières ou petites-bourgeoises, explique Trotsky dans *Terrorisme et Communisme*, leur droit même de participer aux soviets, c'est-à-dire aux organes de l'Etat prolétarien, **dépend** de leur attitude dans la lutte.

Aucune «règle constitutionnelle», aucun «principe démocratique» ne permet d'harmoniser alors les rapports au sein du prolétariat. Aucune recette ne permet de résoudre les contradictions entre les besoins **locaux** et les exigences de la révolution **internationale**, entre les besoins **immédiats** et les exigences de la lutte **historique** de la classe, contradictions qui trouvent leur expression dans l'opposition des diverses fractions du prolétariat. Aucun formalisme ne permet de **codifier** les rapports entre le parti, fraction la plus avancée de la classe et organe de sa lutte révolutionnaire, et les masses qui subissent à des degrés divers la pression des conditions locales et immédiates. Même le meilleur parti, celui qui sait *«observer l'état d'esprit de la masse et influencer sur lui»* comme dit Lénine, doit parfois demander l'**impossible** aux masses. Plus exactement, il ne trouve la «limite du possible» qu'en essayant d'**aller plus loin**.

Car c'est la lutte elle-même qui, à travers ses hauts et ses bas, montre **jusqu'où** les masses sont prêtes à aller à un moment donné et cette «démonstration» est toujours dramatique: si le parti ne tire pas assez fort, il manque à sa tâche, s'il tire trop fort, le lien avec les masses casse. Le problème est d'autant plus difficile que, encore une fois, les «masses» ne sont pas homogènes. Un mouvement d'ensemble uniforme est impossible; l'avance, et aussi bien le recul, se font par une succession de secousses dans lesquelles les différentes couches se tirent, se retiennent, se poussent, se bousculent et... se cognent.

Les choses sont encore beaucoup plus complexes dans une révolution **non purement prolétarienne**, comme celle de 1917 en Russie. Ici, le prolétariat n'est pas la seule classe qui participe à la révolution et à l'Etat révolution-

naire. Une bonne partie de la **paysannerie**, qui constitue près de 4/5 de la population et est elle-même très hétérogène, est son **alliée**. Sur le problème déjà délicat des rapports entre les couches plus ou moins avancées ou arriérées du prolétariat se greffe alors celui du rapport entre les deux classes. Elles sont alliées, mais pas sur un pied d'égalité, loin de là: contre toute «logique démocratique» mais en bonne **dialectique historique**, c'est le prolétariat qui, bien que numériquement très minoritaire, est le **dirigeant politique** de cette alliance. Mais ses rapports avec son alliée-subordonnée sont loin d'être idylliques, ils impliquent des **antagonismes variables** suivant les situations, à travers lesquels le prolétariat doit maintenir sa position dirigeante et la direction qu'il imprime à la révolution.

C'est évidemment dans la **guerre civile** que ces tensions et oppositions prennent les formes les plus aiguës: le gros des armées blanches est constitué lui aussi de prolétaires ou, dans un pays comme la Russie de l'époque, de **paysans pauvres**. Dans les villes prises et reprises alternativement par les rouges et les blancs, les rapports entre l'armée révolutionnaire et la population ne sont pas simples. La troupe de Makhno a aussi souvent écrasé des ouvriers ou des paysans qui lui résistaient et confisqué nourriture, chevaux et fourrage, que l'Armée Rouge qui a vainement essayé de l'intégrer dans ses rangs. Si elle n'a pu y parvenir, ce n'est pas tant à cause des «théories» anarchistes de Makhno, que de l'impossibilité pratique de **discipliner** sa troupe et de la plier à une action organisée et centralisée, ne disons pas à l'échelle de l'URSS, mais ne serait-ce que d'un front. Ces gens, qui étaient capables de se battre avec **héroïsme** contre les blancs, se battaient «pour leur propre compte», attaquant, reculant ou se déplaçant selon leur propre plan, et refusaient de se soumettre à un **plan d'ensemble**: ils étaient incapables de se laisser insérer comme **partie** dans un **combat plus vaste**.

Or, c'est là la question primordiale de la révolution: la **coordination** et la **centralisation** des luttes de tous les détachements du prolétariat, et éventuellement de ses alliés, dans un **plan de bataille unique**, et ce dans tous les domaines: militaire ou pédagogique, économique et administratif. Et il faut bien comprendre que cette centralisation n'est **jamais acquise** une fois pour toutes: elle exige un effort et une lutte permanents, qui prennent les formes les plus variées et d'autant plus violentes que la situation est plus critique.

Celle de la Russie lors de l'hiver 1920-21 était particulièrement difficile et périlleuse pour le pouvoir prolétarien. La révolution partie de Russie en 1917 ne s'était pas étendue à l'Europe, contrairement à ce que les bolchéviks souhaitaient et avaient ardemment travaillé à réaliser, car c'était la première condition de sa **victoire durable**. L'opportunisme occidental avait joué son rôle de pompier social d'abord, de «chien sanglant» ensuite. En Allemagne, épice de la vague ouvrière de l'après-guerre, l'élite du prolétariat avait été massacrée à plusieurs reprises, dans d'épouvantables holocaustes, par les bouchers de la social-démocratie. De façon générale, la préparation révolutionnaire avait montré son retard, ou même sa totale inexistence. Le retard ou l'absence de partis communistes authentiques n'avait pas permis de profiter de la situation objective pour faire, sinon la révolution, du moins des pas appréciables dans le sens de sa préparation. La principale raison subjective de ce retard était qu'en 1919-20 les partis européens affiliés ou candidats à l'IC ou bien étaient dominés par des tendances centristes (comme en Italie et en France), ou bien oscillaient entre la nostalgie du centrisme et le gauchisme

infantile (comme en Allemagne). Et c'est ainsi que les «années rouges» de 1919-20 passèrent sans que le prolétariat pût les utiliser à son profit. Dès la deuxième moitié de 1920, la bourgeoisie européenne d'abord effrayée et désorientée reprenait l'offensive. La révolution marquait le pas en Europe: la Russie isolée avait dû supporter seule le poids de la guerre contre les puissances impérialistes unies aux armées blanches, guerre qui pendant trois années avait ravagé le pays et saigné ses forces vives.

Au début de 1921, après sept ans de guerre, la Russie était épuisée et ruinée. L'agriculture, mais surtout l'industrie, étaient au bord de la faillite, les transports étaient pratiquement anéantis. La guerre civile avait empêché les bolchéviks de pouvoir convaincre par la pratique les paysans des bienfaits de la dictature du prolétariat. Le système du «communisme de guerre», avec essentiellement la réquisition forcée des céréales, nécessaire pour nourrir les villes et l'Armée Rouge, exaspérait les paysans dont la résistance, s'ajoutant aux dévastations provoquées par la guerre, explique que la production agricole, en 1921, ait été réduite à la moitié de son niveau d'avant-guerre. Comme l'expliquent souvent Lénine et Trotsky, le succès de la révolution, dans cet immense pays avec une énorme population paysanne, dépendait pour une large part de l'attitude des paysans. Il s'agissait, pour le prolétariat, d'en entraîner la majorité derrière lui en l'arrachant à l'influence de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers, et de s'assurer la neutralité des autres, tout en combattant les capitalistes agraires. En recevant la terre, la paysannerie pauvre avait été conquise par les bolchéviks. Dans la guerre civile, les paysans petits et moyens les avaient dans leur grande majorité soutenus, de peur de voir restaurer le pouvoir des blancs et la terre leur échapper. Mais une fois le péril conjuré pour l'essentiel avec l'écrasement des armées blanches au cours de l'année 1920, le paysan devenu moyen ne voyait plus d'antidote à son mécontentement contre le nouveau pouvoir, qui lui prenait son blé pour nourrir les villes, qui installait des fermes d'Etat avec des salariés, qui se montrait à lui sous le visage haï de l'«autorité», détachements armés et commissaires. **Plus dangereuse** que la contre-révolution blanche, selon Lénine, l'hydre de la révolte paysanne, petite-bourgeoise, menaçait partout la dictature du prolétariat. La province de Tambov, la région de la moyenne Volga, l'Ukraine, le nord du Caucase, la Sibérie occidentale, étaient le théâtre d'une vague de soulèvements, auxquels s'ajoutait le banditisme, alimenté par la démobilisation d'une partie de l'armée, et soutenu par les socialistes-révolutionnaires.

Dans les villes, la situation économique était pire que dans les campagnes. A la fin de 1920, la production industrielle atteignait à peine le cinquième de son niveau de 1913. La désorganisation totale des transports, détruits par la guerre civile, entravait encore plus les livraisons de vivres aux villes affamées. On ne trouvait plus de biens de consommation, comme des chaussures ou des vêtements. L'inflation était galopante. En un an, le prix du pain avait décuplé. A la fin de 1920, le salaire réel à Pétrograd était tombé à 8,6% de son niveau d'avant-guerre. Des millions d'ouvriers refluaient vers les campagnes en quête de vivres. Si on ajoute à ces départs spontanés l'absence des ouvriers encore retenus aux fronts, les centaines de milliers de morts de la guerre civile qui avait fauché l'avant-garde, et le chômage dû à la dislocation totale de l'industrie, on peut comprendre que de 1913 à 1920 le nombre d'ouvriers d'industrie ait chuté de moitié, et que d'octobre 1917 à août 1920, par exemple, la population de Pétrograd ait diminué des 2/3, passant de 2 500 000

habitants à 750 000. La base sociale du pouvoir était donc considérablement affaiblie. Par ailleurs, le moral de ces prolétaires «déclassés», qui avaient en grande partie perdu leur élite, et qui avaient renoué des liens avec la campagne pour survivre, baissait dangereusement: la productivité avait chuté au tiers de son niveau de 1913, on volait tout ce qu'on pouvait dans les usines pour obtenir en échange des vivres des paysans, vivres que confisquaient inmanquablement les détachement armés postés aux abords des villes pour empêcher la spéculation et le commerce illicite.

C'est dans ce contexte qu'éclatent, à la mi-février 1921, des grèves et des agitations, à Moscou puis à Pétrograd, à l'annonce de la réduction de la ration de pain du fait de la rupture des communications ferroviaires. Les revendications sont surtout économiques. Elles concernent la situation des ouvriers (suppression des barrages routiers, fin du rationnement préférentiel favorisant les ouvriers de l'armement, autorisation d'échanger des possessions personnelles contre de la nourriture, abolition des armées du travail), mais aussi celle des paysans (abolition des réquisitions de grains). Tandis que toutes ces revendications sont satisfaites dans le cadre de la province, les menchéviks, socialistes-révolutionnaires et anarchistes qui avaient profité des mouvements pour agiter leurs revendications propres (élections libres aux soviets et aux syndicats, fin de la terreur, libération des prisonniers politiques, abolition des fermes d'Etat, voire dans le cas des SR élection d'une Constituante et lutte armée pour le renversement des bolchéviks) sont arrêtés. Le mouvement n'aura pas duré plus d'une semaine. Néanmoins, il servira de détonateur à celui de Cronstadt.

Tel est le tableau de la situation intérieure à la veille de Cronstadt: une poudrière, que la moindre étincelle pouvait allumer. Qu'en était-il du danger d'une contre-révolution blanche appuyée sur l'impérialisme étranger? Ici, les succès militaires fantastiques obtenus par les bolchéviks en trois ans de guerre acharnée ne devaient pas faire illusion. Certes, toutes les armées avaient été vaincues et repoussées l'une après l'autre. Mais celle de Wrangel, par exemple, forte de 70 à 80.000 hommes et subventionnée par la France, se trouvait toujours sur le pied de guerre en Turquie; d'autres troupes blanches stationnaient sur les bords de la Mer Noire, en Sibérie et à Bizerte. La paix n'était pas encore signée avec l'Angleterre, ni avec la Pologne. Et l'intense activité politique, diplomatique, journalistique qui se développait dans tous les pays impérialistes où avaient trouvé refuge les contre-révolutionnaires (deux millions d'émigrés russes en 1921) montrait que l'émigration blanche et ses protecteurs impérialistes étaient à l'affût d'un moment favorable pour se déchaîner de nouveau et reprendre le pouvoir de l'extérieur. La Russie était une forteresse assiégée.

Ce point d'appui pour la restauration de l'ancien pouvoir, les blancs ont cru le trouver avec Cronstadt, où un certain mécontentement s'était manifesté au cours de l'hiver, et où les agents blancs souhaitaient organiser un complot permettant d'envahir la Russie par la Baltique, avec l'aide de Wrangel et de la France (2). L'effervescence à l'étranger était telle que le 10 février, soit plus de deux semaines avant l'événement, la presse française crut pouvoir publier un reportage sur une prétendue révolte de Cronstadt! Et Cronstadt était effectivement un point névralgique. Sa situation stratégique (principale base de la flotte de la Baltique, dans une position commandant Pétrograd, situé à quelques dizaines de kilomètres) en faisait un point de passage obligatoire pour

une prise de l'ancienne capitale par la mer. Mais sur le plan social et politique, qu'en était-il des marins qui, en juillet 1917, avaient mérité d'être appelés *«la fierté et la gloire de la révolution»*?

Eh bien, les marins de la Baltique du début 1921 n'avaient plus rien à voir, quant à leur composition et à leur mentalité, avec ceux qui avaient «fait» 1917. Comme devait l'expliquer Trotsky (3), la marine de Cronstadt s'était toujours composée de trois couches: les révolutionnaires prolétariens avec un passé de luttes, les réactionnaires (fils de koulaks, de boutiquiers, de popes) et la grande majorité intermédiaire, d'origine paysanne. L'enjeu avait toujours été de savoir qui, du prolétariat ou de la bourgeoisie, influencerait la couche intermédiaire, la plus nombreuse. Or la guerre civile, en envoyant au front les meilleurs éléments par vagues successives, écréma entièrement Cronstadt. Dès 1918-19, on constate que Cronstadt est entièrement dépourvu de forces révolutionnaires d'avant-garde. Par contre de nouvelles recrues arrivent, notamment marins lettons et esthoniens qui se sont engagés là parce qu'ils craignaient d'être envoyés au front, et qui sont radicalement hostiles au pouvoir bolchévique. En 1921, plus des 3/4 de la garnison de Cronstadt (nettement plus qu'en 1917) étaient d'origine paysanne.

D'après Pétrichenko lui-même (dirigeant du soulèvement) les 3/4 étaient composés d'Ukrainiens — la région de Makhno — et certains avaient servi dans les troupes antibolchéviques du sud avant de s'engager dans la marine (4). *«Si les marins de Cronstadt de 1917-1918 — dit Trotsky — se situaient considérablement au-dessus du niveau de l'Armée Rouge, et avaient constitué l'armature de ses premiers détachements, de même que l'armature du régime soviétique dans de nombreux districts, les marins qui étaient restés dans le Cronstadt "en paix" jusqu'au commencement de 1921, sans trouver d'emploi sur aucun des fronts de la guerre civile, étaient en règle générale considérablement en dessous du niveau moyen de l'Armée Rouge et comportaient un grand pourcentage d'éléments complètement démoralisés qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient à la façon des souteneurs»*(5). Contrairement à la légende répandue par les anarchistes et l'ultra-gauche, ce n'est donc pas «la fleur de la révolution» qui a «fait Cronstadt» ni que les bolchéviks ont massacré, mais des couches d'arrière-garde largement paysannes, imprégnées de l'esprit du petit producteur, sur lequel peut facilement trouver prise l'agitation d'idées petites-bourgeoises, anarchistes ou anarcho-populistes: contre la discipline, les sacrifices, l'autorité, les partis, etc. C'est là l'origine profonde d'un mouvement comme celui de Cronstadt ou celui de Makhno, qui tous deux représentent *«des convulsions de la petite-bourgeoisie paysanne qui, assurément, voulait s'affranchir du capital, mais en même temps n'acceptait nullement de se soumettre à la dictature du prolétariat»*(6).

Cet état d'esprit ressort bien des revendications adoptées le 28 février 1921 par les matelots du «Pétropavlovsk» et qui, acclamées ensuite en Assemblée Générale sur la place de l'Ancre à Cronstadt par une foule de plusieurs milliers de personnes devaient devenir la charte du mouvement (7). Les principales revendications économiques reflètent le lien étroit entre les marins et les paysans et artisans, tandis que d'autres reprennent les revendications des ouvriers grévistes de Pétrograd, les des sacrifices et de la discipline militaire dans les usines: suppression des barrages routiers, égalisation des rations alimentaires, entière liberté pour les paysans non exploités de main-d'œuvre d'user à leur gré de la terre et du bétail, autorisation de la production artisa-

nale individuelle. Les principales revendications politiques qui se greffent dessus ne représentent pas un programme cohérent, mais reflètent l'influence confuse des divers courants «de gauche» hostiles aux bolchéviks: nouvelles élections à bulletin secret aux soviets avec entière liberté de propagande pour tous les partis, liberté de parole et de presse à tous les ouvriers et paysans ainsi qu'à tous les partis «de gauche», liberté d'assemblée des syndicats et organisations paysannes, libération de tous les détenus politiques «socialistes» de même que de *«tous les ouvriers, paysans, soldats et matelots emprisonnés en raison de leurs activités dans les mouvements ouvrier et paysan»*, abolition des détachements communistes à l'armée et dans les usines, abolition de tous les organismes politiques, aucun parti ne devant *«bénéficier de privilèges spéciaux pour la propagation de ses idées»*.

Si les revendications économiques exprimaient le besoin de souffler des petits producteurs après les duretés de la guerre civile, et étaient finalement en deçà des mesures de grande envergure déjà prises par les bolchéviks, mais qui ne seront divulguées qu'au X^e Congrès du parti de mars 1921 (la NEP), les revendications politiques, par contre, tendaient à saper la dictature du prolétariat en introduisant l'anarchie et la liberté pour les ennemis «de gauche» du pouvoir prolétarien, qui n'avaient que trop montré leur rôle en quatre années de révolution et de guerre civile. Ce qui était à l'œuvre avec le soulèvement de Cronstadt, c'était bel et bien une *«contre-révolution petite-bourgeoise»*, dit Lénine. Or celle-ci était *«sans nul doute plus dangereuse que Dénikine, Youdénitch et Koltchak réunis, parce que nous avons affaire à un pays où le prolétariat est en minorité, nous avons affaire à un pays où la ruine atteint la propriété paysanne et où, par surcroît, nous avons une chose comme la démobilisation de l'armée qui fournit une quantité invraisemblable d'éléments insurrectionnels»*(8). Les marins sans parti ne voulaient pas, sans aucun doute, la restauration des blancs, mais ils ne voulaient pas non plus des bolchéviks. Dans les *Isvestia* de Cronstadt, organe du soulèvement, tous les maux issus de la guerre et de la ruine économique sont attribués aux bolchéviks; les accusations les plus fantaisistes sont lancées contre la *«commissarocratie»*. Le mot d'ordre central était: *«Pour une troisième révolution»*. Or il n'avait pas de sens. Il fallait choisir entre la dictature du prolétariat, qui nécessitait la direction du parti, et la dictature de la bourgeoisie. Il n'a jamais existé de pouvoir de la *«démocratie pure»*, cet idéal de tous les petits-bourgeois. Et c'est pourquoi, selon Lénine *«si petit ou peu notable que fût au début (...) ce décalage du pouvoir que les marins et ouvriers de Cronstadt proposaient (...), les éléments sans-parti ont fait (même involontairement) office de marchepied, de gradin, de passerelle pour les gardes blancs»*(9).

Le soulèvement de Cronstadt n'avait-il pas été accueilli avec enthousiasme et suivi d'une activité fiévreuse (démarches diplomatiques, propagande, collecte de fonds) dans tous les milieux de l'émigration et de l'impérialisme? Le cadet Milioukov, chef politique de la grande bourgeoisie capitaliste, réfugié à Paris, n'avait-il pas salué en Cronstadt le mot d'ordre *«Les soviets sans les bolchéviks»* que ce grand bourgeois intelligent reprenait à son compte, sachant bien que sans l'influence prépondérante des bolchéviks, les soviets se videraient de leur contenu révolutionnaire et abdiqueraient leur pouvoir, comme entre février et octobre 1917. Et quelles que fussent les illusions des rebelles, comment auraient-ils pu tenir militairement sans faire appel, ne fût-ce que pour se ravitailler en armes et en vivres, à la bourgeoisie étrangère et aux

émigrés blancs, qui n'attendaient que cela? C'était bel et bien la contre-révolution grande-bourgeoise qui se profilait à l'horizon et qui ne manquerait pas de chasser ses auxiliaires petits-bourgeois après les avoir un moment utilisés.

Tel était le danger qui menaçait les bolchéviks à partir du moment où les marins avaient pris les armes. Aussi les bolchéviks n'avaient-ils pas le choix. Ils ne ménagèrent pas leurs peines pour obtenir un règlement pacifique du conflit, avec des appels radio et des tracts invitant les rebelles à ne pas faire le jeu des gardes blancs. Mais au bout d'une semaine d'efforts infructueux, devant le refus des Cronstadtien et la menace d'une invasion de Petrograd grâce à la fonte imminente des glaces qui allait permettre de ravitailler Cronstadt par mer et d'en faire une tête de pont pour les armées blanches, ils durent intervenir militairement: il fallait agir vite. La répression se fit sans aucune joie: il était dur de tirer sur ceux que les bolchéviks considéraient, selon Trotsky et Boukharine, comme des *«frères égarés»* plutôt que comme des ennemis pleinement conscients. Mais la défense du pouvoir du prolétariat l'exigeait. Et il faut noter que si Cronstadt fut vaincu militairement par des détachements d'élite de l'Armée Rouge, des élèves-officiers et de la Tcheka, auxquels s'étaient joints bon nombre de délégués du X^e congrès (y compris ceux de l'«Opposition Ouvrière») accourus sur place, il fut surtout vaincu politiquement, car le prolétariat de Pétrograd, plus affamé que les marins de Cronstadt et qui venait de vivre une semaine de grève, refusa résolument de les soutenir.

La *«leçon de Cronstadt»* tirée par Lénine fut: *«en politique, resserrer les rangs du parti, renforcer la discipline, accentuer la lutte contre les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires; en économie, satisfaire autant que possible la paysannerie moyenne»* (10). C'étaient là en effet les conditions du maintien du pouvoir prolétarien dans l'attente de la révolution en Occident: renforcement de sa direction, c'est-à-dire du parti, en mettant fin notamment aux polémiques interminables qui lui avaient fait perdre un temps précieux et affaiblissaient sa cohésion interne, comme la polémique sur les syndicats et celle avec l'Opposition Ouvrière, et en opérant une sérieuse épuration, notamment parmi les nouveaux arrivés (136.836 membres exclus en 1921); renforcement de la discipline dans les rangs du prolétariat, qu'on ne pouvait laisser ravalier au rang de la petite-bourgeoisie anarchisante et profiteuse; renforcement de la lutte contre tous les ennemis politiques de la dictature du prolétariat, suppôts de la contre-révolution malgré leurs étiquettes *«de gauche»*; enfin concessions économiques aux petits producteurs sous contrôle de l'Etat prolétarien (notamment remplacement des réquisitions par un impôt en nature et rétablissement d'un certain échange), afin de *«sauver l'entente avec la paysannerie»*, seule *«capable de sauver la révolution socialiste en Russie, tant que la révolution n'a pas éclaté dans les autres pays»*.

En effet, c'est la perspective et la préparation de la révolution internationale qui commandent toute la politique des bolchéviks: la révolution ne peut se maintenir durablement en Russie que si elle se développe et s'étend au dehors et, réciproquement, le maintien du pouvoir prolétarien en Russie n'est pas une fin en soi, mais doit servir la révolution mondiale. C'est peu de dire que cette vision internationaliste manquait aux Cronstadtien; leur optique était localiste, fédéraliste au mieux, et leur lutte tendait à détruire en fait la centralisation des forces prolétariennes même à l'échelle nationale. L'enjeu véritable de

leur révolte n'était pas telle ou telle concession économique; nous avons rappelé qu'avec la NEP, déjà en préparation, les bolchéviks étaient prêts à aller **beaucoup plus loin** dans cette voie. L'enjeu, c'était l'existence de l'**Etat prolétarien centralisé**, capable de discipliner, tant bien que mal, les forces locales centrifuges. L'existence de cet Etat était aussi la condition de la mise en pratique de cette «politique économique» de concessions aux petits producteurs et au marché, mais il nous intéressait **avant tout** comme bastion de la révolution mondiale.

Cet Etat était encore très faible, face à une situation économique et sociale très difficile comme nous l'avons vu, encerclé matériellement par l'impérialisme et **isolé politiquement** par la faiblesse du mouvement communiste international. Non seulement la lutte révolutionnaire marquait le pas et **reculait** en Europe, mais, à part la Gauche italienne trop faible et «excentrée», les communistes européens n'apportaient même pas aux bolchéviks l'aide et le renfort **politiques** dont ils avaient besoin. Au contraire, les bolchéviks portaient non seulement la responsabilité de l'Etat prolétarien en Russie, mais aussi d'une Internationale à laquelle ils devaient apprendre le b-a-ba des **principes** communistes au lieu d'en recevoir des **leçons tactiques** tirées de la lutte révolutionnaire dans les pays de vieille démocratie bourgeoise. Sans parler des courants qui comprenaient si peu les problèmes qui se posaient à la dictature du prolétariat en Russie, qu'ils condamnaient pêle-mêle la répression de la révolte de Cronstadt et l'instauration de la NEP exigée en quelque sorte par Cronstadt: l'une parce que contraire à la «démocratie ouvrière directe», l'autre parce que non immédiatement «socialiste».

L'instauration **immédiate** de l'économie socialiste n'avait jamais figuré au programme des bolchéviks; quant au «communisme de guerre», ce n'était pas un mode de production, mais l'économie d'une **forteresse assiégée**. Les grèves de Pétrograd et la révolte de Cronstadt montraient que dans ce domaine la **limite du possible** était dépassée et qu'il fallait revenir en arrière, non pas pour liquider la révolution, mais pour la **sauver**. Il n'était pas question de laisser libre cours à la production et à la circulation marchandes, c'est-à-dire finalement au capitalisme, mais il fallait leur laisser un **minimum de jeu** pour sortir l'économie du marasme, tout en les **limitant** et en les **contrôlant**. Pour cela, plus encore si possible que pour «passer au socialisme», il fallait un Etat **fort et centralisé**. Les bolchéviks savaient très bien qu'en Russie l'«économie» et la «politique» tiraient dans des directions différentes, et que la tension qui en résultait risquait de **briser** l'Etat prolétarien, comme cela se passera effectivement avec le stalinisme. Mais il n'était pas question de capituler d'avance, il fallait tenter à tout prix de maintenir cet Etat en attendant la révolution au moins en Europe et en l'utilisant pour la préparer.

Les grèves de Pétrograd étaient une sonnette d'alarme, mais ne menaçaient pas le pouvoir prolétarien. Cronstadt le faisait doublement, comme nous l'avons montré. De l'intérieur, en s'en prenant à la **direction bolchévique** de la dictature, seule force capable de lui donner unité et cohésion; de l'extérieur, en **ouvrant** ne fût-ce qu'objectivement la **porte** aux impérialistes et aux blancs. A l'époque, même des anarchistes italiens comprenaient que l'Etat révolutionnaire **ne pouvait pas** ne pas réagir violemment, dès lors que tous les autres moyens avaient échoué. Aujourd'hui, les libertaires et les démocrates de tout poil nous rebattent les oreilles avec Cronstadt.

Ils exploitent évidemment le fait que les Staline, Krouchtchev, Mao, Kadar et autres Jaruzelski se sont abrités derrière nos arguments pour mener leurs affaires. Oui, la contre-révolution bourgeoise qui s'est emparée de l'intérieur de l'Etat prolétarien, du Parti et de l'Internationale, a utilisé à ses fins bourgeoises — l'édification et le développement du capitalisme national, la défense de l'ordre capitaliste mondial — toutes leurs qualités révolutionnaires, l'esprit de sacrifice et la discipline, le centralisme et la dictature. Ce n'est pas pour cela que le prolétariat peut les rejeter. C'est du crétinisme formaliste que d'identifier toutes les dictatures sans voir ce qu'elles dictent, d'identifier toutes les répressions sans voir ce qu'elles répriment.

Ce n'est pas parce que la bourgeoisie se centralise, que le prolétariat peut renoncer à centraliser ses luttes. Ce n'est pas parce que la bourgeoisie renforce sa dictature, que le prolétariat renonce à établir la sienne. Ce n'est pas parce que la bourgeoisie tend à s'unifier politiquement, que le prolétariat renonce à son parti unique, organe de direction de la lutte révolutionnaire et de la dictature prolétarienne. Bien au contraire!

(1) «La Maladie Infantile», *Oeuvres*, t. 31.

(2) L'universitaire américain Paul Avrich, peu suspect de sympathie à l'égard des bolchéviks, a documenté l'existence de ce complot dans lequel étaient impliqués la Croix Rouge russe et le Centre National, organisation de réfugiés russes. Voir *La tragédie de Cronstadt*, Seuil, 1975, pp. 100-106, 125 et suivantes.

(3) «Beaucoup de bruit autour de Cronstadt», 1938, dans Lénine, Trotsky, *Cronstadt*, Ed. de la Taupe Rouge, 1976, p. 64.

(4) Cité par P. Avrich, *op. cit.*, p. 93.

(5) Trotsky, *op. cit.*, p. 66.

(6) *Ibidem*, p. 69.

(7) La résolution est reproduite intégralement dans P. Avrich, *op. cit.*, pp. 75-76.

(8) Lénine, «Rapport d'activité politique du Comité Central» au X^e Congrès du PCR, 8 mars 1921, *Oeuvres*, t. 32, p. 191.

(9) *Ibidem*.

(10) Brouillon d'un discours au X^e Congrès, cité dans P. Avrich, *op. cit.*, p. 214.

(11) Lénine, «Rapport sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions», X^e Congrès du PCR, 15 mars 1921, *Oeuvres*, t. 32, p. 225.

PROGRAMME COMMUNISTE

Au sommaire des numéros précédents

N°82 - Avril 1980

- L'ère des guerres et des révolutions.
- Le rôle de la nation dans l'histoire.
- L'Afrique, proie des impérialismes -IV- La mainmise sur les matières premières, (suite et fin).
- L'Ulster, dernière colonie anglaise.

No. 83 - Juillet 1980

- La lutte de classe est plus vivante que jamais!
- La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (Projet de Thèses présenté au V^e congrès de l'I.C.).
- La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers Monde».
- Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratisation en Espagne et en Amérique latine.
- Notes de lecture. — Léon Trotsky: Terrorisme et Communisme; Pierre Frank manipule l'histoire.

N°. 84-85 - Mars 1981

- La Pologne confirme: besoin de l'organisation - Besoin du parti.
- Le procès de Blika.
- Les perspectives de l'après-guerre.
- Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui).
- Trotsky, la fraction de gauche du P.C. d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques».
- L'extrême-gauche «anti-sioniste» et la question palestinienne.
- Un mythe usé: le «socialisme» de l'Est.

N°. 86 - Août 1981

- Mitterrand Président.
- La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial
- Cours de l'impérialisme mondial.
- Les bases du militantisme communiste.
- Le processus de formation des sections nationales de l'I.C.
- Les «trotskystes» contre Trotsky.

N°87 - Décembre 1981

- La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent aux portes de l'Europe
- Les populations immigrées en Grande-Bretagne
- Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2^e partie: le PCF)
- Après l'assassinat de Sadate
- A propos de la révolution sandiniste
- Dernière minute: l'état de siège en Pologne

Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908

La faillite du mouvement ouvrier international en 1914 projette un peu de son ombre sur la période précédente. Autant il est légitime de chercher à comprendre ce qui l'a préparée, autant il est nécessaire de ne pas sous-estimer l'existence de courants contraires, la réalité historique des positions incomplètes, mais autonomes d'un prolétariat qui s'est montré capable de se différencier de la société bourgeoise dans sa vie et dans sa lutte quotidiennes. Si, par certains côtés, ce rappel peut prendre les allures d'une réhabilitation (*), c'est qu'il y a eu une convergence de fait des historiens les plus opposés pour minimiser les aspects les plus forts de la vie de classe dans cette période, aspects que les marxistes doivent au contraire revendiquer. Les historiens anarchistes ont insisté moins sur le travail d'organisation que sur les idées libertaires des éléments les plus actifs du mouvement syndical; les réformistes et stalinien ont fait de même, et pire, traitant par le mépris les syndicalistes de cette période, réduisant à presque rien leur rôle actif dans les mouvements de la classe (**), et les rendant responsables (ce qui est bien trop rapide) de la faible implantation numérique des syndicats en France. Ils reproduisent ainsi jusqu'à la caricature l'attitude des guesdistes du début du siècle, qui feignaient de ne voir dans l'essor syndical des années 1902-1910 que des manœuvres de l'anarchisme ancienne manière.

En ces jours de grande force tranquille, de passage progressif aux trente-huit heures, au temps où l'on efface des statuts de la CGT la perspective de l'abolition du salariat, où la CFDT feint de reprendre la tradition anarcho-syndicaliste, mais condamne patriotiquement les comités de soldats comme la CGT, il ne fait pas bon rappeler les grèves à outrance pour la journée de huit heures, le *Manuel du Soldat* édité par la CGT en 1902, la propagande pour l'action directe... Pour nous marxistes, au contraire, il importe de rappeler —

(*) Nous poursuivons ici le rappel historique commencé dans les numéros 22, 23, 24 de *Programme communiste* sous le titre *Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français*, qui s'arrêtait aux années 1900-1902.

(**) Un historien patronné par le PCF comme René Garmy s'arrange pour toujours les cégétistes en tort: s'il y a mouvement spontané, c'est qu'ils ont manqué de sérieux dans la préparation; s'ils préparent une grève, c'est une agitation artificielle!

sans l'idéaliser, ni en masquer les limites politiques — qu'il a existé en France une tradition effective de lutte de classe, non pourrie jusqu'à la moelle par le pacifisme social et le chauvinisme, qui reste pourtant son côté faible. Cette tradition n'a sans doute pas animé tous les ouvriers pris statistiquement; mais elle n'est pas non plus restée le fait de quelques individualités héroïques et isolées.

D'autre part, la date de 1908, plus exactement de l'automne 1908, nous paraît un tournant dont l'importance n'a pas été assez soulignée. Avec les affaires de Draveil et Villeneuve-Saint-Georges, l'échec de la grève générale lancée à contre-cœur par la CGT, l'arrestation de toute sa direction, et les dissensions mortelles qui entraînèrent l'année d'après le remplacement du comité confédéral par des éléments beaucoup moins capables, le premier essor syndical a été brisé. S'il a reçu un coup si dur, ce n'est pas dû uniquement à des accidents extérieurs: c'est aussi que la bourgeoisie s'est montrée capable d'utiliser les oppositions et les rivalités personnelles et de jouer savamment sur les faiblesses politiques du mouvement. Elle tenait une grande partie de ses informations et de son savoir-faire des transfuges et des renégats du ministérialisme socialiste, les Millerand, Briand et Viviani (*); tous ces fils ont été savamment entrecroisés par une adroite araignée, Clémenceau, qui était fier de se dire «le premier flic de France» (1). L'étude de ces manœuvres est riche d'enseignements, le dévouement militant ne suffit pas à les déjouer.

Nous avons souligné dans les articles précédents un fait déterminant: à la fin du siècle dernier, on peut dire que la jonction du parti et du mouvement revendicatif en France a été manquée. La Fédération des Syndicats créée en 1886 par les guesdistes ne faisait que vivoter lorsqu'ils se retirèrent en 1894 après une tentative manquée pour imposer leurs vues. On a reproché à la Fédération d'être une émanation syndicale artificielle du POF guesdiste, on l'appelait à l'époque la «succursale»: le reproche semble fondé. Dans les départements, souvent, les fonctions de direction politique et syndicale étaient assurées par les mêmes personnes, et surtout les **congrès confondus**. Une telle convergence n'aurait pas été un mal en soi, si elle avait traduit la capacité des socialistes guesdiens à diriger les luttes ouvrières, même les plus élémentaires, et à s'y dévouer. Et de fait, il serait injuste de ne voir dans les états-majors guesdistes que ces parasites de la lutte, ces «missi dominici» que ridiculisent les caricatures anarchistes. Sans imiter tous ce militant guesdiste qui signa de son sang un pacte de grève à outrance dans les mines, beaucoup de guesdistes surent payer de leur personne dans les années 1880-90 et apparurent, face aux timidités des proudhoniens, comme les vrais animateurs des révoltes ouvrières, les plus capables de les coordonner et de leur donner une perspective plus vaste. Mais des changements de casquette trop brutaux, des grèves désertées au profit du terrain électoral, les rendirent malgré tout suspects d'attitude manœuvrière. On leur reprochait une tendance au forcing organisationnel, à froid ou sans les forces correspondantes. Sans parler, par la suite, de déviations franchement opportunistes, de trahisons criantes sur lesquelles nous reviendrons.

(*) Briand, anarchiste, ami de Pelloutier, propagandiste de la grève générale, devint ministre, briseur de grèves et président du conseil. L'entrée du socialiste Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau, aux côtés de Gallifet, le massacreur de la Commune, en 1899, provoqua une crise profonde et durable dans le mouvement socialiste international. Viviani, autre socialiste ministériel, était président du Conseil en juillet 1914, au moment de la déclaration de guerre.

Maladresses et erreurs guesdistes

La base théorique des maladresses guesdistes sur le terrain syndical apparaissait avec une clarté presque caricaturale au congrès de Lille du Parti Ouvrier Français, en 1890: il faut adhérer aux syndicats, disent-ils, *«pour y répandre l'idée socialiste et y recruter des adhérents au programme et à la politique du Parti»*. Point de vue qui néglige complètement les multiples gradations entre le réflexe élémentaire de lutte et l'adhésion à une doctrine cohérente et à une action suivie; point de vue symétrique dans l'erreur de la position anarchiste dans la même période, qui admettait le travail dans les syndicats dans le seul but d'y répandre l'idée libertaire et d'y recruter des individualités marquantes. Deux points de vue auxquels s'oppose la conception marxiste de la constitution patiente de liens entre le parti et la classe notamment à travers l'indispensable lutte de défense quotidienne.

Guesdistes et anarchistes se rejoignaient aussi involontairement en cette période dans l'adhésion, plus ou moins explicite et consciente, à la «loi d'airain des salaires» de Lassalle (2), qui devait logiquement faire apparaître les grèves pour le salaire comme des combats purement symboliques, où les principes importaient beaucoup plus que les résultats matériels. Il est compréhensible que, sur de telles bases, les guesdistes soient passés d'interventions brutales et maximalistes dans les mouvements revendicatifs à des protestations, tout aussi excessives dans leur genre, de respect de la spontanéité et de non-intervention, proclamant par exemple que *«le socialisme ne pousse pas aux grèves, il ne les provoque pas»*!

Par ailleurs, les guesdistes se rendirent aussi impopulaires en combattant, avec des arguments parfois justes, mais d'autres fort discutables, l'idée de la grève générale, qui fut un des prétextes de la première fracture syndicale de 94-98.

Il était juste de démontrer l'inconsistance de la notion de «grève générale» conçue comme moyen d'«exproprier les capitalistes» ce qui revenait à faire, dans la tradition anarchiste, l'impasse sur l'Etat bourgeois. Le guesdisme mit très justement en avant la notion de «conquête des pouvoirs publics», comme on disait à l'époque. Mais au même moment, les premiers succès électoraux commençaient à lui tourner la tête. Il glissait du travail parlementaire comme «moyen d'éducation du prolétariat» à une conception carrément opportuniste de blocs électoraux. Cela avait pour conséquence de donner un air de combativité supplémentaire à l'anarchisme. Il paraît sûr d'ailleurs, aujourd'hui (3), que cette source de discorde était machiavéliquement alimentée par l'Etat, à travers les opportunistes à verbiage incendiaire comme Briand, pour entretenir la division entre les courants influents sur le mouvement ouvrier: le principal propagandiste de la grève générale dans le comité confédéral de la CGT, Henri Girard, était d'ailleurs un mouchard.

«N'ayant pas demandé à venir au monde, nous voulons manger»

(Affiche des ouvriers boulangers pendant les grèves de 1906)

C'est après cette première tentative de centralisation syndicale, qui tourna court et laissa de graves cicatrices, des méfiances et incompréhensions réciproques, que se constitue la CGT, on peut dire à chaud, dans le vif d'un mouve-

ment revendicatif actif et multiforme, dont les chiffres donnent déjà une idée (4). René Garmy évalue le nombre de journées de travail perdues pour fait de grève à 500.000 entre 1870 et 1880, 1 500 000 entre 1890 et 1895, et à 9 500 000 pour la seule année 1906. Dans cette période dite pacifique, les grèves les plus dures, souvent étouffées par l'intermédiaire des réformistes, tournèrent à l'affrontement avec la police et l'armée. 17 grévistes tués à la Martinique en 1900, 3 à Châlons-sur-Saône: «*Millerand est ministre, s'écriait Emile Pouget dans le Père Peinard* du 5 mars 1900, *et les massacres de prolos s'opèrent avec le même sans-gêne que si Constans ou Badingue tenaient la queue de la poêle*» (*). 1 mort à Nantes en 1907, 5 morts et de nombreux blessés à Narbonne, 1 mort à Raon-l'Étape, 9 morts et 200 blessés à Draveil et Villeneuve-Saint-Georges en 1908, licenciements disciplinaires et révocations de fonctionnaires par centaines. L'historien Edouard Dolléans dresse le palmarès du seul ministère Clémenceau (1906-1909): 667 ouvriers blessés, 20 morts, 391 mises à pieds, 104 années de prison distribuées.

Cependant, le nombre des syndicats passait, de 1000 environ en 1902, à 1792 en 1904, 3012 en 1910. En 1904, la CGT réunie aux Bourses du Travail depuis 1902, comptait entre 130.000 et 200.000 membres, 400.000 en 1908, 600.000 en 1912, et en janvier 1914 839.331 pour 7 600 000 salariés de l'industrie, ce qui représente un pourcentage d'environ 11%. Si on compare ce chiffre à ceux de 1981 (environ 18% des salariés pour l'ensemble des syndicats), on voit combien sont excessifs les commentaires dédaigneux des bonzes actuels sur le «syndicalisme minoritaire» de la vieille CGT. Evidemment, ces chiffres restaient très faibles comparés à ceux des syndicats britanniques (1 860 000 syndiqués en 1904) et surtout allemands; mais l'histoire allait dévoiler cruellement le revers de cette splendeur numérique.

D'autre part, le mouvement associatif gagnait des couches nouvelles. Les femmes se syndiquaient pour lutter pour de meilleures conditions de travail et contre l'abrutissement confessionnel, dans le tabac, la lingerie, le textile: la pause-prière obligatoire — et debout, après douze heures de travail! — se pratiquait encore couramment, même dans les grandes entreprises. Elles s'imposaient également dans le mouvement syndical contre les préjugés de leurs camarades entretenus par la tradition antiféministe charriée par le proudhonisme. Dans le livre, chez les typographes (syndicats très droitiers dans l'ensemble) les femmes n'avaient pas le droit d'adhérer; ailleurs, elles avaient le droit d'adhérer mais pas de voter. Il y avait malgré tout, en 1911, 100.000 ouvrières syndiquées sur les quelque 600.000 adhérents de la CGT.

Il y eut aussi dans cette période des grèves spectaculaires dans l'agriculture. Des habitudes de résistance collective, au besoin violente, se sont formées dans les régions de petits métayers comme le Centre. Cependant, après les grandes grèves des viticulteurs de 1907, les syndicats de petits exploitants, fermiers-métayers ou propriétaires-cultivateurs se laissèrent capter dans des fronts avec les grands propriétaires, qui les envoyaient à la bataille et en gardaient tout le profit.

Les fonctionnaires affrontèrent une répression très dure pour arracher le droit syndical: la loi de 1884 ne l'avait pas formellement exclu, mais la bourgeoisie usa tour à tour de la séduction et de la trique pour les orienter vers un

(*) Constans fut ministre de l'Intérieur de 1889 à 1892; c'est-à-dire au moment même de l'essor gréviste. Quant à Badingue, ou Badinguet, il s'agit de Napoléon III.

syndicalisme «constructif» et compatible avec leurs soi-disant «devoirs particuliers»; et surtout, pour les dissuader de rejoindre le front de classe ouvrier et d'adhérer à la CGT. Il y eut 541 révocations après la grève des postes de 1909, et en 1910, Briand, l'ex-chantre de la grève générale, fit carrément emprisonner le comité de grève des cheminots.

C'est pour faire face à ces mouvements, encore relativement dispersés, mais fréquents et déterminés, que la bourgeoisie multiplia les pare-feu, en essayant de transformer les concessions arrachées par le mouvement en pièges pour l'avenir. Sous prétexte de libéralisme, les projets Millerand de 1900 et 1904 tentaient d'instaurer des procédures d'arbitrage obligatoire, critiquées alors par Rosa Luxembourg (5) et repoussées par la majorité des cégétistes. Le gouvernement essaya aussi de corrompre les syndicats en leur donnant en 1906 la capacité commerciale, pour les infecter, disait la CGT, de «rondecuirisme».

C'est aussi dans cette période que se développe le syndicalisme chrétien dont les promoteurs (La Tour du Pin, Léon Harmel, Albert de Mun) manifestaient une conscience tout à fait lucide de leur fonction sociale: *«si la société a eu le droit de se défendre les armes à la main, écrit de Mun (ex-officier des Versaillais en 1871), elle sait que les obus et les balles ne guérissent point et qu'il faut autre chose»*. Leurs excellentes recettes sociales pour assurer la collaboration de classe dans et hors de l'entreprise, les diverses espèces d'arbitrage, les ancêtres des comités d'entreprise appelés conseils d'usine ont échu plus tard en héritage aux gouvernements de gauche, qui les développèrent en 1936, 1945 et aujourd'hui encore, avec la même intention. En même temps, ces courants travaillèrent à effacer les différences qui faisaient encore de la classe ouvrière de ce début de siècle une sorte de race à part au sein de la société bourgeoise. Ils prêchaient le mariage au lieu de l'union libre, et le retour de la femme au foyer, réclamaient au gouvernement des lois qui favorisèrent l'accession à la propriété et l'épargne ouvrière, vantaient la maison individuelle, ce *«vêtement de pierre de la famille»*; ils sacrifièrent même quelques bouts de terrain à l'œuvre des Jardins Ouvriers, saine institution qui détourne des réunions syndicales et permet d'abaisser les salaires, puisque les travailleurs ont fruits et légumes «pour rien». Ces apôtres de la concorde sociale obtinrent un certain succès dans le Nord et dans l'Ouest, et réussirent parfois à désarmer chez les ouvriers la saine méfiance jacobine et anarchiste envers les «jésuites et ratichons». Mais il a fallu que leur travail de domestication soit repris plus tard sous le label frauduleux d'un «communisme» dégénéré pour qu'on arrive à l'état d'esprit actuel de l'aristocratie ouvrière, au culte de la respectabilité, du pavillon de banlieue (sans voisins immigrés) et au mariage républicain de l'école laïque et de la communion en blanc...

Dans la période qui nous intéresse, malgré tout, les ouvriers gardaient le sens de leur particularité, chèrement consacré dans les bains de sang de juin 1848 et de la Commune. Ils en précisaient le contenu politique, pas seulement à travers une évolution des idées, mais avec le support d'une vie locale centrée sur les Bourses du Travail, qui se multiplièrent avant la constitution officielle de la CGT.

Des Bourses du Travail à la CGT

L'idée des bourses n'avait rien de révolutionnaire au départ: il s'agissait pour leur inventeur, un brave réformateur bourgeois, de mettre un peu d'ordre dans l'anarchique marché du travail. A la fin du XIX^e siècle, les organisa-

teurs ouvriers qui développèrent les Bourses conservèrent cette fonction, en organisant eux-même le recensement hebdomadaire des emplois et leur publication. Pour éviter le clientélisme, les Bourses du Travail n'exigeaient des demandeurs d'emploi ni cotisation, ni discipline syndicale. Elles cherchaient non seulement à aider les ouvriers, à leur permettre d'échapper aux griffes des bureaux de placement (contre lesquels la CGT mènera une lutte victorieuse), mais aussi à éviter ainsi le recrutement de jaunes en cas de grève, à avertir les ouvriers de façon à *«faire le vide autour des champs de bataille»*. La bourgeoisie prit le train en marche, en se mettant à utiliser les statistiques préparées par les Bourses. Aujourd'hui, c'est l'inverse: la bonzerie syndicale occupe sagement ses strapontins dans les organes dirigeants de l'ANPE et des ASSEDIC, qui ne dédaignent pas de servir à l'occasion d'agence d'interim pour les entreprises...

Mais les Bourses avaient d'autres fonctions: coopératives, bibliothèques, cantines et salles de réunions en faisaient d'authentiques centres de la vie des ouvriers hors de l'usine, un bien propre qu'ils gardaient jalousement contre la bourgeoisie. Il y eut à Paris et en province, au début du siècle, des épisodes de défense des Bourses du Travail assiégées par la police comparables à la guérilla autour des Bourses en Italie dans les années 20.

Si les Bourses du Travail ont pu jouer ce rôle, et pas seulement en France, c'est qu'en concentrant toutes les énergies d'une région, une organisation locale comme la Bourse permet, mieux que le syndicat d'industrie, d'animer une vie prolétarienne d'autant plus féconde qu'elle facilite le dépassement des limites de catégorie.

On sait que la CGT se constitua officiellement en 1902, au congrès de Montpellier, par la réunion de la première confédération, déjà âgée de huit ans, et des Bourses du Travail. Ses premiers dirigeants furent un blanquiste, Griffuelhes, candidat du Parti Socialiste à Paris en 1900 (les blanquistes, proches du guesdisme, font néanmoins preuve d'une plus grande compréhension pour les luttes revendicatives, la «spontanéité ouvrière», et la fonction particulière du syndicat); un anarchiste, Pouget, et une équipe d'obédience anarchisante, Yvetot, Delesalle, Albert Lévy... Griffuelhes était l'orateur et le stratège dans les grèves. Pouget, qui publiait seul depuis 1894 sa feuille anarchiste le *Père Peinard*, fut l'organisateur de la presse syndicale et le principal journaliste de la *Voix du Peuple*. Si l'on met ainsi en lumière leurs personnes, c'est qu'au départ ces dirigeants étaient sans doute comme l'organisateur des Bourses, Pelloutier, des gens plus aptes à l'initiative individuelle qu'à l'organisation patiente d'un travail d'équipe. Pelloutier ne définissait-il pas les anarchistes, et lui-même, comme des *«amants passionnés de la culture de soi-même»*? De là à en faire des individualistes incorrigibles, incapables de s'intégrer dans un mouvement collectif, il y a un grand pas. Ces militants avaient d'abord, autant Pouget que Griffuelhes, une qualité bien précieuse pour qui connaît l'enflure rhétorique coutumière du socialisme petit-bourgeois français: l'horreur de la phrase et le mépris des «braillards» (Griffuelhes). L'un comme l'autre menèrent à l'intérieur de la CGT une bataille sévère contre l'esprit d'improvisation, le manque de sérieux, l'individualisme, et même... l'antiautoritarisme, en dépit des protestations et des classiques accusations de «dictature». On comprend de telles accusations contre un blanquiste. Mais contre un anarchiste!... Le fait est qu'il n'y a pas d'organisation, même syndicale, sans un minimum de direction.

Il est connu que les anarchistes furent poussés à «descendre» (de leur point de vue) sur le terrain syndical d'une part par la violence de la répression bourgeoise contre l'action individuelle, après les «lois scélérates» de 1893 et 94; d'autre part, par leur exclusion des congrès socialistes, après qu'ils aient refusé de reconnaître la nécessité de l'action politique et parlementaire. *«Les grosses légumes, écrivait Pouget en octobre 1894 dans l'argot du Père Peinard, feraient une salle trompette si les anarchos qu'ils se figurent avoir muselés, profitaient de la circonstance pour s'infiltrer en peinards dans les syndicats et y répandaient leurs idées, sans bruyance ni flafas».* C'est à ce moment que Pelloutier définit le syndicalisme comme *«une école pratique d'anarchisme»*. Dans le numéro 1 de *La Voix du Peuple*, Pouget au nom de la CGT prend résolument ses distances envers toutes formes d'indifférence à la lutte immédiate, et répudie au passage la «loi d'airain» des salaires qui pouvait justifier ce détachement: les syndicats *«en sont revenus de cette sophistique illusion que le mieux est l'ennemi du bien, et sous prétexte qu'ils rêvent d'une société communiste, ils ne font pas faute de revendiquer de partielles améliorations. Avec juste raison, ils ne dédaignent pas de défendre le salaire, d'exiger son augmentation, et ne s'arrêtent plus au spécieux prétexte que cette augmentation est stérile parce qu'elle entraîne une hausse correspondante des produits de consommation»*. Une fois ce terrain accepté, il est certain que la pratique et les nécessités de l'action firent avancer ces éléments et d'autres moins connus, bien au-delà de leurs premières concessions.

La mesure de leur évolution est donnée dans ce tableau dressé au congrès de Bourges en 1904 par un délégué qui ne leur était pas favorable: *«Vous êtes cependant venus à notre méthode, les farouches protectionnistes de la théorie de l'effort isolé et direct en sont venus à l'association; les amis de la liberté illimitée se sont soumis et pliés à des statuts parfois rigoureux! Vous étiez adversaires de toute forme gouvernementale, mais vous demandiez à votre sort des améliorations légales; vous étiez hostiles à toute forme de suffrage, mais vous votiez dans vos syndicats; ennemis de la hiérarchie et des fonctions, vous étiez des fonctionnaires syndicaux»*. Pouget, anarchiste classique à ce moment, avait été dès 1879 un des créateurs de la Chambre syndicale des employés. Son exil forcé à Londres en 1894 lui donna l'occasion d'observer et d'apprécier le travail syndical des trade-unions. Un autre anarchiste convaincu, Pelloutier, s'était mis, sous la poussée de sa propre action, à défendre la nécessité de la centralisation, pour lutter à armes égales contre la centralisation étatique: *«Avons-nous le droit, tandis que l'Etat concentre ses moyens de défense, d'éparpiller les nôtres?»*. Beaucoup de militants syndicaux pouvaient bien cultiver dans leurs têtes la théorie des minorités agissantes, de la priorité des «idées» révolutionnaires: ils n'en travaillèrent pas moins énergiquement à un effort collectif d'organisation, à *«réaliser sur le terrain l'unité concrète de la classe ouvrière»* selon la formule de Griffuelhes. C'est cette combinaison particulière dans l'action qui a donné la formule de l'anarchosyndicalisme. Son opposition avec l'anarchisme première manière est vigoureusement résumée dans l'affrontement entre l'anarchiste italien Malatesta et le jeune Monatte, au congrès anarchiste international d'Amsterdam en 1907. Contre Monatte, Malatesta s'obstinait à soutenir que *«le syndicalisme n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur, sans autre but accessible et encore! – que l'amélioration des conditions du travail»*.

Mais ce chemin, qui se fait autrement que par les idées, et qui finit par

orienter leur cours dans certaines limites, ne mène cependant pas à lui seul jusqu'à la vision complète des conditions de la libération collective. C'est ce que démontre le *Que faire?* de Lénine, et l'histoire de l'anarcho-syndicalisme l'illustre une fois de plus.

L'effort d'organisation

Le fédéralisme, état de fait au départ, en pleine constitution d'un mouvement multiforme, était aussi dans la CGT un principe inscrit dans les statuts, et conforme à la religion anti-autoritaire de beaucoup de ses membres: «*De la confédération ne partent pas de mots d'ordre qui seraient des ordres*» (Delesalle), «*La CGT n'est pas un organe de direction, mais de coordination, [...] ici, il y a cohésion et non centralisation, impulsion et non direction*» (Pouget). Ainsi, les syndicats de métier ou d'industrie fixent librement leurs taux de cotisation, peuvent déclarer une grève sans en référer à leur bureau national. L'effet de cette liberté d'action pouvait se retourner paradoxalement en une contrainte nuisible à l'ensemble de l'organisation: c'est ce qui se passa en 1908, quand la CGT se vit pratiquement contrainte à une grève générale impréparée par l'action du syndicat local des terrassiers, peut-être manipulé, d'ailleurs, par des agents de Clemenceau.

Malgré tout, la CGT fut dotée de structures définies: abonnement obligatoire au journal, *La Voix du Peuple*, qui put ainsi jouer son rôle d'organisateur collectif; double affiliation, horizontale (dans les Bourses) et verticale, pour toute organisation adhérente. A partir de 1902, Griffuelhes combattit pour le regroupement des anciens syndicats de métiers en syndicats d'industrie. Les staliniens ont cultivé l'image bornée de l'anarcho-syndicalisme conservateur, attaché aux formes de productions anciennes: sur ce point, on voit au contraire les dirigeants syndicaux défendre à juste titre la nécessité de **prendre de l'avance** sur l'évolution sociale.

Par ailleurs, les syndicalistes révolutionnaires défendaient avec ténacité le principe tout à fait antidémocratique, mais inspiré par l'exigence prioritaire de la combativité ouvrière, d'une représentation non-proportionnelle par syndicat, et non par nombre d'adhérents. Comme l'affirmait déjà un délégué au congrès corporatif de 1898 «*certain syndicat vaut plus par la qualité que par le nombre*»; les cégétistes ne veulent pas «*singer le suffrage universel, le parlementarisme, qui n'est qu'une pure fiction*». Régulièrement, les gros syndicats réformistes du livre, des mines, des chemins de fer, encouragés en haut lieu, revinrent à la charge sur la proportionnelle: ils furent régulièrement mis en minorité.

D'emblée, on l'a vu, les tentatives de séduction se multiplièrent du côté de l'Etat. Le financement des Bourses représentait une lourde charge: l'Etat proposa une subvention, assortie... d'un contrôle préfectoral sur l'emploi des fonds. La plupart des interventions dans les congrès de la CGT dénoncent le piège. Comme le remarquait en 1902 le syndicat des maçons «*le nerf de la guerre en l'occurrence est plutôt le nerf de la résignation*». D'ailleurs, les subventions furent vite suspendues pour cause d'utilisation antimilitariste des précieux deniers de la patrie.

Dans l'ensemble, la CGT s'efforça au moins centralement de maintenir avec vigilance le principe de l'indépendance du syndicat vis-à-vis de l'Etat. Le

congrès des Bourses du Travail de 1897 s'était encore déclaré favorable aux comités permanents de conciliation et d'arbitrage, avec le motif que seule la grève générale peut être payante, et qu'il vaut mieux éviter, donc, les grèves partielles, inefficaces et coûteuses. Mais le congrès de 1901 refusa de donner son aval aux organismes de collaboration de classe comme les Conseils du Travail: *«L'antagonisme des intérêts étant la base de toute société capitaliste, les ouvriers doivent rester unis, et s'éduquer sur leur propre terrain de classe exploitée»*.

L'action revendicative

Cette organisation, même imparfaite et tiraillée par d'inévitables conflits politiques, fut entre les mains des ouvriers un levier efficace pour l'action. Malgré sa volonté délibérée de minimiser l'œuvre de la CGT dans cette période, René Garmy doit reconnaître que les grèves recensées de 1894 à 1913 furent dans 667 cas sur 830 le fait de syndiqués, et que le réseau syndical fut pour beaucoup dans le développement des grèves de solidarité (30% des grèves en 1905). Les motifs des grèves étaient en majorité les questions de temps de travail, de salaire, de conditions d'hygiène et de sécurité (grèves des allumettières contre l'emploi du phosphore); mais aussi, la révolte contre le despotisme patronal: *«Qu'on ne nous espionne plus, qu'on ne nous envoie plus à la messe et qu'on nous laisse nous associer»* réclamaient les grévistes de Montceau-les-Mines.

La CGT remporta deux victoires importantes, tant pour le succès immédiat, que pour l'unification concrète des travailleurs et pour la capacité de mobilisation et de pression stratégique de la centrale: la campagne contre les bureaux de placement de 1901-1903, la longue lutte pour les 8 heures culminant dans les grèves de mai-juin 1906.

La lutte contre les bureaux de placement payants avait commencé en 1888 chez les coiffeurs, les épiciers et les limonadiers. En 1891 s'était formée une ligue contre les bureaux. Comme il l'a fait de nos jours avec l'interim, le gouvernement réussit à tenir les ouvriers en haleine pendant plus de dix ans à coups d'enquêtes, de commissions et de promesses de loi, jusqu'à ce que la CGT lance en 1903 un vrai plan de bataille. Au signal des ouvriers boulangers, après un ultimatum publié dans *La Voix du Peuple*, une série de grèves commencèrent dans les grandes villes, accompagnées de manifestations de sans-travail, de l'attaque et la destruction des bureaux eux-mêmes, suivies d'un véritable assaut policier contre la Bourse du Travail à Paris, avec 150 blessés. Le 5 décembre, «à l'américaine», une manifestation simultanée fut organisée dans toutes les villes. Le 1^{er} mai 1904 enfin, une loi reprenait contre les bureaux de placement l'interdiction du louage proclamée en 1848. Après 50 ans de syndicalisme «représentatif» et antiaventuriste, il faut recommencer aujourd'hui à zéro!

La campagne pour les 8 heures fut encore plus longue et opiniâtre. En tant que propagande, elle avait commencé dès l'organisation du 1^{er} mai 1890, décidé au 1^{er} congrès de l'Internationale Ouvrière, s'était poursuivie en même temps que l'agitation pour l'application effective de la loi du 30 mai 1900 sur les 10 heures. La campagne reprit de façon plus organisée à partir de 1901, une commission spéciale fut chargée de l'organiser avec un budget propre. Elle mena une propagande en direction des ouvriers eux-mêmes, pour leur mon-

trer le besoin de travailler moins, indépendamment même de la question du chômage, de lutter contre le mirage des heures supplémentaires et de l'autoexploitation dans l'espoir d'échapper à la misère. On était loin du temps où les anarchistes considéraient les 8 heures comme une utopie impossible à atteindre sans l'instauration du socialisme, et donc un simple thème de propagande à agiter parmi les ouvriers (position reprise aujourd'hui à propos des 35 heures par leurs héritiers honteux de la soi-disant «ultra-gauche»...). Dans la CGT, les réformistes s'opposaient plus ou moins ouvertement à cette revendication, trop «simple» et impossible à accorder pour certains patrons (autre air connu!). La motion des syndicalistes révolutionnaires, pour l'action directe organisée, l'emporta par 12 voix contre 3 dans la commission des grèves contre celle des réformistes, qui se contentait de réclamer des lois au parlement.

Dans les mines, l'application malheureusement graduelle et avec un «calendrier» de la journée de 8 heures fut arrachée dès juin 1905. Ailleurs, on avait fixé la date limite du 1^{er} mai 1906 avant de commencer la grève effective de la neuvième heure, procéda énergiquement «élémentaire» que les grévistes polonais ont repris en janvier 1981 pour obtenir le samedi libre.

Avant même le 1^{er} mai, Clemenceau fit arrêter une partie des dirigeants cégétistes, sous prétexte de complot, appela les troupes à Paris, envoya 20.000 hommes dans le Pas-de-Calais, et décréta la loi martiale à Lens: les patrons voyaient déjà derrière cette action concertée le spectre de la révolution... Le 1^{er} mai 1906, il y eut 150.000 grévistes à Paris, principalement chez les terrassiers, les typographes, dans l'automobile, la voiture et le meuble. La grève se maintint pendant plus de deux mois, avec des hauts et des bas, sous des formes diverses; grève de la 9^e heure, ou grève totale, souvent à la suite d'un lock-out. De nombreux grévistes furent jugés et condamnés pour atteinte à la liberté du travail.

Les 8 heures étaient le pôle commun; dans certaines branches, on réclamait d'abord un allègement immédiat: 54 heures par semaine payées 60 dans l'automobile, journée de 10 heures pour les coiffeurs, etc. Ces derniers se distinguèrent par cette affiche énergique apposée dans les boutiques *«Tout client retardant la fermeture sera écorché»*. En nos temps où les syndicats courtisent avant tout l'«usager» et prétendent toujours faire la grève **pour lui**, on ne conçoit plus de pareilles «brutalités»! Mais il faut croire que la politesse envers l'usager n'est pas dans la lutte de classe la première des vertus: car les grossiers coiffeurs obtinrent dans la plupart des salons la fermeture hebdomadaire; et en juillet, à défaut des huit heures généralisées, votées seulement en 1919, la loi sur le repos hebdomadaire freinée jusque là par le Sénat fut enfin votée par la nouvelle chambre, sans que les syndicats se leurent sur la nécessité de se battre encore pour son application effective.

Les autres tâches du syndicat: lutte contre le militarisme bourgeois internationalisme

La CGT mena avec moins d'ampleur des actions et une propagande dans des domaines devenus parfaitement étrangers aux respectables institutions syndicales d'aujourd'hui.

En 1896, dans son message aux organisations allemandes, la Fédération des Bourses du Travail se présentait comme *«luttant contre le patriotisme»*, *«révo-*

lutionnaire communiste et hostile à l'Etat». Il serait peut-être excessif de prendre toutes les déclarations de congrès sur l'armée comme le reflet exact de l'opinion ouvrière dans la CGT. Par exemple, la résolution présentée par Yvetot au congrès d'Amiens, qui parle d'intensifier la propagande antimilitariste et antipatriotique ne recueille qu'une très faible majorité, et les autres interventions (Luquet, Merrheim) sont nettement plus prudentes. Mais il faut savoir que là encore, les historiens, surtout stalinien, ont minimisé cette action. Il fallait bien un écho pour qu'un «braillard» comme Hervé puisse rassembler des dizaines de milliers de travailleurs dans ses meetings contre la guerre (*). Et surtout, la CGT manifesta un souci d'organisation et de liaison, en créant le Sou du soldat (contribution financière des syndiqués), en éditant un *Manuel du soldat*, et un numéro spécial de la VO, sur papier rouge, à l'occasion du tirage au sort des conscrits (Pouget et Yvetot furent poursuivis en justice pour ce numéro), en entreprenant le recensement des syndiqués au régiment, en les encourageant à prendre contact avec les Bourses locales. La révolte à Béziers du 17^e régiment qui refusa de tirer sur les grévistes n'est pas tombée du ciel. Elle fut si populaire que le célèbre Montéhus en fit une chanson:

«Légitime était votre colère,
Le refus était un grand devoir,
On ne doit pas tuer ses père et mère
Pour les grands qui sont au pouvoir.
Soldats, votre conscience est nette,
On ne se tue pas entre Français;
Refusant de rougir vos baïonnettes
Petits soldats, oui, vous avez bien fait!
Salut, salut à vous,
Braves soldats du 17^e,
Salut, braves pioupiou,
Chacun vous admire et vous aime;
Salut, salut à vous,

(*) Hervé présenta une résolution sur l'antimilitarisme au Congrès de Stuttgart. Voici ce qu'en dit Lénine:

«Le fameux Hervé, qui mena grand tapage en France et en Europe, a soutenu sur cette question des conceptions semi-anarchistes, proposant naïvement de "répondre" à toute guerre par la grève et l'insurrection. D'une part il ne comprenait pas que la guerre est le produit nécessaire du capitalisme et que le prolétariat ne peut renoncer à prendre part à la guerre révolutionnaire, de telles guerres s'étant produites et étant susceptibles de se produire dans les sociétés capitalistes. D'autre part, il ne comprenait pas que la possibilité de "répondre" à la guerre dépend du caractère de la crise que la guerre provoque. Le choix des moyens de lutte est fonction de ces conditions, et cette lutte (c'est là un troisième point qui montre les malentendus et les inconsistances de l'hervéisme) ne doit pas aboutir uniquement au remplacement de la guerre par la paix, mais à celui du capitalisme par le socialisme. La question n'est pas de se contenter de faire obstacle au déclenchement de la guerre, mais de mettre à profit la crise engendrée par la guerre pour précipiter le renversement de la bourgeoisie. Cependant, toutes les inepties semi-anarchistes de l'hervéisme recélaient une idée correcte du point de vue pratique: la nécessité d'impulser le socialisme en ce sens qu'il ne faut pas se borner aux seuls moyens parlementaires de lutte, qu'il faut faire cheminer dans l'esprit des masses la conscience de la nécessité des moyens d'action révolutionnaires en rapport avec les crises que la guerre ne manque pas de porter en soi, et, en fin de compte, donner aux larges masses une conscience plus vigoureuse de la solidarité internationale des ouvriers et de la duperie du patriotisme bourgeois». (O.C. tome 13, pp. 79-80)

*A votre geste magnifique,
Vous auriez, en tirant sur nous,
Assassiné la République! »(*)*

Cependant, la bourgeoisie, inlassablement, dénonçait cette orientation anti-nationale, et feignait de se désoler de voir la CGT placée en dehors de la nation par la soi-disant furie d'une poignée d'excités.

Parallèlement à leur action dans l'armée, les syndicalistes se préoccupèrent d'assurer des liaisons prolétariennes internationales pour les grèves et contre la guerre. En 1902, au moment des tensions avec l'Angleterre, des cégétistes allèrent à Londres demander la solidarité des travailleurs du Royaume-Uni par-dessus les frontières. Cette action pouvait s'appuyer sur un souci de solidarité plus quotidien. Après celle des typographes en 1889, d'autres fédérations internationales furent créées dans la métallurgie (1904), le textile (1906), le bâtiment (1910). En pleine menace de guerre franco-allemande après Tanger, ce furent des mineurs allemands expérimentés qui vinrent à l'appel des syndicats pour tenter de sauver les emmurés de Courrières. Les caisses de grèves internationales, comme celle des typographes en 1906, permirent réellement de prolonger des mouvements, au grand scandale de l'hypocrite bourgeoisie, qui ne veut connaître d'autre solidarité internationale que celle de ses banquiers et de ses flics. En 1903, la CGT organisa dans les ports, à Bordeaux, Dunkerque, Le Havre et Marseille, la solidarité avec les dockers hollandais en grève.

En 1901, lors d'un premier projet de loi sur les retraites, elle se déclare *« hostile à tout projet qui ne serait pas applicable aux étrangers résidant en France »*. En avril 1906, un meeting CGT se tint à Paris pour organiser la participation des travailleurs étrangers à la lutte pour les 8 heures, *« considérant que les frontières n'existent que par la volonté de ceux qui ont intérêt à diviser les travailleurs pour les exploiter plus facilement »*.

Il est certain néanmoins que les tendances chauvines étaient largement répandues dans les rangs des ouvriers, nourries quelquefois par l'utilisation de travailleurs étrangers comme jaunes. Certaines fédérations envoyèrent même des délégués à Millerand pour obtenir l'arrêt de l'immigration. La négation des nationalités, typique du proudhonisme vivace dans la classe ouvrière, ressemblait fort à la négation des nationalités... autres que la nationalité française...

Essais d'action internationale

Sur le plan international, la CGT fut à l'origine de plusieurs tentatives d'action concertée. Elle voulut imposer au congrès d'Amsterdam de 1905 qu'on inscrive à l'ordre du jour la journée de 8 heures, la grève générale et l'antimilitarisme. Elle proposait, en cas de menaces de guerre, d'entrer directement en rapport avec les syndicats du pays «adverse», sans passer par le secrétariat central. Le secrétaire des syndicats allemands, Legien, s'y refusa, et ce refus réitéré amena le bureau de la CGT à suspendre ses rapports avec le bureau

(*) *Gloire au 17ème* est tout à fait typique de l'état d'esprit du mouvement ouvrier français de l'époque, où le sentiment classiste n'est pas séparé d'un républicanisme dépassé, qui contribuera à la catastrophe du 4 août 1914.

international. En janvier 1906, Griffuelhes vint à Berlin pour préparer une action internationale contre la guerre, mais Bebel imposait comme préalable une entente entre le PS et la CGT, et Griffuelhes repartit déçu. En 1912 encore, appelés par la CGT à organiser dans chaque pays une manifestation simultanée contre la guerre, les syndicats allemands et autrichiens se déroberent sous prétexte qu'une telle manifestation, de caractère politique, était du ressort du parti et non des syndicats: argument qu'ils utilisèrent régulièrement pour éviter tout débat de fond sur ces questions.

Incontestablement, les obstacles rencontrés ne purent que renforcer la CGT dans l'idée que rien ne pouvait venir des partis socialistes et surtout de la direction du syndicat par le parti. Mais cela ne pouvait que renforcer également dans le syndicat les réactions chauvines à la française, l'idée d'une supériorité de la qualité révolutionnaire du mouvement ouvrier français, qui fut un moyen comme un autre d'entraîner la CGT dans l'Union Sacrée d'août 1914.

Le réformisme dans le parti et dans les syndicats

Dans le cadre national même, les syndicalistes révolutionnaires pouvaient trouver de quoi alimenter leur méfiance et renforcer leurs préjugés antipartis. Une partie des guesdistes n'attendit pas 1914 pour prendre vis-à-vis de l'armée et du patriotisme des attitudes de compromis. Sous prétexte de subordonner la lutte contre la guerre à la lutte contre le capitalisme, Guesde défendit les positions les plus équivoques. Au congrès de Limoges du PS, il s'opposa, comme Jaurès et Vaillant, à la motion Hervé appelant à la grève insurrectionnelle en cas de guerre, en prétendant (air hélas familial) que le prolétariat avait désormais une patrie *«depuis que le suffrage universel a été mis dans ses mains comme une arme»*, comme une arme contre ses frères de classe des autres pays! Au congrès suivant, celui de Nancy, Guesde se montra plus droitier que Jaurès, en arguant cette fois piteusement qu'il était inutile de fourbir des moyens de lutte *«contre une guerre problématique, lointaine, et qui ne viendrait peut-être jamais»*! De telles dérobades alimentaient la propagande des Hervé, Lagardelle ou Sorel contre la «décomposition du marxisme».

En fait, c'est surtout auprès de Jaurès que les syndicalistes trouvèrent l'attitude la plus compréhensive, et l'acceptation, éclectique et tacticienne de l'indépendance des syndicats. Son attitude vis-à-vis de la «motion d'Amiens» (qu'on n'appelait pas encore la Charte) est tout à fait révélatrice de l'esprit dans lequel une partie des réformistes se joignirent aux anarcho-syndicalistes contre les partisans d'une jonction étroite syndicat-parti. Il voyait dans cette motion une base de coopération entre syndicalisme et socialisme, qui permettait aux ouvriers de marcher par deux routes dans la même direction (ce qui représente, si l'on y songe bien, un certain nombre de pas perdus). Ceci pouvait peut-être faciliter sur le terrain pratique la coopération entre le parti et les fédérations syndicales, nullement donner un débouché cohérent aux aspirations révolutionnaires des éléments les plus combatifs. Obnubilés par Guesde, les syndicalistes se laissèrent séduire par les discours onctueux de Jaurès, à la manière dont les gauchistes d'aujourd'hui acceptent les boniments d'un Edmond Maire. Est-il nécessaire de rappeler que sur toutes les questions essentielles du mouvement ouvrier, Jaurès maintint, sous la belle façade de l'honnêteté personnelle, les compromis les plus dangereux? Qu'il combattit *«pour la paix»*, mais avec la théorie de la *«guerre défensive»* autorisée, feuille

de vigne du chauvinisme honteux? Que s'il mena la guérilla parlementaire contre la trahison des Clemenceau, Viviani ou Briand (*«Ou pas ça, ou pas vous!»*), c'est après avoir entretenu, avec le soutien du parti au gouvernement radical jusqu'en 1906, les illusions les plus nocives sur les bienfaits possibles d'un gouvernement de gauche, et l'utilité de faire le tri entre les «bons» et les mauvais radicaux...

Pour en revenir aux guesdistes, certains finirent même par soutenir en 1910-1911 des positions de type menchévique: sous prétexte que l'action syndicale ne peut à elle seule renverser l'ordre capitaliste, elle doit se cantonner d'elle-même dans les limites réformistes. Compère-Morel en arrivait à justifier ainsi la police des grèves par la CGT, l'interdiction du sabotage et de la violence.

Il ne faisait alors que donner un semblant de justification théorique à la pratique effective des dirigeants réformistes à l'intérieur du syndicat (*). Ils se distinguèrent particulièrement dans les mines, chez les cheminots et dans la région du Nord, où les anciennes fédérations guesdistes sombrèrent dans la combine parlementaire, déclenchant ou freinant artificiellement les grèves selon le cours des élections nationales ou municipales. Ils justifiaient tout à fait les propos d'un Griffuelhes dénonçant la relation inversement proportionnelle entre l'activité électorale et l'activité syndicale non seulement dans le nord, mais dans des villes comme Dijon, Grenoble, Narbonne, Vierzon, etc. Par deux fois, le dirigeant réformiste Basly réussit à casser les grèves de mineurs: en 1901, à Montceau, en imposant un referendum-diversion (il y eut ensuite 1800 licenciements). En 1902, il permit à l'Etat de gagner du temps en faisant miroiter, appuyé par Jaurès, l'espoir d'un arbitrage favorable: l'armée en profita pour occuper la mine, tandis que Basly appelait carrément à la répression contre les militants locaux combattifs qui ne respectaient pas la trêve. L'écœurement fut tel qu'il provoqua en 1903 une scission des anarchistes et des guesdistes les plus radicaux, le «syndicat Broutchoux», du nom d'un dirigeant connu. Après la catastrophe minière de Courrières, le syndicat Basly refusa la plateforme unitaire proposée par la gauche. Pendant que Monatte et Broutchoux étaient arrêtés, le patronat faisait savoir aux dirigeants réformistes qu'il serait *«heureux de les rencontrer et de discuter courtoisement avec eux»*. Les déviations vont le plus souvent par deux: le double jeu des réformistes provoqua dans ces branches une recrudescence individualiste et des théories sur le terrorisme incitatif. Le succès de l'anarchisme déclamatoire à la Hervé chez les cheminots fut le châtiment des tripatouillages opportunistes.

Faiblesses politiques d'une réaction légitime

Si le syndicalisme révolutionnaire part de la négation du parti dirigeant propre à l'anarchisme, il est clair que le succès de sa théorie — faire tout du syndicat — s'est nourri d'une double réaction au guesdisme. Réaction contre l'évolution opportuniste du parti socialiste dans ses différentes variantes, dont les syndicalistes révolutionnaires tentaient ainsi de préserver la combativité ouvrière. Réaction contre la tendance guesdiste à faire tout du parti, en négli-

(*) Pour donner une idée des proportions, au congrès de Bourges en 1904, on évaluait les votes révolutionnaires à 825, les réformistes à 379.

geant les fonctions spécifiques des organismes intermédiaires. Mais ce faisant, ils attribuèrent, eux, au syndicat les fonctions du parti et même la tâche de refondre la société après la prise du pouvoir, tâche pour laquelle la collaboration des syndicats est utile, mais non suffisante. On ne peut cependant confondre entièrement les convictions réellement actives dans la CGT et les idéologues plus connus, mais un peu en marge du mouvement. On a beaucoup parlé de l'influence de Sorel, mais Griffuelhes — qui n'avait rien pourtant d'un analphabète — disait qu'il préférerait lire Alexandre Dumas! Dans son compte-rendu du congrès d'Amiens, Pouget remarque, non sans raison: *«Dans l'atmosphère de lutte qui baigne [les syndiqués] ils perdent les étroitesse d'esprit, se libèrent des rivalités de sectes et des haines mesquines dont ils auraient pu s'imprégner ailleurs»*. Mais il ajoute: *«Ainsi, au creuset de la lutte économique, se réalise la fusion des éléments politiques, et il s'obtient une unité vivante qui érige le syndicalisme en puissance de coordination révolutionnaire»*. Ceci part d'une constatation juste, pourvu qu'une politique correcte fasse le reste. Mais c'était aussi méconnaître les limites propres du syndicat, ainsi que la persistance en son sein de conceptions opposées. En un sens, les succès réels remportés dans la construction d'une organisation ouvrière, la découverte d'une coexistence possible entre les tendances après des décennies de méfiance et de déchirements, contribuèrent à l'idéalisation du syndicat pur et unificateur, contre le parti divisé et voué à la compromission. La revue le *Mouvement socialiste* qui se voulait marxiste à l'origine, et faisait le lien entre la gauche socialiste et le syndicat, donne le ton en 1907-1908: c'est le syndicalisme, cette aube nouvelle, qui prendra le relais d'un parti condamné à la putréfaction, c'est lui la *«forme enfin trouvée»* de l'union des prolétaires, et Lagardelle déclare que *«hors du syndicalisme, il n'y a pas de lutte de classe»*.

Dans le syndicalisme révolutionnaire du début du siècle coexistent dans cette période d'essor les appréciations les plus lucides et les plus conformes à la réalité matérielle (tel ce projet de statuts de la CGT rédigé par Pouget en 1908), et les fantaisies idéalistes les plus baroques, comme les démonstrations de Lagardelle contre la loi des 8 heures: il prétendait que l'Etat se renforçait en faisant des lois, lui arracher une loi de plus, quelle qu'elle fût, c'était le consolider. A côté de cela, on trouve les illusions tenaces, mais que l'expérience de l'action syndicale réduisait petit à petit, sur le caractère souverain de méthodes comme le boycottage, le sabotage, ou le label, marque syndicale sur les produits recommandant les «bons patrons».

Quant à la fameuse «grève générale», elle continuait à figurer dans la motion d'Amiens comme *«moyen d'émancipation intégrale»*, et elle figura à l'ordre du jour de plusieurs congrès encore. Néanmoins, il semble que beaucoup de militants dans la CGT s'étaient mis à regarder les choses d'un œil beaucoup plus froid. Devenus sensibles, dans la pratique, à la difficulté d'étendre et de coordonner des actions (6), ils prêtaient aussi plus d'attention aux arguments des socialistes les plus intransigeants sur la nécessité de l'insurrection armée. Dans un article d'avril 1908, Griffuelhes montre comment la CGT est passée, selon lui, du *«romantisme révolutionnaire»* à la préparation quotidienne de la révolution, du mythe de la grève générale à la pratique de la grève qui éduque et aguerrit, sans exclure la grève générale présentée non plus comme une panacée, mais comme un geste de révolte susceptible d'amplification (7).

Le complot contre la CGT

Devant le progrès de la CGT, les gouvernements bourgeois avaient usé alternativement de la carotte et du bâton: un jour on subventionnait les Bourses, l'autre jour on chassait la CGT de son local parisien. Le préfet du Var trinquait avec le syndicat des instituteurs, quelques semaines après, le ministre le qualifiait d'association illégale. On préparait des lois sociales tout en faisant tirer sur les grévistes, activités qui n'ont d'ailleurs jamais été incompatibles. La bourgeoisie disposait pour ce double jeu d'une utile pléiade de renégats du socialisme, ayant, mieux que des mouchards, une connaissance détaillée et directe des milieux politiques et syndicaux, notamment le ministère Briand-Viviani-Millerand de 1909, surnommé «ministère de la trahison». Au milieu de ces oscillations, une ligne constante: la politique de la main tendue aux éléments «raisonnables» et récupérables des syndicats, invités à isoler les «meneurs», les enragés. Ceux-ci, selon Clemenceau et les socialistes ministériels, auraient détourné à leur profit des forces syndicales rassemblées pour des buts modestes, quotidiens, conformes aux intérêts de la France réelle: «*La France réelle*, disait Clemenceau, *est fondée sur la propriété, la propriété, la propriété!*» Dans un discours d'octobre 1908, Viviani, ministre du Travail «socialiste», distingue de la minorité révolutionnaire le «*syndicat puissant et calme*» qui à l'image des trade-unions britanniques et des syndicats allemands «*par des délégués, en faisant cadrer ses revendications avec un état normal de prospérité [sic] demande des avantages raisonnables et concordant avec les faits*». Ce prolétariat «calme» a bien mérité de la république, et Viviani souhaitait qu'on empêche tout divorce entre le prolétariat et la démocratie, qu'on évite donc les mesures brutales telles que la dissolution de la CGT, projet caressé par Clemenceau depuis 1906.

Cette thèse trouvait en fait des échos favorables chez les socialistes et pas seulement dans la franche droite. Jaurès, pour défendre à la chambre, le 10 mai 1907, l'affiliation des fonctionnaires à la CGT, montrait qu'il fallait distinguer, à l'intérieur de la confédération, les masses sensées d'une poignée de leaders insurrectionnistes. Quand Clemenceau décréta l'état de siège en 1906, Jaurès lui reprocha surtout d'avoir «paralysé» avec son déploiement guerrier le fonctionnement régulier et pacifique du syndicat légal.

Mais Clemenceau voulait hâter le triomphe des «bons» éléments par des moyens expéditifs. En août 1908, donc, les principaux dirigeants de la CGT (dont Pouget, Griffuelhes, Yvetot) furent arrêtés durablement. Chose plus grave, profitant de leur absence, Clemenceau encouragea une campagne de calomnie contre la gestion de Griffuelhes, dont Lévy, trésorier de la CGT et lui-même détenu auparavant pendant de longs mois, fut l'instrument, et Latapie, secrétaire des métaux lié avec Briand, l'agent actif.

La grève des terrassiers de Draveil elle-même, en juillet 1908, occasion de toute l'affaire, semble avoir été radicalisée assez artificiellement par un élément louche, Métivier, acheté par Clemenceau. Deux ouvriers furent tués à bout portant par la police dans une salle de réunion. Dans une deuxième phase, la manifestation de protestation organisée à Villeneuve-Saint-Georges, qui tourna à l'échauffourée et fit sept morts, semble avoir été truffée de provocateurs. Les dirigeants de la CGT se montrèrent plus que méfiants dès le début, mais il y avait aussi, à la racine, un mouvement réel qu'ils ne pouvaient

abandonner. On s'étonne cependant qu'ils se soient laissés arrêter à leur siège, tous ensemble, à la fin d'une réunion: en 1906, ils avaient pris leurs précautions, et la décapitation fut moins complète. Il ne s'agit pas de tomber, dans le sillage de Clemenceau, dans une vision policière de l'histoire. Cependant, cet épisode nous paraît riche d'enseignements: on ne peut se contenter de traiter par le mépris les ficelles policières de l'Etat, surtout lorsqu'elles sont maniées non par des mouchards subalternes, mais par des gens qui avaient une connaissance intime du milieu syndical. C'est à de semblables catastrophes qu'il faudrait s'attendre demain, si l'on devait suivre la voie prêchée par les ex-gauchistes soixante-huitards, qui appellent aujourd'hui les prolétaires à se lier entre eux en passant par les structures officielles des syndicats, sous prétexte de «respect des statuts» et de «démocratie syndicale». Cela revient à s'organiser sous l'œil des bonzes syndicaux, et donc du gouvernement et de la police!

Bien sûr, Clemenceau et ses agents ne purent jouer que sur des faiblesses et des oppositions qui existaient, et l'épisode démontra les limites du «miracle» de la fusion syndicale. Le gouvernement sut doser assez adroitement, sur ces bases, la répression et l'action dissolvante des dissensions et querelles pour désorienter durablement un mouvement ascensionnel.

Le congrès tenu en octobre 1908 en l'absence des principaux dirigeants porta la marque d'un certain désarroi. Clemenceau essaya de lui imprimer le tournant souhaité. Dans ses discours d'octobre 1908, il reprenait l'éloge du syndicalisme puissant et calme: *«Ce n'est pas un mystère que la Confédération Générale du Travail a été détournée de la défense des intérêts professionnels par les révolutionnaires de l'anarchie»*. Il préconisait le retour au scrutin proportionnel, qui donnerait la majorité aux fédérations rangées du Livre et de la Mine, confirmant par là le but de la manœuvre. C'était un peu brutal. Mais en 1908, on a l'impression que chacun reprend sa pente initiale. Pouget consacre le meilleur de ses efforts au journal politique dont il continuait à rêver, *la Révolution*, qui sera éphémère. Griffuelhes mène à la victoire la grève des délaîneurs de Mazamet. Il a fait dans le *Mouvement socialiste* de juin-juillet 1909 une remarquable analyse des facteurs économiques et politiques dans cette grève, qui donne une idée de son sérieux et de ses talents de pédagogue et d'organisateur (*). Mais il abandonna les tâches de direction et d'orientation de la confédération. La croissance numérique de la CGT va continuer, mais on n'a plus l'impression à la fois de renforcement et d'une certaine décantation des problèmes tactiques et politiques qui caractérisaient la période précédente. Au contraire, il semble que le mouvement est passé par son sommet, a déjà donné le meilleur de lui-même.

La période qui suit sera marquée par l'hésitation stratégique, notamment dans la grève des postiers de 1909. Toujours intransigente vis-à-vis des mesures réformistes (comme le projet de retraite, si bien calculé qu'elle le baptisera *«retraite pour les morts»*), la CGT fera preuve d'une inaptitude

(*) Griffuelhes montre notamment la nécessité de *«laisser hors du circuit toute question d'ordre politique ou religieux»*, en particulier de ne pas heurter de front les préjugés religieux des travailleurs. Ainsi fera-t-on servir du poisson le vendredi dans les soupes communales, et c'est une ouvrière catholique qui remarquera d'elle-même: *«tout de même, en temps de grève, on mangerait bien de la viande»*! Comme le remarque Griffuelhes, *«une insinuation mal comprise eût pu arrêter ou gêner le travail s'opérant dans les cerveaux sous l'influence de la vie et de l'action»*.

grandissante à proposer à la lutte des objectifs positifs, répondant aux besoins matériels des ouvriers. Surtout, cette combativité déclinante s'accompagne alors de la progression de facteurs délétères comme la complaisance envers le nationalisme (malgré le maintien officiel de la ligne antipatriotique) et l'influence, qui s'accroît, de douteuses combinaisons parlementaires.

Le point d'arrivée fut l'effondrement d'août 1914, qui entraîna même des pionniers comme Griffuelhes et Pouget à participer à l'effort de guerre. Il est navrant de voir le «père Peinard» embourbé dans la rédaction de feuilletons patriotards. En revanche, ce sont des syndicalistes révolutionnaires comme Monatte, Rosmer et d'autres militants qui sauvèrent l'honneur de la classe dans la débâcle tricolore, et c'est le syndicat qui eut un dernier sursaut, fin juillet, avec le projet de manifestation contre la mobilisation, projet sapé à la fois par l'assassinat de Jaurès et l'attitude des dirigeants allemands.

Origine du syndicalisme révolutionnaire

On a souvent expliqué le poids de l'anarcho-syndicalisme dans le mouvement ouvrier français par l'arriération du capitalisme français et l'importance de couches prolétariennes proches encore du petit producteur artisanal.

La réalité est bien plus complexe. L'archaïsme du capitalisme français et son faible développement industriel, la persistance de secteurs semi-artistiques, l'émiettement de la classe ouvrière expliquent l'extrême difficulté d'organisation du mouvement syndical par rapport aux pays voisins. Il y a par exemple 1 million de syndiqués en France en 1914 pour 4 millions en Allemagne. Mais on ne peut pas ignorer que l'essor de la CGT est parallèle, justement, à un progrès notable dans la concentration du capitalisme français à cette époque. L'industrie du début du siècle utilise deux fois plus de machines à vapeur qu'en 1880. En 1911, on compte dans l'industrie 900.000 employeurs pour 3 millions et demi de salariés, contre 1.660.000 employeurs pour 3 millions en 1866...

On ne peut donc expliquer mécaniquement le phénomène politique du syndicalisme révolutionnaire par les seules conditions économiques: il faut y intégrer des facteurs politiques. En d'autres termes, si le syndicalisme révolutionnaire se porte mieux à Paris qu'à Roubaix, ce n'est pas seulement ni même essentiellement parce que Paris est le paradis de la petite industrie: c'est aussi parce que l'histoire a donné aux ouvriers parisiens du début du siècle une tradition de combativité plus grande qu'à ceux du Nord. On ne peut réduire en effet le syndicalisme révolutionnaire à une idéologie proudhonienne et anarchisante. Il est aussi une manifestation de combativité prolétarienne. À l'époque de Lénine, c'était le diagnostic partagé par tous les marxistes révolutionnaires, que le syndicalisme révolutionnaire était une «forme de protestation», donc saine au départ, contre les aspects négatifs du socialisme français: ou pour le dire dans une formule lapidaire, «la rançon du réformisme».

Il est donc impossible de saisir la signification du syndicalisme révolutionnaire sans donner son poids exact à cet aspect de réponse à la politique de collaboration du parti socialiste. À sa participation à la presse bourgeoise, à ses votes de confiance aux budgets et aux ministères bourgeois, à son respect superstitieux des idoles de la démocratie bourgeoise, la République, le Parlement, le suffrage universel, la responsabilité ministérielle, à son patriotisme tombant fréquemment dans le chauvinisme le plus grossier.

Maintenant, la **forme** de cette protestation contre le réformisme s'explique par les traditions politiques du mouvement ouvrier français, traditions qui sont à mettre en relation avec les conditions particulières du capitalisme français et l'histoire des luttes de classe en France.

Il est indéniable que l'archaïsme de l'impérialisme français, dû à son caractère plus usurier qu'industriel et, d'autre part, la méfiance instinctive du prolétariat pour les résultats de la révolution bourgeoise expliquent la persistance des idées proudhoniennes à fond individualiste et apolitique.

La combativité ouvrière a été contrée au tournant du siècle par de puissants facteurs économiques et sociaux, les fameuses «miettes tombées de la table des festins impérialistes» dont parle Lénine: elles ont permis la corruption d'une véritable aristocratie ouvrière, elles ont donné le moyen d'amortir les luttes de vastes secteurs de la classe par des «réformes» qui, directement liées à la prospérité bourgeoise et au pillage du monde, ont créé un lien objectif entre bourgeoisie et prolétariat.

Pour faire en sorte que ce lien se brise au moment où la bourgeoisie reprend ces avantages avec la guerre impérialiste et plonge la classe ouvrière dans une misère inouïe, il aurait fallu combattre à fond la vieille tradition qui liait le prolétariat à la bourgeoisie, le «grand souvenir» des luttes menées pour la patrie.

Au lieu de s'opposer au réformisme ouvrier et à la collaboration de classe sur le terrain de la préparation de la conquête révolutionnaire du pouvoir par l'insurrection, le syndicalisme révolutionnaire reproduit l'erreur anarchiste de la négation de l'Etat en tant que tel, et de la construction de la société future «en douce», sans se soucier de l'Etat en place. Or cette démarche n'exclut pas, mais **autorise** et **implique** le gradualisme, c'est-à-dire l'illusion de la transformation graduelle de la société sans l'affrontement général des classes et l'insurrection. Enlevez la combativité, sous l'effet des conditions sociales amollissantes: il reste à l'anarchisme le réformisme... sans l'Etat.

Au lieu de s'opposer au chauvinisme par une lutte organisée qui brise effectivement toute solidarité de classe avec la bourgeoisie, cette solidarité que la bourgeoisie tisse patiemment grâce à la corruption impérialiste, l'anarchisme et le proudhonisme nient les nationalités. Et surtout les «autres nationalités», celles qui n'ont pas encore fait une «grande révolution» ou une Commune! C'est ainsi que l'antipatriotisme et l'antimilitarisme de Hervé s'est transformé du jour au lendemain en jusqu'aboutisme patriotard.

Les syndicalistes révolutionnaires ont bien senti l'incapacité du socialisme officiel à rompre avec la bourgeoisie et le patriotisme, mais ils l'ont interprétée à l'envers. La bourgeoisie a fait sa révolution, imposé son programme national démocratique grâce à l'Etat dirigé par un parti. Au lieu de comprendre que l'opportunisme socialiste était lié à la persistance des traditions et des illusions du programme national démocratique, les syndicalistes révolutionnaires ont cherché sa cause dans la revendication de l'Etat dictatorial du prolétariat et de sa direction par le parti. Ils ont cru trouver dans un organisme différent, le **syndicat**, une garantie contre l'opportunisme et la véritable et unique forme révolutionnaire.

C'était ne pas voir que cette forme est plus encore que le parti sujette aux flux et aux reflux, soumise aux reflets de la situation objective sur les masses

ouvrières et même sur l'avant-garde combative. Pire, pour diriger ce syndicat et l'action directe des masses, il fallait une «minorité d'initiative», qui n'était autre qu'un succédané de parti, mais sans l'homogénéité de ce dernier conquise par l'action menée sur la base d'une théorie révolutionnaire nettement définie et établie.

Bref, comme conclut Trotsky, le syndicalisme révolutionnaire *«s'efforçait de donner une expression aux besoins de l'époque révolutionnaire qui approchait. Mais des erreurs théoriques fondamentales – celles mêmes de l'anarchisme – rendaient impossible la création d'un solide noyau révolutionnaire, bien soudé idéologiquement et capable de résister effectivement aux tendances patriotiques et réformistes»* (8).

La grande leçon, toujours actuelle, de l'histoire du syndicalisme révolutionnaire est que pour combattre le réformisme, il faut davantage que des réactions instinctives du prolétariat et de la combativité, lesquelles n'ont pas manqué à cette époque. Il faut une action et une éducation constante guidées par une théorie sûre et éprouvée. La grande faiblesse du syndicalisme révolutionnaire comme du socialisme français a été une attitude trop dédaigneuse à l'égard de la théorie, attitude héritée des «grands souvenirs» des luttes révolutionnaires bourgeoises passées, où la tâche du prolétariat n'était pas tant d'élaborer une théorie que de mener la révolution à fond, y compris contre la bourgeoisie.

Quelle leçon les communistes doivent-ils tirer de l'expérience anarcho-syndicaliste?

Le syndicalisme révolutionnaire a érigé en norme l'idée de «neutralité du syndicat».

Dans son article de 1908 sur la neutralité des syndicats (9), Lénine écrit: *«Certes, à la naissance du mouvement ouvrier politique et syndical en Europe, il était possible de prôner la neutralité des syndicats comme un moyen d'élargir la base primitive de la lutte prolétarienne à l'époque où elle était relativement peu développée et où la bourgeoisie n'exerçait pas une influence systématique sur les syndicats. Mais maintenant, il est tout à fait mal venu du point de vue de la social-démocratie internationale de défendre une telle position»*. Certes, il y avait une limite et un frein à cette possibilité dans la façon dont les syndicalistes révolutionnaires se cramponnaient à l'illusoire garantie de l'indépendance syndicale — par la neutralité et l'absence de liens avec le parti — ainsi que dans la méconnaissance des tâches spécifiques du parti, de la nécessité de sa dictature, des insuffisances inhérentes à l'organisation syndicale elle-même. Mais, encore une fois, les erreurs politiques vont par deux et se nourrissent l'une l'autre, en symétrie. Si la CGT s'est cramponnée ainsi à des recettes périmées, c'est aussi parce que le parti socialiste avec lequel elle était en contact ne lui donnait pas l'image du parti politique déterminé et capable de mener sur tous les plans une politique révolutionnaire, qu'il lui offrait au contraire un mélange de sectarisme et de manœuvrisme propre à conforter toutes ses méfiances.

Mais il est faux de croire que le bon parti révolutionnaire est un vaccin radical contre les tendances anarcho-syndicalistes. Le parti bolchévique a dû affronter, sur un terreau social différent, des tendances analogues, chez les socialistes révolutionnaires et dans l'Opposition ouvrière.

Cela tient naturellement aux conditions historiques, politiques, au passé de la classe qui a forgé la «psychologie» de générations entières. Comment doit-on apprécier alors, de ce point de vue, la situation actuelle?

Nous avons d'abord eu une contre-révolution terrible par sa profondeur et sa durée, à côté de laquelle la catastrophe du 4 août 1914 fait figure de simple répétition générale. C'est dire que si les tendances opportunistes du socialisme de 1890-1910 ont pu provoquer des réactions anti-parti, et si l'on connaît l'ampleur qu'a prise le phénomène dans l'Allemagne de 1919-23 en réaction d'abord à la trahison de la social-démocratie, puis aux oscillations du parti communiste allemand, on imagine la base puissante que cinquante ans de stalinisme ont pu préparer à des réactions anti-organisation et anti-parti.

Aujourd'hui la classe ouvrière doit reconstituer ses organisations de lutte dans une ambiance où se multiplient les groupes et les partis. Leur diversité apparente est bien plus grande encore que ne l'était la gamme des partis socialistes qui existaient en France à l'origine du mouvement syndical, et qui donnèrent une justification à la neutralité du syndicat, pour réduire les effets de la concurrence entre partis politiques.

En même temps, la formidable pression de la société bourgeoise sur le mouvement prolétarien rend plus mince encore la possibilité d'existence d'un mouvement et d'une organisation immédiate capable de se maintenir à l'abri d'une lutte politique directe avec l'Etat capitaliste. Ceci pousse de nombreux groupes politiques, dans l'état tout à fait embryonnaire du mouvement de classe actuel, à théoriser l'identité entre organisation immédiate et organisation politique, et peut provoquer un effet de «fermeture» des organisations immédiates à la lutte politique.

A l'inverse, les communistes agitent constamment l'idée que la seule lutte de défense revendicative ne saurait suffire à délivrer la classe ouvrière de son esclavage. Cette lutte serait à la longue inefficace et même stérile, si elle ne servait de terrain pour éduquer le prolétariat à la nécessité de la transformation communiste de la société et de terrain d'entraînement des forces de classe pour la conquête révolutionnaire du pouvoir, qui seule pourra consolider et garantir les victoires obtenues sur le terrain revendicatif, bref si cette lutte n'était pas conçue comme «une école de guerre du communisme» (Engels).

Ils combattent par conséquent toute idée de neutralité politique des organisations immédiates comme une concession dangereuse à la bourgeoisie. L'expérience enseigne que c'est sous ce drapeau que se sont souvent présentées les forces qui ont livré ces organisations à la politique de conservation bourgeoise et à l'Etat capitaliste.

Bien qu'ils soient par ailleurs convaincus que la victoire révolutionnaire est impossible sans que le parti ait conquis une influence déterminante dans les organisations nées de la lutte revendicative, les communistes ne font cependant pas de la direction des organisations immédiates un préalable à la révolution; ils s'efforcent de démontrer dans le vif de la lutte que le besoin de l'orientation communiste et de la liaison la plus étroite avec le parti révolutionnaire ne découle pas d'un *a priori* programmatique, mais de la nécessité de donner aux organisations immédiates de la classe leur pleine efficacité dans la lutte qu'elles sont en train de mener contre la classe capitaliste (10).

Dans ces conditions extrêmement délicates, il ne suffit pas au parti révolutionnaire d'avoir une conception théoriquement juste de la place de l'organisation immédiate dans la lutte prolétarienne pour conquérir une influence déterminante dans la lutte et les organisations immédiates. Il faut encore qu'en s'appuyant sur l'expérience passée, et en apprenant du présent, il se montre, dans la tâche qu'il revendique: «concourir à l'organisation de la classe», l'organisateur le plus zélé et le plus efficace; qu'il se montre capable du dosage le plus juste de fermeté politique et de patience révolutionnaire. C'est cette attitude pratique qui permettra de surmonter les tendances anti-organisation et anti-parti, d'éviter que ne se reproduise l'opposition entre le parti et le mouvement immédiat dirigé par un courant anti-parti. Qui permettra enfin que le parti communiste réalise effectivement l'union réussie entre la théorie révolutionnaire et la lutte prolétarienne.

(1) L'affaire de Draveil a été étudiée en détail dans le *Clemenceau briseur de grèves* de Jacques Julliard, malheureusement non réédité (Archives Julliard 1965). Julliard, devenu idéologue de la CFDT, célèbre aujourd'hui les vertus du dialogue social: il est pourtant parfaitement informé, comme le prouve son livre, de l'usage que la bourgeoisie en fait.

(2) Voir *Programme Communiste* n° 24.

(3) Robert Brécy, *La grève générale en France*, Paris, EDI, 1969.

(4) Sources principales: Robert Brécy, Colette Chambelland, Edouard Dolléans, René Garmy, Jean Maitron, Mille Kritsky... Ces chiffres ne sont pas toujours concordants et sont à manier avec prudence.

(5) «*La crise socialiste en France*», publié en français par Daniel Guérin, dans Rosa Luxemburg, *Le socialisme en France 1898-1912*, Belfond, 1971.

(6) Voir le très intéressant bilan de l'action pour les 8 heures dressé par Griffuelhes au congrès d'Amiens.

(7) *L'Action directe*, 23 avril 1908.

(8) Trotsky, «Pour le 2^e Congrès Mondial», in *Le Mouvement communiste en France*, Ed. de Minuit, 1971, pp. 81-82.

(9) *Oeuvres*, t. 13, p. 489.

(10) «De la crise de la société bourgeoise à la Révolution communiste», Manifeste du Parti Communiste International, 1981, p. 60.

Aperçus sur la situation au Brésil

L'ouverture démocratique

Le sens général est celui que nous avons indiqué maintes fois dans notre presse (voir *Programme Communiste* n° 83, «Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratisation en Espagne et en Amérique Latine»). Mais il est intéressant de voir comment la démocratisation s'est mise en route et ce que la bourgeoisie au sens strict, le patronat et ses représentants, attendait de cette démocratisation. Pour cela, il faut revenir un peu en arrière, remonter au régime instauré par le coup d'Etat de 1964.

C'est surtout après 1968 que s'établit le «modèle» politique définitif du régime militaire. Jusque là, en effet, il y avait des divergences souterraines sur la voie que devait suivre le régime instauré en 1964, notamment en ce qui concernait la participation des «civils», la bourgeoisie et ses politiciens, qui avaient participé au coup d'Etat. Ces divergences ont dû être aiguës, puisqu'il a fallu se débarrasser assez brutalement du premier président d'après 1964, Castelo Branco, partisan d'un régime plus souple et intégrant les civils : il a eu un «accident», c'est-à-dire que son avion a été mitraillé en vol par un chasseur de l'armée de l'air. Alors que jusque là les choses se passaient plutôt en douceur, c'est en 1968 qu'on adopte la législation d'exception, que se déchaîne la répression qu'on connaît et que la dictature militaire s'instaure pleinement.

Ce tournant du régime doit être mis en rapport avec le mouvement social. Comme dans le reste du monde, l'année 1968 a été une année d'explosions «populaires» : il s'agissait surtout de

mouvements étudiants anti-impérialistes, mais aussi de grèves ouvrières à Sao Paulo (Osaco) et Belo Horizonte. On peut dire que ces mouvements ont constitué le dernier sursaut du démocratisme anti-impérialiste, dans lequel la classe ouvrière avait été fondue. L'impuissance historique de ce mouvement «populaire» est alors apparue clairement, ce qui a contribué à liquider les divergences entre la «droite démocratique», incarnée dans l'armée par Castelo Branco, et le gorilisme tel qu'on l'a connu ensuite.

La dictature militaire qui se renforce à partir de ce moment se caractérise non seulement par la répression de tout mouvement social, mais aussi par l'exclusion de larges couches bourgeoises de la gestion de l'appareil d'Etat et même des sphères de décision de la politique économique. Si l'Etat bourgeois est un comité d'administration des affaires bourgeoises, les bourgeois eux-mêmes, et en particulier les entrepreneurs industriels, en étaient souvent exclus. N'y participaient que les militaires et les «technocrates», en général de jeunes économistes issus des classes moyennes et souvent même de leurs couches inférieures, qui ne daignaient même pas consulter les capitalistes. Cette couche de technocrates à laquelle les militaires ont confié la gestion de l'économie — aussi bien la politique économique que les entreprises d'Etat — est devenue tellement pléthorique, qu'on la désigne comme «bourgeoisie d'Etat». Son poids grandissant est dû au poids croissant du secteur étatique et bien sûr à la prédominance qu'une politique méthodique et

consciente donne au capital financier, rigidement discipliné par l'Etat. Une illustration de cette politique : Le gouvernement a obligé les petites banques à se vendre aux grandes, et celles-ci à les acheter, très souvent contre leur gré; par ailleurs, il a obligé ces grandes banques à constituer des «groupements financiers» avec d'autres institutions rendues obligatoires par la loi, les compagnies d'assurance, de tourisme, les caisses d'épargne, les banques d'investissement; il a contraint ces groupements financiers à prendre des participations dans l'industrie et l'agriculture, enlevant aux banques brésiliennes l'aspect purement commercial, presque usuraire, qu'elles avaient jusque là.

Cela a fort bien marché jusqu'à la crise... Comme un des hommes de choc actuels du patronat *paulista* l'a expliqué, le boom industriel, les commandes massives du gouvernement pour les grands travaux publics, les exportations croissantes obtenues par le gouvernement grâce à des arrangements internationaux, etc., tout cela faisait que l'harmonie entre le «despotisme» du régime militaire et les intérêts des industriels, banquiers, etc., fut pratiquement parfaite. Il n'y a pas eu non seulement de crise politique, mais même de querelles pendant pratiquement dix ans. La bourgeoisie s'était carrément effacée de la scène publique, se limitant à gérer ses entreprises.

La crise a donc changé cela. Après une certaine période d'inquiétude, la bourgeoisie rompt son silence en février 1977, lors de la «*noite dos empresarios*»: Papa Jr, le président de la Fédération du Commerce et de la Chambre du Commerce de Sao Paulo, lance un manifeste en exigeant la démocratisation. Au début le patronat n'y voyait que sa participation aux décisions économiques et un relâchement du rôle de l'Etat dans ce domaine. Un industriel avait expliqué qu'avec la crise les chefs d'entreprise avaient besoin d'une plus grande marge de manoeuvre, notamment de la possibilité — cela leur était interdit ! — d'accéder directement au marché mondial sans passer par les organes de l'Etat, de même qu'ils devaient participer aux prises de décision et à la planification dans leurs branches. Un patron disait qu'on ne

pouvait plus maintenir une situation dans laquelle, la plupart du temps, les industriels n'apprenaient les projets concernant leur branche et les contrats internationaux passés par le gouvernement «qu'en lisant la presse» ! Depuis lors, la revendication de la démocratisation — comprise dans ce sens — et la mauvaise humeur patronale envers les technocrates se sont généralisées. Ce n'est que plus tard, surtout après l'explosion gréviste de 1978, que l'«ouverture» sera aussi comprise comme un relâchement politique destiné à amortir le mouvement social, la lutte de classe. D'importants secteurs de la bourgeoisie commencent alors à demander une réforme syndicale et électorale, et la convocation d'une Constituante; même ceux qui ne demandent pas une Constituante sont favorables à une réforme constitutionnelle par un parlement «ordinaire».

Pour en finir avec le rôle joué par la bourgeoisie, il convient de rappeler que la grande bourgeoisie industrielle de Sao Paulo, qui n'avait pas sorti le nez de ses entreprises pendant des années, se pousse maintenant au premier plan de la vie publique. Son «désintérêt» avait été très loin ; depuis de longues années, la FIESP, Fédération des Industries de l'Etat de Sao Paulo, la plus importante organisation patronale du Brésil, était dirigée par Theobaldo de Nigris, un... revendeur de camions Mercedes ! C'est seulement en 1980 que les grands patrons se décident à prendre leur syndicat en mains et à s'en servir pour défendre leurs intérêts et participer à la vie publique : en 1980 c'est la très grande industrie lourde et de pointe qui se fait élire à la direction de la FIESP.

Il faut remarquer que les querelles actuelles au sein de la classe dominante n'ont plus rien à voir avec la vieille dispute entre le national-réformisme démocratique à la Goulart et la «droite» pro-impérialiste. Elles n'ont plus comme fond la dispute sur deux façons d'achever la «révolution» bourgeoise, mais représentent seulement les bagarres habituelles entre boutiques bourgeoises. Avec les technocrates, on ne discute pas sur des alternatives historiques, mais seulement sur la meilleure recette-miracle pour sortir de la crise. Plus exactement sur le

dosage des ingrédients de la recette, comme Vidalal a tenu à le rappeler contre les spéculations des journalistes sur une rupture entre les industriels de Sao Paulo et les militaires. Du point de vue politique, la grande bourgeoisie demande un rythme plus rapide pour la démocratisation; elle s'oppose aux méthodes machiavéliques par lesquelles les politiciens du régime prétendent garder le contrôle politique; elle voudrait que les FFAA (Forces Armées) ne soient plus «intouchables» et s'affirme prête à une victoire de l'opposition aux prochaines élections. Ces diverses tendances se manifestent d'ailleurs aussi au sein des FFAA, mais tout cela se passe de manière très courtoise; tous prennent grand soin de ne pas se crispier sur des positions qui pourraient amener à une crise politique.

L'«ouverture démocratique» a été menée par les militaires un peu suivant le modèle espagnol, selon une programmation et un calendrier soigneusement préparés dans les cuisines du Conseil de Sécurité Nationale. On a aboli l'AI-5 qui donnait des pouvoirs d'exception au président de la république, qui garde cependant le pouvoir inscrit dans la Constitution de gouverner par décrets le cas échéant; on a déclaré l'amnistie politique, il n'y a plus de prisonniers politiques et les réfugiés sont presque tous rentrés (il en resterait deux à Paris...); on a réformé la loi sur les partis, mettant fin au bipartisme; on permet une liberté de presse assez large; on a remis en usage de vieux dispositifs légaux très libéraux, comme l'*habeas corpus*. Par ailleurs on a considérablement adouci la répression, au point même de rappeler à l'ordre des flics qui tendaient à agir comme au bon vieux temps. A Rio de Janeiro, il est même arrivé en mai dernier que des flics de la police politique soient arrêtés par la PM, une sorte de Guardia Civil, parce qu'ils voulaient empêcher une manifestation... illégale ! Et on a pu assister au spectacle réjouissant d'un colonel de la PM, dans sa tenue noire de combat et mitrailleuse en main, marchant en tête de la manifestation et suivi par les députés «de gauche» et les ineffables «brigadistes» du MR-8 qui criaient «*policia também é povo*» (la police aussi fait partie du peuple). Bref, la démocratie est aujourd'hui la religion de tous, jusques et y compris les

gorilles les plus paléolithiques comme le ministre de l'armée.

Le mouvement ouvrier

Voyons d'abord les forces politiques (cf aussi dans *Le Prolétaire* n°339 «Les tendances du mouvement ouvrier au Brésil»). Le poids du PT, Parti du Travail, est nettement prédominant, surtout à Sao Paulo, le plus grand centre industriel qui donne environ 60% de la production industrielle du pays. Constitué autour des syndicalistes du ABC (surtout de l'automobile) dont la vedette est Lula, le PT a attiré une gamme variée de marxistes universitaires et d'avocails démocrates (dont les dirigeants de la Ligue brésilienne des droits de l'homme), et bien sûr quantité de pelegos, plus ou moins démocrates ou d'«opposition». (Rappelons que le bonze syndical doit son nom de *pelego* à la peau de mouton placée sous la selle...) Les groupes gauchistes, à base surtout étudiante, s'y sont presque tous intégrés, à l'exception du MR-8 (remorque du PC) et du PC do B (ex-maoïste). Le seul courant trotskyste important, le CORQI, est bien sûr un des plus fervents *pétistes*; le SU ne semble pas présent, en tout cas il n'a pas de presse.

Il faut remarquer que, sans doute entraînés et trompés par les gauchistes, beaucoup d'ouvriers combattifs ont adhéré au PT avec l'idée de l'utiliser comme un instrument pour entrer en contact avec d'autres ouvriers combattifs et même des paysans. Ces ouvriers adoptent souvent une attitude critique par rapport au PT, qu'ils considèrent comme une espèce de plate-forme pour la création d'un mouvement révolutionnaire. Cette perspective est théorisée d'une façon bien plus «droitière» (surtout par des gens comme les lamberlistes) par ceux qui présentent le PT comme un «parti tactique» qu'il s'agirait de faire accoucher du parti révolutionnaire.

Le PC do B (ex-maoïste) a une certaine force, mais pas énorme. A Sao Paulo, la capitale, il tend dernièrement à s'aligner avec le PC aux côtés des pelegos du syndicat de la métallurgie. Aux dernières élections à ce syndicat, comme ils n'ont pas réussi à imposer leur candidat comme candidat unique

de l'opposition, ils ont fait une liste à part au premier tour; ensuite, ils se sont désistés, soi-disant pour favoriser l'opposition, mais en réalité en adoptant une attitude neutre. Le candidat du PC do B est un député, élu à travers l'ancien MDB devenu aujourd'hui PMDB. Par la suite, le PC do B s'est rangé du côté du superpelego Joaquinzaio, qui a acheté le député maoïste Aurélio Perez en lui offrant une place comme représentant à la conférence de Conclat. Il présentera des candidats aux prochaines élections à travers le PMDB et même, s'il y arrive, à travers le PP; ce Parti Populaire n'est rien d'autre qu'un parti de gros banquiers, industriels et autres magnats du café, mais aux yeux des ex-maoïstes il a la suprême vertu d'être...opposant.

Il ne reste, en dehors du PT, que le PC et le MR-8. On a déjà vu (*Le Prolétaire* n°313 «Vive la grève des métallurgistes de Sao Paulo») que ce dernier tend à devenir un véritable service d'ordre des pelegos anti-opposition et du PMDB dont il est un fidèle «agent recruteur» électoral. Il est presque inexistant à Sao Paulo, où il a cependant un militant faisant partie de la direction (un permanent, donc) du syndicat des métallos présidé par le fameux Joaquinzaio; plus fort à Rio et actif aussi à Belo Horizonte, où apparemment il est plus à gauche. Il s'agit peut-être de tendances différentes dans le MR-8, car la section de Belo Horizonte semble avoir désavoué l'attitude du MR-8 dans la métallurgie à Sao Paulo et à Rio, surtout lors de la grève à la Fiat où les nerfs du MR-8 ont passé à tabac les ouvriers qui voulaient continuer la grève lorsque le pelego Pimentel, appuyé par le MR-8 qui participe à la direction du syndicat, a manœuvré pour arrêter la grève.

Quant au PC, il est un vulgaire parti bourgeois ou petit-bourgeois, dont le seul lien avec le mouvement ouvrier se fait à travers les syndicats de catégorie, genre métallos de Rio ou Sao Paulo, c'est-à-dire par le pire peleguisme. Quelqu'un l'a très bien défini comme «un cadavre politique». Il sert souvent de véritable carapace au gouvernement, car il condamne toute attitude critique à son égard ou envers les FFAA en général sous prétexte que cela pourrait mettre en danger l'ouverture. Il se trouve

donc souvent plus «à droite» que l'opposition bourgeoise elle-même ! On dit qu'il a quelques députés par l'intermédiaire du PMDB, et il «lutte» pour sa légalisation. Cette année, avant les élections, il tiendra un congrès centré précisément sur la légalisation; il y fera sans doute les renoncements nécessaires pour être admis légalement par la bourgeoisie, qui en fait l'accepte déjà sans réserve.

A côté de ces formations il existe un certain nombre de petits groupes informels, qui résultent de scissions ou de la décomposition d'organisations gauchistes, notamment la POLOP qui a disparu après avoir été la première organisation anti-stalinienne importante à surgir en 1958. Ces groupes comptent souvent des militants ouvriers assez combattifs, mais ils n'ont généralement pas d'existence «tangibile» : ils n'ont pas de presse et ne se présentent pas comme groupes.

Un point intéressant à relever est que, pour le moment en tout cas, la reprise ne pousse pas au Brésil les grands courants internationaux au premier plan, comme cela se passe en Europe et même dans d'autres pays de l'Amérique Latine. Ici, le maoïsme glisse vers le tandem PC-MR-8-*peleguismo*, quant au trotskysme, le seul courant est le lambertisme qui est pratiquement l'aile droite du PT, et qui en tout cas mérite déjà l'antipathie profonde des militants ouvriers plus avancés de Sao Paulo. S'il suit sa trajectoire actuelle, il se réduira dans quelques temps à un regroupement d'universitaires.

Les luttes ouvrières

Pour ce qui est de l'évolution des luttes ouvrières et du mouvement syndical, comme nous l'avons déjà dit par ailleurs, on se trouve dans une phase de reflux, après l'explosion gréviste de 1978-79. Il y a souvent, cependant des grèves isolées (Ford, Fiat, Mercedes, etc.) dans l'industrie, et aussi des mouvements dans d'autres catégories: camionneurs, professeurs, médecins, paysans, etc. D'autre part, des explosions «populaires», comme à Salvador (Bahia), ou une première vague d'occupations de terrains à Sao Paulo surtout, (qui semble avoir été contenue par le gouvernement, pour l'instant...). Il est

intéressant de remarquer que les grèves de 1978-79 avaient comme drapeau des revendications économiques traditionnelles sur le salaire, la «stabilité dans l'emploi» (c'est-à-dire l'engagement à ne pas licencier pendant une certaine période, en général la revendication est de un an), réduction de la journée de travail, etc. Toutes les grandes grèves de cette année, par contre, ont été des grèves de solidarité avec des camarades licenciés, pour leur réembauche et aussi pour la stabilité. Ce fut notamment le cas de la Fiat-Diesel, à Rio, la plus longue grève des derniers temps (6 semaines). Les *pelegos*, démocrates ou non, ont toujours saboté le mouvement en échangeant la solidarité aux licenciés contre des promesses-bidon de stabilité... pour quelques mois, auxquelles d'ailleurs la Ford, par exemple, ne s'est même pas tenue.

La lutte n'a pas encore réussi à donner la cristallisation de groupes d'avant-garde dynamiques et placés sur un terrain de classe. On ne pouvait certes pas l'attendre d'une première explosion après des années d'immobilisme! Jusqu'à présent, les poussées classistes semblent avoir été récupérées par les oppositions syndicales où, en dehors de ABC où le poids des *lulistas* est incontestable, l'Eglise garde un poids déterminant. Depuis quelques temps, depuis le milieu de 1981, apparaît la tendance à se laisser entraîner dans toute une série d'«articulations» (comme on dit là-bas), promises soit par des syndicalistes réformistes liés à l'Eglise, comme les rencontres de Monlevade (centre sidérurgique près de Belo Horizonte), Vitoria, etc, qui ont donné la ANAMPS dont on parlera dans le n°4 du *Proletario*, soit par les *pelegos* de Unidade Sindical; c'est le cas de la Conclat, dont on a parlé dans les n°2 et 3; «articulations» auxquelles finissent par adhérer les éléments plus à gauche, comme le *lulismo* et même l'OSM. Le mouvement reste encore emprisonné dans une perspective et dans les manœuvres qui pointent vers la constitution du syndicalisme démocratique, né plutôt d'une réformette de la structure syndicale actuelle qui resterait, pour l'essentiel, intacte, que d'une rupture comme en Pologne.

Dans le n°4 on essaiera de montrer que c'est dans ce sens que vont les dis-

cussions en cours sur unité ou pluralité syndicales, discussions qui ont eu lieu aussi en Espagne, et même la revendication du «syndicat libre». En fait la perspective de toutes les forces agissant sur le terrain syndical est la suivante: abolir les dispositions légales qui subordonnent le syndicat au ministère du travail, abolir l'interdiction d'organisations «interprofessionnelles» (laquelle empêche, par exemple, la constitution de la Centrale syndicale qu'on prétend constituer à partir de 1982), et d'autres bricoles du genre, qui permettraient l'indépendance du syndicat vis-à-vis de l'Etat. La revendication de l'unité syndicale, avancée dans la discussion sur la CUT (Centrale Unique des Travailleurs), signifie en réalité que ce syndicalisme indépendant se baserait sur les syndicats existants, c'est-à-dire qu'il se construirait à partir de la structure syndicale actuelle, qui est constituée par les syndicats de catégorie des différentes localités.

Ce sujet-là prendra une grande importance cette année qui, sur le plan syndical, sera caractérisée par la préparation du Congrès National des Classes Travailleuses, où devrait se fonder en août 1982 la CUT.

L'opposition syndicale métallurgique (OSM - Luta sindical)

Dans la presse française et italienne on a déjà publié un article qui parle des origines de l'OSM. Complétons ce qui a été dit.

Cette organisation a été à la tête des grèves de 1978-79 à Sao Paulo (capitale), seule ville où elle est implantée et qui est le plus grand centre métallurgique du pays (environ 400.000 ouvriers dont un grande partie, la moitié, concentrée dans la «zone sud» de la ville). Grâce à son activité d'alors, elle a conquis une influence non négligeable sur les couches ouvrières les plus combattives et a acquis une «renommée» auprès de toute la classe. Si, avant l'explosion ouvrière, elle était un petit noyau de militants, avec une prédominance de l'Eglise, mais aussi avec des éléments combattifs des fameux «groupes fantômes» provenant de la Polop, dont on a parlé plus haut, après

1978 elle a organisé plusieurs centaines d'ouvriers.

Son organisation a été formalisée dans les congrès de 1978-79: division de la ville en secteurs correspondant aux principaux quartiers, dans lesquels il y avait un ou plusieurs groupes (sections). Chaque secteur a un représentant auprès de la direction centrale élue par une assemblée générale. Par ailleurs, on réalise souvent des assemblées générales. Avec le reflux du mouvement réel, l'OSM s'est évidemment dégonflée; par exemple, dans un secteur où il y avait 3 ou 4 sections, qui réunissaient plusieurs dizaines d'ouvriers, il ne reste maintenant qu'un seul groupe avec une demi-douzaine de militants réguliers. Mais ce dégonflement est dû aussi à des scissions après les congrès, où sont partis les éléments plus conciliateurs, dont bien évidemment les gauchistes, y compris l'OSI (CORQI). Néanmoins le poids des courants liés à l'Eglise et carrément collaborateurs reste fort: il suffit de dire que le chef de l'OSM est Valdemar Rossi, «l'homme qui a parlé avec le pape» au nom des ouvriers brésiliens...

A part ces données, le dégonflement doit être attribué aussi à l'incapacité de se donner une activité propre, claire et continue. L'OSM, quoique essayant de se démarquer dans ses tendances plus radicales du *peleguismo* traditionnel, s'est mise à la remorque du syndicalisme officiel, ce qui était inévitable dans la mesure où elle s'affirmait comme opposition au *peleguismo* mais dans le cadre du syndicat. L'OSM ne réussissait donc pas à échapper à la perspective d'axer — en fait sinon dans les intentions de ses éléments les plus avancés — son activité sur le remplacement du *pelego* Joaquinzaio grâce aux élections syndicales.

Cette perspective ne pouvait qu'entraîner ou favoriser une tendance, congénitale chez les catholiques mais enracinée aussi chez les militants originaires de l'extrême gauche formés à une école politique foncièrement manœuvrière, aux ententes au sommet et aux fronts, électoraux et autres, fondés uniquement sur l'opposition au *pelego* Joaquim. D'ailleurs cette tendance a reçu une forte impulsion avec les «articulations» dont on a parlé et qui sont, en fait, des ententes entre les différentes forces qui agissent sur le terrain syndical. La participation de l'OSM à ces mouvements malgré la répugnance et la résistance de bon nombre d'éléments «de base», est en train d'entraîner pas mal de bagarres internes; il est fort probable que les tendances au frontisme, aux magouilles, aux accords de sommet d'une part, et de l'autre celles poussant à des initiatives et une activité propres en dehors de ces manœuvres, se cristalliseront.

Un autre facteur du recul de l'OSM est le manque de continuité dans le travail, le fait de se lancer dans des entreprises abandonnées au bout de quelques semaines pour d'autres aussi éphémères, ce qui n'a pas manqué de susciter des réactions souvent assez exaspérées chez les éléments combattifs.

On retrouve donc ici aussi toutes les difficultés auxquelles se heurtent partout les groupes de prolétaires qui essaient d'organiser leurs camarades contre toutes les orientations de collaboration de classe. En même temps qu'il mène l'ensemble de sa lutte politique, le parti doit s'efforcer de les aider, dans la mesure de ses forces, à les surmonter.

PRESSE DU PARTI

programme communiste

Revue théorique trimestrielle en français

communist program

Revue trimestrielle en anglais

el programa comunista

Revue trimestrielle en espagnol

kommunistisches programm

Revue trimestrielle en allemand

il programma comunista

Journal bimensuel en italien

le prolétaire

Journal bimensuel en français

el comunista

Journal mensuel en espagnol

proletarier

Journal bimestriel en allemand

el - oumami

Bulletin bimestriel français-arabe
pour le Maghreb

el proletario

Bulletin trimestriel en espagnol
pour l'Amérique latine

kommounistikô prôgramma

Bulletin trimestriel en grec

enternasyonalist proleter

Bulletin trimestriel en turc